

**0,8 % contre 1,3 %**  
**Net ralentissement**  
**de la hausse**  
**du coût de la vie en août**  
 LIRE PAGE 36.

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beauv-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

**1 F**  
 Algérie, 1 DA ; Maroc, 1 Dir. ; Tunisie, 100 m. ;  
 Allemagne, 1 DM ; Belgique, 1 B. ; Espagne,  
 16 pes. ; Grèce, 100 dr. ; Italie, 200 L. ; Japon,  
 100 ¥ ; Pays-Bas, 100 f. ; Portugal, 200 esc. ; Royaume-Uni,  
 1 £ ; Suisse, 1 fr. ; USA, 1 \$ ; Venezuela, 1 B. ;  
 Tarif des abonnements page 28  
**5, RUE DES ITALIENS**  
 75127 PARIS - CEDEX 10  
 C.C.P. 4207-23 Paris  
 Tél. Paris : 6572  
 Tél. : 770-91-29

## L'EUROPE DOUBLEMENT EN QUESTION

### Au cœur des élections anglaises

L'Europe agricole est peut-être moribonde à Bruxelles et à Bonn, où le chancelier Schmidt croit lui administrer une médecine de cheval. Elle garde assez de vigueur pour réveiller soudain la campagne électorale britannique. La rébellion des modérés pro-européens du parti travailliste prend, en effet, de telles proportions que M. Heath, ravi de l'aubaine, a proclamé la mort du « mythe de l'unité du Labour ».

Deux des ministres les plus populaires de M. Wilson, Mme Shirley Williams et M. Jenkins, viennent en effet de faire savoir qu'ils renonceraient à leurs fonctions au cas où le fameux et encore imprécis « référendum » sur l'Europe promis par M. Wilson à ses compatriotes en cas de victoire électorale aboutirait à une rupture avec la Communauté. M. Jenkins, qui avait déjà quitté en 1972 le « cabinet fantôme » pour les mêmes raisons, verrait dans une telle issue à un événement dommageable pour le monde entier, et donc doublement préjudiciable à la Grande-Bretagne.

Ce coup d'éclat du ministre de l'intérieur — personnalité de grand prestige dont M. Wilson se passerait difficilement — a jeté le premier ministre britannique dans un embarras évident. Avec l'aplomb tranquille et le sens modérateur qu'on lui connaît, il tente de se tirer d'affaire en faisant de nécessité vertu et en chantant les louanges d'une pluralité d'opinions travaillistes qui refléteraient heureusement « les hésitations et les doutes » de l'opinion anglaise. Il met au défi ses adversaires de « donner la parole au peuple ».

De son côté, en menaçant de renverser l'échiquier de l'Europe verte, le chancelier Schmidt a contribué de son côté à embarrasser M. Wilson, auquel il aurait eu l'occasion, au cours du dîner de l'Élysée, de dire ses quatre vérités. La semaine dernière, en effet, le ministre de l'Agriculture, M. Peark, était revenu de Bruxelles en revendiquant une victoire, même si le Labour Party ne compte pas trop sur le vote paysan, les satisfactions accordées aux producteurs de lait et de viande n'en étaient pas moins utiles pour gagner quelques voix dans les campagnes.

A plus longue échéance cependant, il est probable que l'attitude de la République fédérale servira aussi les intérêts britanniques. A Londres comme à Bonn, on a toujours dénoncé la politique agricole commune dans la mesure où, tout en assurant la survie de la petite paysannerie, elle est trop généreuse envers les grands producteurs, organisés et équipés de façon moderne. L'un des principaux obstacles à la renégociation souhaitée par les Anglais tenait précisément au fait que la France n'a jamais cessé de considérer le système en vigueur comme plus ou moins intangible. Les thèses britanniques pourraient donc bénéficier aujourd'hui d'un sérieux renfort, dont la presse anglaise, dans son ensemble, se réjouit.

Reste à définir une politique cohérente à long terme, ce que M. Wilson, tiraillé entre ses hésitations et ses habiletés, s'est abstenu de faire à ce jour. L'évolution de l'opinion britannique pourrait lui faciliter les choses. Il y a deux ans encore, on estimait que la participation au Marché commun signifierait une hausse du prix des produits alimentaires. Or les consommateurs anglais commencent à savoir que les cours mondiaux dépassent de beaucoup ceux de la Communauté et que, à cet égard du moins, l'adhésion est payante. Le référendum, pour lequel M. Wilson a déjà requis de son parti une stricte discipline de vote, pourrait de ce fait devenir moins attrayant et ne plus justifier un déshérent durable du Labour.

## Paris et Bonn cherchent à réduire la portée de leur différend sur la politique agricole

Le conseil des ministres des affaires étrangères et de l'agriculture de la Communauté européenne se réunira mercredi 2 octobre, à Luxembourg, pour réexaminer l'accord sur la hausse de 5 % des prix agricoles conclu le 20 septembre et rejeté le 25 par le gouvernement d'Allemagne fédérale.

Les ministres officiels de Paris, Bonn et Bruxelles se sont efforcés jeudi de minimiser la portée de cette affaire que M. Chirac ne craint pas de réduire à un « malentendu ».

Le premier ministre estime que la hausse des prix, qui devrait être décidée mercredi prochain, pourrait s'appliquer avec effet rétroactif. Si tel est le cas, Paris aura sans doute quelque difficulté à refuser au chancelier Schmidt le réexamen d'ensemble de la politique agricole commune, qui semble l'objectif principal de son opération.

En attendant ces décisions, la conférence agricole annuelle, qui a réuni jeudi 26 septembre, à l'hôtel Matignon, les représen-

tants des quatre grandes organisations paysannes autour de M. Chirac et Bouvier, n'a pas arrêté de mesures spécifiques pour améliorer les revenus des paysans. En revanche, une rallonge budgétaire pour 1975, d'un montant approximatif de 500 millions de francs, a été prévue en faveur des investissements, de la formation et de l'action sociale. La conférence a d'autre part adopté les grandes lignes d'un projet d'organisation des marchés agricoles, qui devrait être soumis au Parlement au printemps prochain.

### Rumeurs de démission de M. Ertl

Le chancelier Schmidt a décliné sa décision, le jeudi 26 septembre, devant le Bundestag, avec une conviction qui n'était visiblement pas partagée par tous les membres du cabinet. Pour M. Schmidt, il était temps, en tout cas, de faire preuve de détermination contre le débordement des mesures unilatérales. Le chancelier en a appelé à tous ceux qui « prennent l'Europe au sérieux », afin qu'ils soutiennent Bonn et évitent ainsi « toute nouvelle atteinte aux traités ». Toutefois, dans la soirée, au cours d'une émission politique de la télévision, le chancelier s'est appliqué à nuancer son attitude.

Il a fait valoir que l'accord donné ad referendum par le ministre de l'agriculture, M. Ertl, pour une augmentation de 5 % à Bruxelles les, était « formulé sous réserves expresses » et que le cabinet avait pris la décision de ne pas l'entériner « après le retour de M. Ertl et un vaste examen de tout le problème ». Le fait que « des signes d'aggravation des mesures contraires selon nous aux traités aient été enregistrés depuis lors » aurait confirmé M. Schmidt dans sa résolution.

P.-J. F.

(Lire la suite page 3.)

### Les malentendus de M. Chirac

Sur la scène des théâtres antiques, M. Chirac portait jeudi soir le masque de la conviction intime, à l'issue de la conférence annuelle agricole qui a réuni à l'hôtel Matignon les responsables des quatre grandes organisations paysannes (FNSEA, AFCA, C.N.J.A., C.N.M.C.C.A.).

Bonn refuse l'augmentation de 5 % des prix agricoles européens décidée après trente heures de laborieuses négociations à Bruxelles, demande que les mesures nationales d'aide aux revenus paysans soient levées, souhaite un réexamen de la politique agricole commune. C'est un

malentendu, affirme M. Chirac avec son habituelle assurance. « Nous interprétons la position de Bonn », précise-t-il, comme une demande d'indemnisation. Bref, M. Chirac doute que la République fédérale ait bien compris et bien évalué la portée de l'agriculture et des affaires étrangères, tout renferme dans la vertu d'un nouveau conseil des Neuf, qui réunira les ministres de l'agriculture et des affaires étrangères, tout renferme dans l'ordre. Le chancelier Schmidt s'est d'ailleurs longuement entretenu de la question par deux fois au téléphone avec M. Giscard d'Estaing.

L'incommunicabilité est, dit-on, le drame des hommes de notre temps. Les responsables politiques européens en sont peut-être au stade des malentendus, mais à trop s'expliquer, les chefs de gouvernement ne semblent plus se comprendre. Pour sa part, M. Chirac estime le problème à la possibilité pour l'Allemagne de se faire entendre dans le processus de la Communauté. Ce qu'il veut, c'est modifier l'orientation du Marché commun agricole, axée essentiellement sur les prix au profit d'une politique de structure et donner des responsabilités aux agriculteurs dans la gestion des marchés.

M. Chirac a déjà fait capoter naguère un projet alliant dans ce sens, qui avait été présenté par la R.F.A., puis repris par le collège européen en 1973.

ALAIN GIRAUDO.

(Lire la suite page 2.)

### Le Monde

publiera dans son prochain numéro deux suppléments :  
 ● LE MEXIQUE, une voix du tiers-monde.  
 ● LES ARDENNES sortent de l'ombre.

## UNE DÉCOUVERTE CAPITALE POUR LA PROTOHISTOIRE

### Un village de l'Aisne

Pour des générations d'écoliers, l'histoire de France a commencé avec Vercingétorix. Depuis Boucher de Perthes, on sait cependant que le territoire français a été occupé bien avant les Gaulois par divers peuples d'hominiens dont on retrouve, ici ou là, les industries, puis les peintures rupestres. Mais il est rare de retrouver un endroit — campement ou habitation — où nos lointains prédécesseurs ont vécu pendant un certain temps. On connaît, entre autres, la grotte du Lazaret (près de Nice), villégiature d'hiver utilisée il y a cent trente mille ans et le campement de chasseurs de rennes d'il y a dix ou douze mille ans, trouvé à Pincevent (près de Montreuil-Faut-Yonne, en Seine-et-Marne), pour ne citer que deux exemples d'habitats paléolithiques temporaires.

La néolithique correspond à une véritable révolution du mode de vie de l'humanité puisqu'il a vu le début des pratiques agricoles et, en conséquence, de la sédentarisation. On avait bien trouvé en France une demi-douzaine de maisons néolithiques isolées. Mais, jusqu'à présent, aucun groupe d'habitats

n'avait été découvert, en France. Cette lacune vient d'être comblée : le premier village néolithique a été mis au jour au cours de cet été 1974 dans la vallée de l'Aisne, sur le territoire de Culry-les-Chaudardes, à une trentaine de kilomètres à l'est de Soissons.

Cette portion de la vallée de l'Aisne a révélé plusieurs sites néolithiques au plus tardifs. Ces sites sont fouillés chaque été depuis 1972 par une dizaine de préhistoriens sous la direction de M. Bohu Miloudsky, professeur associé à l'université de Paris-I et directeur de l'Unité de recherche archéologique n° 12 du C.N.R.S. La campagne 1974 a commencé le 15 juin avec l'aide successive de quelque cent cinquante stagiaires bénévoles, dont quelques jeunes gens venus de villages voisins. Les traces de dix maisons et de plusieurs polissoirs ou enclos, édifiés entre 3800 et 2600 avant Jésus-Christ, qui ont été ainsi mises au jour, constituent les restes du plus ancien village d'agriculteurs connus sur l'Hexagone.

(Lire page 20)

l'article d'YVONNE REBEYROL.

## LA DÉCOMPOSITION DU SYSTÈME MONÉTAIRE

Le 30 septembre s'ouvre à Washington l'assemblée générale annuelle du Fonds monétaire et de la Banque mondiale. Le Fonds voudrait jouer un rôle capital dans le « recyclage » des capitaux. Mais quelques pays fortement excédentaires, dont l'Allemagne fédérale, jugent dangereux d'étendre encore les facultés d'emprunt des pays déficitaires. Bonn proposerait plutôt la création d'une banque chargée de placer les pétrodollars dans des investissements productifs à long terme.

Aux États-Unis, se tiennent le 27 et 28 septembre une conférence sur l'inflation organisée par la Maison Blanche. Le président Ford a averti à cette occasion les Américains que des sacrifices leur seraient demandés. Samedi et dimanche, la même question sera examinée à Camp David (Maryland) par les ministres des affaires étrangères et des finances des États-Unis, de France, d'Allemagne, de Grande-Bretagne et du Japon.

### I. — La spéculation et le spectre des années 30

Par PAUL FABRA

Ce n'est pas sacrifier à la mode que de constater, quelques jours avant la réunion à Washington de l'assemblée générale annuelle du Fonds monétaire, qu'il est plus que jamais impossible de juger de l'état de débatement de l'appareil bancaire international, secoué de fonds en omelette par la chute survenue le 28 juin dernier d'un établissement de Cologne, d'importance pourtant relative, mais modeste, la maison Herstatt, ainsi que de l'instabilité monétaire générale, encore aggravée par la formation du cartel des États pétroliers, sans se référer à la nature même du système économique dans lequel nous vivons. Cette constatation n'est pas nouvelle.

On ne devrait jamais oublier que les automobiles telles que les public les considère — et la place qu'elles occupent dans son cœur et dans sa bourse — ne sont qu'une des manifestations de la grande vague d'inflation dont la population et ses dirigeants ont en commun leur supplément économique et financier. « Europa », inséré dans chacun des quatre journaux, Publié le premier mardi de chaque mois en allemand, en anglais, en français et en italien, à Hambourg, Londres, Paris et Turin, ce supplément illustré est deuxième phase d'une collaboration entre les quatre journaux.

Il y a un an, exactement le 2 octobre 1973, le Monde, La Stampa, The Times et Die Welt lancèrent en commun leur supplément économique et financier. « Europa », inséré dans chacun des quatre journaux, Publié le premier mardi de chaque mois en allemand, en anglais, en français et en italien, à Hambourg, Londres, Paris et Turin, ce supplément illustré est deuxième phase d'une collaboration entre les quatre journaux.

### « Europa » entre dans sa deuxième année

Il y a un an, exactement le 2 octobre 1973, le Monde, La Stampa, The Times et Die Welt lancèrent en commun leur supplément économique et financier. « Europa », inséré dans chacun des quatre journaux, Publié le premier mardi de chaque mois en allemand, en anglais, en français et en italien, à Hambourg, Londres, Paris et Turin, ce supplément illustré est deuxième phase d'une collaboration entre les quatre journaux.

dont l'origine remontait à octobre 1971, et qui se manifesta durant quinze mois (1972-1973) par la publication de « numéros spéciaux » sur des sujets économiques variés.

Ce mensuel multinational touche plus de cinq millions de lecteurs, et, selon un sondage, 40 % des hommes d'affaires en Grande-Bretagne, 63 % en France, 54 % en Allemagne fédérale et 36 % en Italie. Son « identité » ne se manifestera pas seulement par une « manchette » plus épatante. La conception et le choix des thèmes proposés aux lecteurs s'inspireront d'une formule plus résolument internationale. Déjà, la page « conjoncturelle » rédigée avec le concours de CEEOS-Economie avait systématiquement mis en valeur de manière originale les comparaisons entre les quatre pays. D'autres secteurs économiques, financiers, sociaux, seront désormais regardés sous le même angle, nos lecteurs ayant fait connaître leur goût pour ce genre de rapprochements.

Outre des « dossiers » et des interviews « classiques », des « face-à-face », des dialogues, seront organisés. Une rubrique, nouvelle sera ouverte, celle de la « consommation ». L'ancien ministre anglais des affaires étrangères, Sir Alec Douglas-Home, cita un jour « Europa » comme l'une des manifestations les plus concrètes d'une efficace collaboration communautaire. Écrit par des Européens pour des Européens, ce supplément va s'efforcer de répondre mieux encore à sa mission.

(Lire la suite page 33.)

### Andrei Sakharov

## SAKHAROV PARLE

Les prises de positions du grand savant soviétique qui a, lui aussi, choisi de ne pas se taire.

« Des textes importants pour l'histoire de ce temps » Le Nouvel Observateur

combats  
SEUIL

Collection Combats dirigée par Claude Durand  
Un volume 240 pages 29 F



# LES DIFFICULTÉS DU MARCHÉ COMMUN

LA CONFÉRENCE ANNUELLE HYPOTHÉQUÉE PAR LA DÉCISION DE BONN

## M. Chirac : il s'agit d'une demande d'éclaircissements

« La quatrième conférence annuelle agricole a été marquée dès le départ par une incertitude tenant à la position du gouvernement allemand au sujet de la décision prise il y a quelques jours par le conseil des ministres de l'agriculture européenne, décision impliquant une augmentation de 5 % des produits agricoles à compter du 1<sup>er</sup> octobre », a déclaré M. Chirac à l'issue de la réunion qu'il a tenue jeudi 26 septembre à l'hôtel Matignon avec les dirigeants des quatre grandes organisations paysannes.

« Je ne doute pas, a précisé le premier ministre, que la position allemande ne relève d'un malentendu. Elle nous apparaît en ce qui nous concerne comme une demande d'éclaircissement. M. Christian Bonnet a convoqué le conseil des ministres des Neuf pour mercredi prochain à 15 heures, afin d'examiner le problème soulevé par la dernière déclaration du gouvernement fédéral. Je suis persuadé qu'à l'occasion de cette réunion, ce malentendu sera dissipé, a souligné le chef du gouvernement, et que la décision prise à Bruxelles deviendra définitive et pourra

réellement s'appliquer à compter du 1<sup>er</sup> octobre. » Le premier ministre a ajouté en réponse à une question que la décision paraissait effectivement relever d'un malentendu car « dans son communiqué le gouvernement de Bonn précise et confirme son attachement au traité de Rome et dit qu'il n'est pas question d'en remettre en cause les dispositions ». En ce qui concerne une éventuelle révision de la politique agricole commune, M. Chirac a déclaré : « La politique agricole commune relève à la fois d'un

texte précis signé par l'ensemble des partenaires européens et d'autre part d'une jurisprudence. Nous ne sommes pas disposés, a-t-il noté, à remettre en cause les principes ni les mécanismes de la politique agricole commune, qui ont permis la création d'une Europe agricole et ont représenté la seule réussite de la construction économique européenne. Notre ambition est de poursuivre cette tâche, en grande mais également dans la réalisation de l'Europe. Et, pour cela, il importe d'abord de sauvegarder l'acquis communautaire. »

## Les malentendus de M. Chirac

(Suite de la première page.)

Il affirme qu'il n'est pas question de toucher aux principes de l'« Europe verte ». Or le chancelier ne dit pas autre chose. Mais il ajoute qu'il faut maintenant faire le point et voir si les Neuf ne peuvent pas faire mieux. Pourquoi ne pas reconnaître que c'est là l'essentiel de la démarche de Bonn ? M. Chirac pense peut-être que ce serait admettre le « leader ship » de l'Allemagne en Europe. A moins qu'il ne veuille pas comprendre lui-même cet aspect du problème.

Le « malentendu » allemand a en tout cas sérieusement perturbé la conférence annuelle agricole. Il n'y a pas eu de question du revenu paysan, puisque l'augmentation des prix, décidée le 20 septembre à Bruxelles, est désormais inapplicable jusqu'à un nouvel accord des Neuf. Le président des chambres d'agriculture, M. Perrin, a proposé au chef du gouvernement de reporter purement et simplement la réunion. « Une question », a répliqué le premier ministre. Il a promis qu'une nouvelle session se tiendrait après le Conseil de Luxembourg pour évaluer le pouvoir d'achat des cultivateurs et des éleveurs. Sans plus, M. Chirac ne s'est engagé ni sur le taux de hausse des prix, qui pourrait être finalement arrêté par les Neuf, ni sur l'ampleur des mesures fiscales et financières complémentaires, qui pourraient être approuvées au plan français par la suite.

Malentendu encore ? Assurément, cette fois. Les présidents des quatre grandes organisations ne triomphent pas, comme en certaines occasions, en apparaissant sur le ponton de l'hôtel Matignon. C'est pour eux une défaite. Leurs troupes ont occupé le terrain sans désemplir depuis le début de l'été pour alerter l'opinion publique sur leur situation économique précaire. A l'heure du compte, ils n'obtiennent que 3 milliards d'aide, dont

1,5 milliard est contesté par les instances communautaires. Les « rallonges » budgétaires accordées au cours de la conférence, grosso modo 500 millions de francs, sont émettées sur des secteurs plus ou moins sensibles : la viticulture, l'élevage bovin, le lait de montagne. Le système de la conférence annuelle n'est-il pas lui-même en cause ?

Car, M. Chirac a pu déclarer que tous les engagements pris au cours des trois sessions précédentes avaient été tenus. Mais il oublie quelques précisions. Le projet de réforme du statut du fermage aurait dû entrer en application le 1<sup>er</sup> janvier dernier. L'Office de la viande (ONIVS) est une véritable Arlésienne. L'interprofession laitière (CNIL) s'effondre à vouloir fixer un prix minimum garanti et des cotisations professionnelles.

Car, M. Bonnet a déclaré que, en mettant en chantier une organisation économique des marchés, la politique agricole française « prenait un tournant fondamental ». Mais à petite vitesse. Il n'y a pas eu de mesure en place dès le printemps 1974 ne verra le jour que lorsque toutes les professions concernées seront tombées d'accord. L'expérience récente de l'ONIVS et du CNIL montre qu'il y a du temps. La conjoncture peut être meilleure, dans quelques semaines, et pousser moins les professionnels à s'organiser. La conférence annuelle permet au gouvernement de présenter en bloc un ensemble de mesures qui, annoncées au fil des mois, n'auraient pas le même impact psychologique.

Il reste que, cette année, les satisfactions domstées aux agriculteurs sont maigres : le gouvernement leur demande d'attendre, comme Pénélope à ses prétendants. M. Chirac tire les ficelles de la politique agricole, c'est le temps qui s'écoulera son échéance.

ALAIN GRAUO.

## Pas de nouvelles mesures nationales pour soutenir les revenus des agriculteurs

En raison de l'incertitude qui subsiste sur l'actualisation des prix agricoles européens, le dossier préparé par les organisations agricoles sur les moyens de relever le niveau des revenus paysans en 1974 n'a pas été examiné, le 26 septembre, au cours de la dernière phase de la conférence annuelle. Le premier ministre a indiqué, à l'issue de cette journée, que le problème des revenus fera l'objet d'une réunion ultérieure au lendemain du conseil des ministres des Neuf.

M. Chirac a indiqué, en outre, que la réunion de jeudi avait permis d'examiner un « problème fondamental » pour l'avenir de l'agriculture : l'organisation économique des marchés agricoles. Le chef du gouvernement a précisé qu'un groupe de travail va élaborer les dispositions qui ont fait l'objet d'un accord de principe au cours de la conférence annuelle. Les résultats de ces études donneront lieu, vraisemblablement avant la fin de cette année, au dépôt d'un projet de loi d'orientation qui devra être présenté à la session parlementaire du printemps 1975.

### L'organisation des marchés

M. Chirac pense que « cette loi d'orientation permettra de mieux concilier les exigences des agriculteurs en matière de garantie d'équipement et de prix, les exigences des consommateurs en matière de prix, et les exigences d'un marché qui ne devrait plus être marqué par des fluctuations aussi aberrantes que les dernières années ». M. Bonnet, ministre de l'agriculture, a donné les grandes lignes de l'accord passé entre le gouvernement et les représentants des organisations paysannes. Objectif : l'organisation des marchés agricoles (voir le Monde du 26 septembre). Celle-ci permettra : le paiement d'un prix minimum garanti aux producteurs ; l'adaptation de l'offre à la demande intérieure et extérieure ; l'amélioration de la gestion des marchés, dont les fluctuations provoquent des pertes de revenus pour les agriculteurs et des hausses de prix pour les consommateurs.

La réalisation de ces objectifs pourrait être confiée à un organisme regroupant les pouvoirs publics, les agriculteurs et les différentes professions concernées. Sa charge serait l'orientation générale de la production agricole en France. Sous ce « chapeau », se rangeraient « verticalement » deux types d'organisations qui

généralisent directement les marchés : d'une part, les structures où sont déjà réunis les pouvoirs publics et l'ensemble des professionnels concernés, telles l'Office des céréales ou l'Office de la viande. D'autre part, des agences interprofessionnelles (dans lesquelles les pouvoirs publics ne seraient pas parties prenantes) qui seraient chargées de fixer les prix minima garantis aux producteurs. Ce type d'organismes existe déjà pour les pruneaux, le champagne, les petits pois, le vin de Bordeaux ou le lait.

Les professionnels et le premier ministre ont en outre décidé de développer les efforts en faveur des groupements de producteurs. Et, dès à présent, des moyens seront mis en œuvre pour assurer la « transparence » des marchés de la viande bovine, porcine et de volaille.

### Des « rallonges » financières

Un autre ensemble de problèmes ont été examinés au cours de cette conférence annuelle. Il s'agit de certains ajustements dans le budget de l'agriculture, de la modification des règles de protection sociale et de l'aménagement du budget social de l'agriculture. Dans ces différents secteurs, les professionnels ont obtenu un certain nombre de « rallonges » financières : 100 millions de francs pour le projet du budget de l'agriculture de 1975, qui permettront de doubler l'augmentation initialement prévue des crédits d'investissement du ministère : 48 millions de francs pour l'enseignement scolaire agricole ; 25 millions de francs pour l'aide aux serres maraîchères afin de compenser l'augmentation des frais provoquée par la hausse du prix du fuel. Toutefois, aucune aide nouvelle ne sera accordée à de nouvelles installations ; trente-huit millions seront affectés en 1975 pour la réalisation de projets de réaménagement du territoire ; 38 millions seront affectés en 1976 pour la réalisation du plan Chirac, qui porte sur une surface de 40 000 hectares à réaménager en dix ans ; 47 millions de francs s'ajoutent au budget de l'agriculture de 1974 au budget du Fonds d'orientation et de revalorisation des marchés agricoles (FORMA) pour que ce dernier puisse payer des primes telles que l'indemnité au ramassage du lait en montagne. Les crédits d'orientation du

FORMA pour 1975 (285 millions de francs) seront augmentés de 220 millions pour le financement de contrats d'élevage bretons. Le ministre a, en outre, indiqué que les sommes versées par le Fonds national de solidarité ne seraient désormais plus attribuées aux agriculteurs retraités qui ont effectivement cessé toute activité. Un groupe de travail a, d'autre part, été chargé d'étudier les moyens de rendre plus juste le

mécanisme des cotisations sociales.

En ce qui concerne l'encadrement du crédit, le ministre de l'agriculture a déclaré que le Crédit agricole bénéficierait d'une situation privilégiée. Toutefois, il a indiqué que les coopératives en difficulté pourraient saisir les commissions départementales chargées d'examiner les dossiers des entreprises industrielles en situation financière précaire.

## Les réactions dans les milieux politiques

### M. PELLETIER (Centre démocratique) : prendre des mesures sur le plan national.

M. Jacques Pelletier, sénateur Centre démocrate de l'Ajme, président du conseil général, nous a déclaré jeudi 26 septembre :

« Il est navrant que le gouvernement allemand rejette de valoir l'augmentation de 5 % des prix agricoles qui était déjà loin de satisfaire les agriculteurs français pour lesquels il était indispensable d'obtenir 8 % sur l'ensemble des prix. La position allemande sur les prix agricoles est le signe évident du malaise fondamental qui existe entre les partenaires européens, malade qui se prolonge dans l'agriculture. C'est une triste constatation. Il ne faut pas oublier la part que l'industrie allemande occupe dans les achats français, notamment de machines-outils. Et ce qui 1 % de prix de plus pour l'agriculture, c'est une perte de 1 % pour l'industrie allemande. Il faut donc rétablir l'équilibre, et nous ne le ferons pas sans l'aide de la Communauté. L'Europe, c'est aussi un ensemble de sacrifices. »

« Il ne faut pas oublier la part que l'industrie allemande occupe dans les achats français, notamment de machines-outils. Et ce qui 1 % de prix de plus pour l'agriculture, c'est une perte de 1 % pour l'industrie allemande. Il faut donc rétablir l'équilibre, et nous ne le ferons pas sans l'aide de la Communauté. L'Europe, c'est aussi un ensemble de sacrifices. »

### M. PIERRE JOXE (P.S.) : l'échec total du gouvernement.

M. Pierre Joxe, député socialiste de Seine-et-Marne, a déclaré mercredi 26 septembre :

« On peut se demander à présent quel a été l'objet véritable et secret des conversations en matière de prix agricoles. Elles ont été faites avec le chancelier allemand. A présent, devant l'échec total du gouvernement français, on voit que les propositions des socialistes prennent toute leur valeur : — réexamen de la politique agricole commune à l'occasion d'une négociation plus large des problèmes agricoles ; — nouvelle hiérarchie des prix et politique d'orientation de la production ; — plafonnement et différenciation des aides en tenant compte des différents types d'exploitation. »

« Il reste que, dans les circonstances actuelles, c'est maintenant sur le gouvernement français que repose la responsabilité des mesures destinées à apporter une amélioration immédiate du revenu des agriculteurs de notre pays. »

« M. François Mitterrand, qui était jeudi soir 26 septembre à Bourg-Saint-Maurice pour apporter son soutien à M. Maurice Blanc, candidat socialiste à l'élection législative partielle qui aura lieu le 29 septembre dans la deuxième circonscription de la Savoie, a insisté sur les résultats de la politique européenne de la France. Il a déclaré : « Nous demandons une augmentation de 8 % des prix agricoles pour sauvegarder l'agriculture française. Nous obtenons 5 %, et ce fut, paraît-il, la première grande victoire de la politique extérieure de M. Giscard d'Estaing. Nous en sommes maintenant à 0 %. »

« M. Jacques Ducloux, membre du bureau politique du P.C.F., a déclaré, jeudi 26 septembre, à Bourges : « Les choses ne s'arrangent pas aussi bien qu'on le disait. Si les Allemands restent sur leur décision, ce ne sera pas pour rien. Les agriculteurs de France ont un caractère précaire et faillible. De plus en plus la France tombe sous la dépendance étrangère, et son indépendance, de plus en plus, disparaît dans un brouillard cosmopolite. »

### M. BERTRAND DENIS (R.I.) : retrouver l'élan du traité de Rome.

M. Bertrand Denis, député républicain indépendant de la Mayenne, nous a déclaré jeudi 26 septembre :

« C'est d'abord une grande tristesse que nous inspirent les décisions allemandes. Nous sommes impressionnés que le ministre de l'agriculture ait fait ce qu'il pouvait pour obtenir quelques choses. C'est une tristesse d'Européen, car l'Europe est une nécessité. L'Europe, c'est aussi un ensemble de sacrifices. »

« Il ne faut pas oublier la part que l'industrie allemande occupe dans les achats français, notamment de machines-outils. Et ce qui 1 % de prix de plus pour l'agriculture, c'est une perte de 1 % pour l'industrie allemande. Il faut donc rétablir l'équilibre, et nous ne le ferons pas sans l'aide de la Communauté. L'Europe, c'est aussi un ensemble de sacrifices. »

« M. Edmond Maître, secrétaire général de la C.F.D.T., a de son côté violemment critiqué l'attitude du gouvernement en matière de politique agricole européenne. Il a notamment déclaré : « Nous constatons que le gouvernement français fait tout pour créer une atmosphère de dramatisation et d'appel en faveur de la fonction sociale contre le péril extérieur. Nous sommes frappés par cette tentative d'union avec les agriculteurs et même les consommateurs contre l'Allemagne. On va jusqu'à parler de dictat. Cela relève d'un nationalisme chauvin. »

## Les organisations paysannes représentatives accueillent favorablement les projets d'organisation des productions

A l'issue de la quatrième conférence annuelle agricole, les dirigeants des quatre organisations paysannes représentées ont exprimé leur déception de n'avoir pu aborder le problème du revenu agricole en raison de la décision allemande. M. Louis Perrin, président de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA), a ainsi déclaré : « La conférence n'est pas terminée. On n'a pas discuté du problème du revenu », M. Louis Lauga, président du Centre national des jeunes agriculteurs (C.N.J.A.), s'est cependant félicité de ce que la conférence « avançait très sérieusement dans le domaine de l'organisation économique des productions agricoles », et M. Bonjean, au nom des organisations mutualistes, a estimé « conforme à ses souhaits » les intentions exprimées par le gouvernement concernant l'organisation des productions agricoles.

Sur le plan européen, M. Bonjean a « regretté l'évolution actuelle de la situation qui souligne une fois encore combien il est difficile de sauvegarder une politique agricole commune en l'absence d'autres politiques communes et de progrès dans l'ensemble de la construction européenne ». Quant à M. Debatiste, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (F.N.S.E.A.), il a repris les termes de M. Chirac, estimant que la position allemande était « un malentendu qu'un remède en cause de l'Europe verte ». Il s'est déclaré convaincu que le conseil de Luxembourg finirait par enlever l'augmentation de 5 % décidée le 20 septembre et remise

en cause le 26 septembre par Bonn.

Les autres organisations agricoles qui ne participaient pas à la conférence annuelle ont réagi plus vigoureusement aux décisions allemandes en demandant au gouvernement français de prendre des mesures unilatérales de compensation.

Le MODER (Mouvement de défense des exploitants familiaux) a adressé un télégramme au premier ministre afin de lui demander de « prendre des mesures nationales urgentes revalorisant les prix et les revenus agricoles, mesures que nécessite le veto du gouvernement allemand ».

La Fédération française de l'agriculture (F.F.A.) a également envoyé un télégramme à M. Chirac dans lequel elle « demande au gouvernement français de reprendre immédiatement les négociations de Bruxelles sur des bases plus sérieuses que le 19 septembre. A défaut, ajoute la F.F.A., le gouvernement français devrait décider unilatéralement une hausse supérieure à 5 % des prix agricoles français, y compris le lait ».

La Fédération nationale des producteurs de lait souligne dans un communiqué « la gravité exceptionnelle de la position nationale prise par le gouvernement allemand » et considère que « l'augmentation des prix du lait à la production s'impose pour assurer, au moins le maintien du revenu et du pouvoir d'achat des producteurs ». Elle exige « donc du gouvernement qu'il prenne les positions, décisions et mesures qui s'imposent pour assurer la pérennité des exploitations d'élevage ».

## DANS LA PRESSE ÉTRANGÈRE

FRANKFURTER ALLGEMEINE (organe des milieux d'affaires) : ce n'est pas un malheur pour l'Europe.

« Ce n'est pas la première fois qu'un gouvernement n'accepte qu'avec réserve une décision prise à Bruxelles. Mais c'est la première fois que la réserve n'est pas levée. (...) Mais les critiques du gouvernement allemand vont jusqu'à soupçonner Bonn de vouloir dénoncer le Marché commun agricole et par là même torpiller la Communauté. De telles interprétations ne sont pas seulement fausses. Elles sont aussi à côté de l'essentiel. Il y a eu d'autres pays qui, par leurs actions isolées, ont enterré l'action commune et à leur tête, la France. Des primes à la vache laitière, des aides pour le foin par la (...) Quand des pays étrangers viennent nous parler de « dictat », il faut leur rappeler que la politique de l'Europe est une décision prise par la France, sans parler de l'abandon de l'OTAN — était un coup extrêmement grave. »

FRANKFURTER RUNDSCHAU (libéral de gauche) : l'image d'un nouveau riche.

« En ce qui concerne la politique européenne le gouvernement fédéral n'a pas l'air inspiré par de très bons génies. La décision du cabinet allemand (...) paraît à long terme signifier l'fin de la lune de miel franco-allemande. En l'espace de deux semaines, le gouvernement allemand a réussi à créer, en quatre étapes de sa politique, une image de nouveau riche parvenu. »

GENERAL ANZEIGER (indépendant) : il est trop commode de toujours prêter Bonn de passer à la caisse, mais pour une Europe dévastée se rendre compte qu'un jour l'autre il faut bien aussi qu'ils payent eux-mêmes la note. »

« Avec sa décision de l'accorder que 4 % de hausse de prix aux agriculteurs au lieu de 5 %, le gouvernement a provoqué surprise, consternation et même indignation. C'est une réaction disproportionnée et comparativement silencieuse qui avait accompagné la décision de politique agricole de plusieurs membres de la C.E.S. et qui étaient pourtant si bien connus par Bonn. (...) Il est bien commode de toujours prêter Bonn de passer à la caisse, mais pour une Europe dévastée se rendre compte qu'un jour l'autre il faut bien aussi qu'ils payent eux-mêmes la note. »

LE SOIR (Bruxelles) : une modification souhaitable.

« Nous comprenons aussi que les dirigeants allemands se refusent à considérer comme sacrée une politique agricole commune dont les principes ont été arrêtés il y a une douzaine d'années. Pourquoi ne serait-elle pas repensée et même profondément modifiée, le cas échéant, sur la base d'un accord commun ? Bonn la demande ? Voilà, assurément, qui pourrait aussi servir l'Europe. Mais à une double condition. »

« Que soit simultanément dressé le bilan du Marché commun intérieur et des avantages qu'il a rapportés à chacun ; dans une Europe vraiment solidaire, tous doivent admettre l'équilibre des sacrifices et des profits. Que la politique agricole amendée respecte (enfin) l'esprit et le lettre du monde paysan européen le traitement équitable qui soit le sien. (...) »

FINANCIAL TIMES (Londres, organe de la City) : une révision de la politique agricole serait bien accueillie à Londres.

« Le gouvernement de Bonn a pris une décision courageuse et d'une grande portée. Cependant, il devra maintenant faire preuve de beaucoup de tact et de diplomatie dans une situation qui est devenue extrêmement délicate. Le fait est qu'une série d'ultimatums ne seront bien accueillis par personne et par la France moins que par tous les autres. La prise de position du gouvernement de Bonn est également caractéristique de l'attitude singulièrement brutale du chancelier à l'égard de la Communauté européenne. Les Allemands désirent obtenir une révision de l'ensemble de la politique agricole commune et c'est cela qui est à l'origine de leur décision, une telle révision ne saurait être bien accueillie en Grande-Bretagne. »

## FRANCIS LEFEBVRE

SPECIALISTE DE LA DOCUMENTATION FISCALE ET SOCIALE

a conçu pour chacun des 7 titres suivants l'ensemble le plus efficace d'INFORMATION et de DOCUMENTATION

- Impôts directs
- Taxes sur le chiffre d'affaires
- Enregistrement et timbre
- Contributions indirectes
- Fiscalité immobilière
- Sécurité sociale et législation du travail
- Prix et réglementation économique

1 Collection de base sur feuilles mobiles avec envoi trimestriel de feuilles de mise à jour.

2 Abonnement aux fascicules rapides d'information immédiate.

Pour obtenir ces catalogues, adressez, s'il vous plaît, à nos Editions Francis Lefebvre, 15, rue Vivienne, 75004 Paris Cedex 17.

☐ 1  
☐ 2

Nom ou raison sociale : \_\_\_\_\_  
 Prénoms : \_\_\_\_\_  
 Adresse : \_\_\_\_\_  
 Date de réception de votre collection sur feuilles mobiles : \_\_\_\_\_

الاسم







## PROCHE-ORIENT

### Liban

#### La crise ministérielle s'annonce longue et ardue

De notre correspondant

Beyrouth. — En se donnant un délai de réflexion avant d'accepter la démission du gouvernement de M. Solh (le Monde du 27 septembre), le chef de l'Etat, M. Frangie, a tenu à souligner qu'il prendrait tout son temps pour dénouer la crise ministérielle. Celle-ci s'annonce en effet longue et ardue, et le président de la République, qui a demandé à M. Solh d'assurer l'exécution des affaires courantes, ne veut pas improviser une nouvelle combinaison ministérielle.

C'est du moins l'opinion qui prévaut dans l'entourage du palais présidentiel, où l'on se félicite du « départ en douceur » du cabinet, qui aura suffi à désarmer une opposition qui s'était montrée particulièrement vindicative ces derniers temps. Les détracteurs du régime font état d'une « crise du pouvoir », qui est due, selon eux, à l'incapacité de celui-ci à faire face aux problèmes qui se posent au pays, et qui dépassent désormais, par leur ampleur, le

cadre de simples revendications salariales ou étudiantes. An sein même de cette opposition, on peut distinguer deux tendances. La première est conduite par M. Raymond Eddé, leader du parti du bloc national et l'un des candidats à la présidence de la République. Fort de l'appui des deux leaders musulmans de l'Assemblée, MM. Saeb Salam et Rachid Karameh, M. Eddé s'en prend à la corruption, aux scandales et à l'état d'insécurité qui sévissent dans le pays, et se veut le promoteur d'une « réforme par le haut », dont les grandes lignes figurent au programme d'action politique qu'il a établi avec ses amis députés « pour sortir le pays de l'ornière dans laquelle il s'enlise ».

### Egypte

#### LES ÉTUDIANTS DE GAUCHE CRITIQUENT VIVEMENT LA POLITIQUE DU PRÉSIDENT SADAT

Le Caire (A.P.). — Un symposium, organisé à l'université du Caire à l'occasion du quatrième anniversaire de la mort de Nasser, le 28 septembre 1970, a fourni aux étudiants égyptiens de gauche l'occasion d'exprimer leurs critiques contre la politique du gouvernement.

Sur le plan intérieur, les étudiants s'en sont pris à la politique économique du président Sadat et ont critiqué l'affaiblissement du secteur public, allant jusqu'à dénoncer une « nouvelle conspiration » visant à déposséder les ouvriers et les paysans de leurs conquêtes des vingt-cinq dernières années. Ils ont dénoncé aussi les campagnes en faveur de l'exportation d'autres parts que l'Union soviétique.

Les étudiants ont également attaqué la politique étrangère égyptienne, qu'ils ont jugée pro-américaine et malveillante à l'égard de l'Union soviétique. D'une manière générale, les étudiants ont pris pour cibles les personnalités de la droite égyptienne, qu'ils reprochent au président Sadat d'avoir encouragées depuis le coup de force de mai 1971, qui avait éliminé une partie de la vieille équipe de Nasser.

Pour amadouer ses détracteurs, le président Frangie a hésité à la fois et de réformer l'Etat, en l'épurant de certains éléments qui se réclament de lui, et d'associer directement au pouvoir les représentants des communautés musulmanes. Cette dernière initiative implique l'abandon d'une partie des prérogatives qui étaient jusque-là, par la force de la tradition, du ressort exclusif de la présidence de la République.

Mais ces options ne peuvent être prises sans un consensus national, auquel souscrivent les communautés religieuses, qui se sont muées depuis quelque temps en partis politiques. C'est parce que la crise dépasse cette fois le cadre des personnes, et qu'elle touche aux structures que l'opinion publique s'inquiète. Le chef de l'Etat étant seul habilité, après les consultations d'usage avec les députés et chefs de groupe parlementaires, à désigner le premier ministre, qui doit être de confession musulmane, on craint que celui-ci ne soit cette fois imposé par sa propre communauté.

EDOUARD SAAB.

### UN COMMANDO DE FEDAYIN AURAIT TENTÉ UNE NOUVELLE ACTION EN ISRAËL

Un commando de fedayin a pénétré, mercredi 25 septembre, en Galilée, à partir du territoire libanais, mais a dû rebrousser chemin peu après, à l'annonce d'un porte-parole militaire israélien. Le porte-parole israélien qui a dépeint le passage des fedayin aurait trouvé des armes et des tracts. D'après ces tracts, les Palestiniens qui devaient passer à l'action à la veille du Kippour, avaient l'intention de se saisir d'otages et de réclamer en échange la libération d'une dizaine de personnes, dont l'agresseur, actuellement jugé en Israël pour trafic d'armes, et M. Udi Adir, un instituteur juif de vingt-huit ans, emprisonné en 1972 pour espionnage. La médiation aurait été assurée par l'ambassadeur de France en Israël ou par un représentant du Vatican.

De sources militaires israéliennes, on a annoncé, d'autre part, jeudi qu'une unité israélienne avait pénétré dans le Sud-Liban « pour y chercher des fedayin et des caches d'armes ».

Selon Beyrouth, l'aviation israélienne a de nouveau bombardé jeudi soir le Sud-Liban.

A Damas, enfin, l'agence palestinienne Wafa a annoncé jeudi qu'un grave accrochage avait opposé le matin même des commandos palestiniens aux forces jordaniennes. Les commandos revenaient, selon l'agence, d'une opération contre un kibboutz israélien situé au sud de la mer Morte. (A.F.P., A.P., U.P.I., Reuter.)

## AFRIQUE

### Algérie

#### Le gouvernement libère les comptes bloqués des Français

De notre correspondant

Alger. — Le gouvernement algérien a pris mercredi 25 septembre une mesure qui ne manquera pas d'être bien accueillie par les Français ayant vécu en Algérie : la libération des comptes bloqués. Un communiqué du ministère des Finances autorise en effet « le transfert des comptes dépositaires ouverts auprès des banques et de l'administration des P.T.T. par des personnes physiques résidant ou ayant résidé en Algérie mais n'ayant pas la nationalité algérienne ».

Cette mesure intéresserait quelque dix mille « pieds-noirs » — souvent de condition modeste — réinstallés en France, et porterait sur une somme globale oscillant entre 35 et 45 millions de francs. Elle intéresse aussi, mais à terme, les « pieds-noirs » demeurés en Algérie, qu'il s'agisse de retraités ayant des économies ou de personnes en activité qui voudraient réaliser leur avoir avant de repasser la France. Le communiqué annonce en effet la publication, ultérieurement, d'un « avis de change » qui fixera les modalités de transfert de leurs fonds.

Ces décisions, dont on se félicite dans les milieux diplomatiques français à Alger, sont le résultat de l'amélioration des relations bilatérales depuis la première visite à Paris, il y a un an, de M. Boumedienne. Quelques jours après le retour du ministre des Affaires étrangères, l'Algérie avait

fait un premier geste de bonne volonté, le 23 juillet 1973, en libérant les comptes bloqués dans les limites de 10 000 dinars (1 dinar vaut environ 1,15 F). Parallèlement, des négociations étaient entamées pour liquider le contentieux financier entre les Trésors des deux pays. Menées dans la discrétion, elles ont abouti à la signature, le 8 août dernier, d'une nouvelle convention financière qui a pris effet le 15 septembre, et remplace celle du 31 décembre 1962.

« Grâce à ce texte, nous disait M. Smail Mahroug, ministre des Finances, alors que les négociations touchaient au but, on évite qu'un incident ne bloque toute la machine. Désormais, si nous avons des contentieux, ils ne seront plus politiques, mais de droit commun, ce qui facilitera nos rapports et les rendra sérieux ».

Une page a été tournée, ce qui laisse bien augurer, estime-t-on ici, de la visite qu'une importante délégation du C.N.E.F., présidée par M. Ruvein, doit faire en Algérie à partir du 31 octobre, avant que M. Abdelaziz, ministre de l'Industrie et de l'Énergie, ne se rende lui-même en France.

PAUL BALTA.

Les autorités algériennes ont entrepris une campagne pour collecter tous les objets et documents se rapportant à la période 1954-1962. L'objectif est de créer un Musée national du combat, qui sera installé dans l'ancienne prison Barberousse à Alger. C'est dans ce cadre que se situe la création à Paris d'une commission centrale de récupération pour l'Europe dont le bureau vient d'être constitué. L'ambassade d'Algérie, 18, rue Hamelin, 75016 Paris.)

### Tunisie

#### Nouveau ministre du Plan

M. AYARI

#### SOUHAITE VOIR SE DÉVELOPPER LES INVESTISSEMENTS FRANÇAIS

C'est en tant qu'ancien ministre de l'économie nationale que M. Ayari, nouveau ministre tunisien du plan (le Monde du 27 septembre), a tenu, le jeudi 28 septembre, une conférence de presse à la chambre de commerce et d'industrie de Paris. M. Ayari, qui venait de présider la première réunion à Paris du bureau de la chambre de commerce franco-tunisienne, a mis à profit cette occasion pour dresser un rapide bilan des relations entre les deux pays. « Nous apprécions à l'égard de la France et de celle-ci ne répond pas toujours à nos demandes et à nos espoirs ».

Pour illustrer ce propos, le ministre a évoqué, notamment, la baisse des exportations traditionnelles (vin et huile surtout) vers la France, baisse due en partie, selon lui, aux « problèmes communautaires que la France est tenue de respecter. Dans le domaine des investissements, il a signalé que la France venait derrière des pays comme la République fédérale allemande, la Hollande ou l'Italie. Durant les huit premiers mois de 1974, les investissements français se sont élevés à 7 200 000 dinars tunisiens (70 millions de francs environ) et permettront la création de deux mille huit cent quatre-vingt emplois. Or, le montant total des investissements étrangers l'année précédente a été de 500 millions de francs. « Le rapprochement de ces deux chiffres », a souligné le ministre, est éloquent ».

M. Ayari a souligné également le problème des travailleurs immigrés. Après avoir rappelé qu'actuellement, quelque cent vingt mille à cent trente mille travailleurs tunisiens vivent en France, il a remarqué que leur pourcentage par rapport à la totalité des ouvriers étrangers en France était en régression. « Les mesures de suspension récemment prises ne sont pas faites pour nous rassurer », a-t-il ajouté.

Parallèlement, qu'a exprimé le ministre, on peut sentir son souci de voir la Tunisie « parrainée » par la France au sein de la Communauté européenne. Elle le fait déjà, a-t-il dit, mais nous souhaitons qu'elle déploie en cette matière plus d'agressivité. — D. J.

## FRANCE PAYS ARABES

Au sommaire du n° 45 qui vient de paraître :

- Interview de l'ambassadeur d'Irak.
- Les « commandos de la paix » au Sud-Liban.
- Kinshasa : le désert des Barbares.
- Algérie : l'horizon 80.
- Les rubriques économiques et culturelles.
- Les revues de la presse arabe, etc., et France-Palestine.

Des articles de Louis Terrenoire, Geneviève Moll, Robert Savina, Claudine Bulleau, Nadia Paré, Pierre Marbœuf, Henri Louch, Sophie Magaud, Lucien Bittencourt et Pierre Andrau, etc.

**LE RÉGLEMENT DU CONCOURS FRANCE-PAYS ARABES 1974**

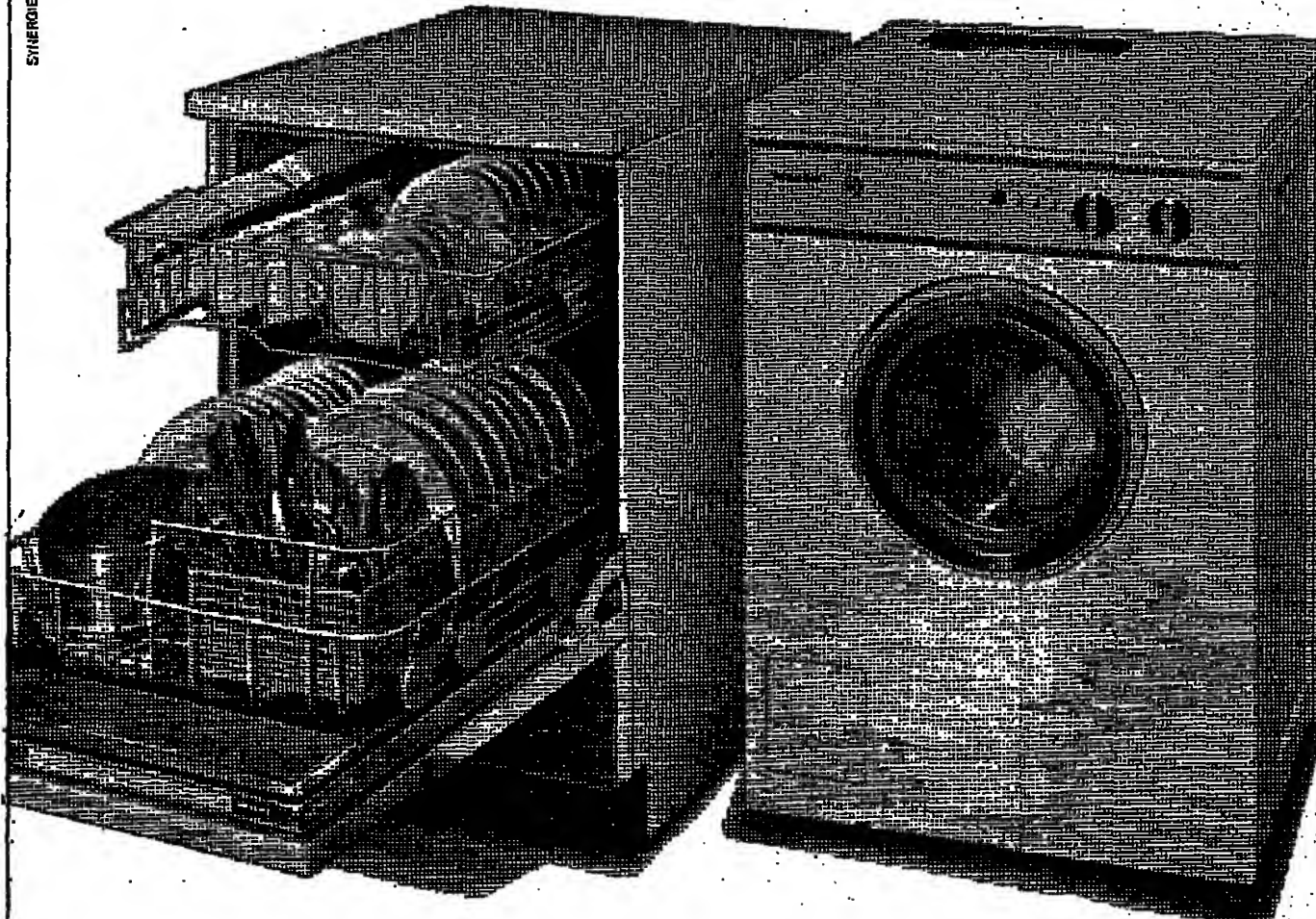
44 pages. En vente 3 F dans les principales librairies et drugstores et en Algérie, au Maroc, en Tunisie, au Liban et en Égypte.

Spécimens sur demande à FRANCE-PAYS ARABES, 12-14, rue Augereau, 75007 PARIS — Tél. : 555-27-52.

### Guinée-Bissau

À l'occasion de la proclamation de l'indépendance de la Guinée-Bissau-les îles du Cap-Vert et pour rendre hommage à Kwamé N'Krumah et Amílcar Cabral, le Comité Nkrumah organise un colloque sur le thème « Libération africaine et panafricanisme ». Il demande à toutes les organisations démocratiques et révolutionnaires ainsi qu'aux étudiants et patriotes africains et amis de l'Afrique, de se joindre à lui. Le colloque aura lieu le samedi 28 septembre, 163, boulevard de l'Hôpital, à partir de 14 h. 30.

## La qualité se paie. Pas nécessairement très cher.



Machine à laver la vaisselle.

Machine à laver le linge.

**2495 f** C'est le prix de la machine à laver Miele W 429.

L'efficacité : De nombreux programmes de lavage adaptés à chaque catégorie de linge. Un rinçage alterné avec refroidissement progressif du bain de lessive, évitant la formation de faux-plis. Un moteur pour laver, un moteur pour essorer.

La solidité : Une carrosserie en tôle d'acier émaillée direct unicouche. Une cuve robuste en tôle d'acier de 1,5 mm d'épaisseur. Un tambour en acier inoxydable.

Comme toutes les machines Miele, la W 429 est bien faite, dans tous les détails. Elle dure longtemps.

**2890 f** C'est le prix du lave-vaisselle Miele G 230. Un lave-vaisselle muni de tous les perfectionnements.

Un lave-vaisselle rapide : Trois bras rotatifs de dispersion d'eau, une pompe de circulation surpuissante, un adoucisseur d'eau de grande capacité et un séchage efficace.

Un lave-vaisselle discret : Une couche de polyuréthane injectée entre la carrosserie et la cuve élimine 40% de bruit en plus. Carrosserie émaillée et cuve en acier inoxydable.

Comme tous les appareils Miele, le lave-vaisselle G 230 a été conçu pour durer longtemps.

# Miele

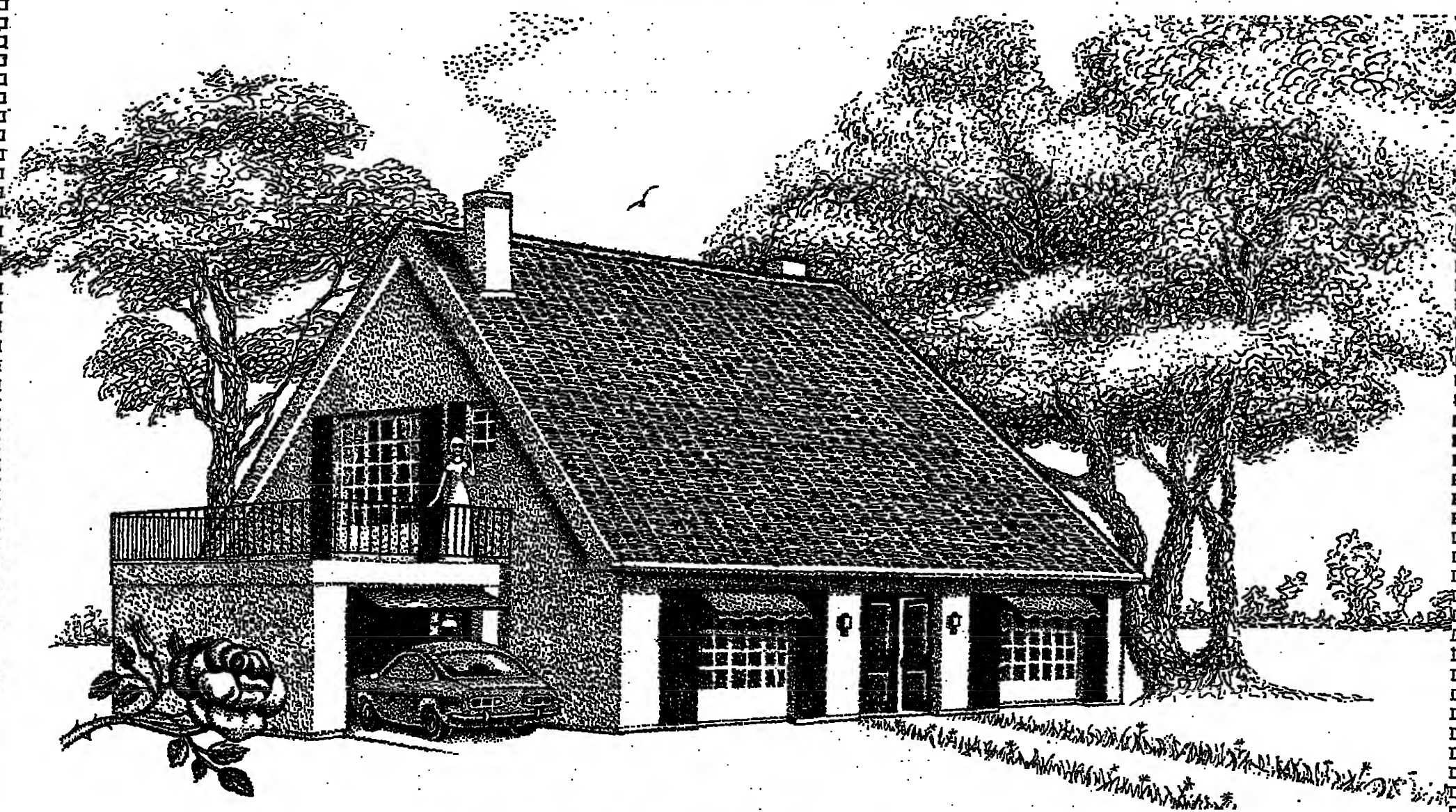
Miele - B.F. 1000 - 93151 Le Blanc-Mesnil - Documentation gratuite sur demande.

صكيا ث الامل



صكنا من الامم

## AU SUD-EST DE PARIS **CINQ NOUVELLES MAISONS** **BREGUET CONSTRUCTIONS**



**BELGRAVIA : 150 m<sup>2</sup>, 7 pièces, séjour 41 m<sup>2</sup>, 3 s.d.b.**  
 Vous visiterez aussi 4 autres maisons de 4 à 6 pièces • Prix de 220 à 320 000 F, terrain compris • Crédits spéciaux.

# **DOMAINE DU BOIS+LA+CROIX**

Breguet Constructions réalise un nouveau "Domaine" tout près de Paris. Dans un cadre superbe : les terres qui entourent le château du Bois La Croix et son parc.

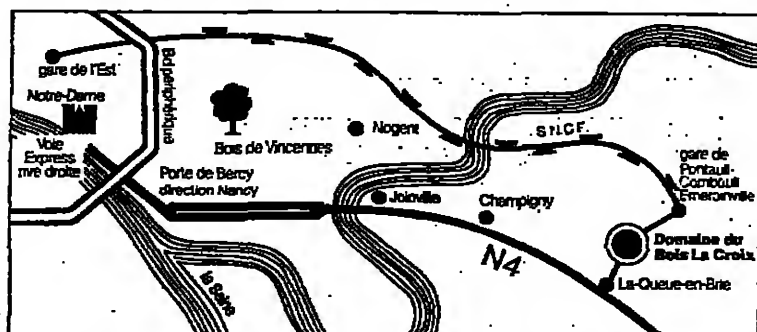
Vous y aurez le choix entre 5 nouveaux modèles de luxueuses maisons traditionnelles livrées entièrement terminées.

Elles sont vastes, de 90 à 150 m<sup>2</sup> et de 4 à 7 pièces. Elles ont des séjours de 31 à 41 m<sup>2</sup>, des garages, de vastes rangements et jusqu'à 3 s.d.b.

Toutes sont entourées par un beau jardin.

77-PONTAULT-COMBAULT  
**☎ 406.53.56 & 64.63**

VISITE DES 5 MAISONS MODELES DECOREES PAR  
 ALESSANDRA ORSINI TOUS LES JOURS DE 10 A 19 H.



A LA GARE DE PONTAULT, PLUS DE 40 TRAINS PAR JOUR POUR PARIS.

Sur le Domaine : 2 tennis, zone-loisir de 18 ha (bois aux arbres magnifiques, prairie), club-house (le château lui-même), écoles, centre commercial.

### **DES LIAISONS RAPIDES AVEC PARIS :**

- à 18 km de Paris par la N. 4.
- à proximité de la future autoroute A 4;
- à 12 minutes à pied de la gare de Pontault;
- à 30 minutes de la gare de l'Est;
- un train toutes les 1/2 heures.

**A 18 KM DU PERIPHERIQUE. A 12 MN A PIED DE LA GARE.**

Pour recevoir une luxueuse documentation gratuite, remplissez ce bon et adressez-le nous. Ou téléphonez.

NOM

ADRESSE

TEL



# DIPLOMATIE

APRÈS LA REPRISE DES TRAVAUX DE GENÈVE

## LA CONFÉRENCE PANEUROPÉENNE EST TOUJOURS À LA RECHERCHE DE SON SECOND SOUFFLE

Au cours d'une visite récente en Hongrie, le premier ministre finlandais, M. Soresi, a déclaré qu'à ses yeux comme à ceux des dirigeants hongrois les résultats « hautement significatifs » obtenus à Genève justifiaient la tenue d'une conférence au niveau le plus élevé de la troisième phase de la conférence pour la sécurité et la

coopération en Europe. De même, M. Gromyko, s'adressant ce mois-ci au chancelier Schmidt à Bonn, a insisté pour une conclusion prochaine de la conférence paneuropéenne.

À Genève, cependant, où les travaux ont repris le 3 septembre dernier, après une interruption de

six semaines, il n'apparaît pas que la conférence ait retrouvé un deuxième souffle, malgré la création de groupes de travail « informels » chargés d'accélérer le travail des commissions et sous-commissions. On a même l'impression, dans certaines délégations de l'Ouest, que les Soviétiques se montrent moins pressés d'aboutir. Enfin l'affaire de

Chypre est venue peser encore sur les débats, le représentant de la Grèce ayant déclaré que la C.S.C.E. ne pouvait passer à sa troisième phase sans que le problème chypriote ait trouvé une solution et le représentant de la Turquie s'opposant à l'adoption par la conférence de toute déclaration à ce sujet.

En juillet 1973, à l'issue de la réunion, à Helsinki, des ministres des affaires étrangères de tous les pays européens (33 sans l'Albanie), des États-Unis et du Canada, on pouvait pourtant espérer que sur la base des directives par eux définies, les experts parviendraient à mettre au point en quelques mois, durant la seconde phase de la conférence, les accords destinés à établir les bases d'une coopération croissante entre les pays européens de l'Est et de l'Ouest. Les chances d'un « sommet général » qui se tiendrait au

cours de l'été 1974, à Helsinki, pour approuver ces accords, ne paraissent pas négligeables. Or non seulement l'été s'est passé sans « sommet » des trente-cinq, mais personne, aujourd'hui, ne se hasarderait à prévoir si et quand une réunion finale interviendrait, même au seul niveau des ministres des affaires étrangères. Il paraît exclu en tout cas qu'elle puisse avoir lieu avant la fin de l'année.

Pourtant la deuxième phase de la C.S.C.E., qui s'est ouverte le 18 septembre 1973, n'avait pas

trop mal commencé, en dépit d'accrochages multiples entre délégués de l'Est et de l'Ouest, notamment au sein de la troisième commission sur les problèmes relatifs à « la libre circulation des hommes et des idées » sur les questions de la première corbeille à propos des principes fondamentaux devant régir les relations entre États. Dès les premiers mois de 1974, on enregistre quelques progrès sur les questions de la première corbeille, à propos des principes fondamentaux devant régir les relations entre États,

ainsi que sur les problèmes de la coopération dans les domaines de l'économie, de la science, de la technique et de l'environnement. Quelques commissions sont aussi réalisées sur les problèmes de la troisième corbeille. Puis les choses se gâtent. Déjà difficiles, les discussions de Genève s'éternisent en mai, juin et juillet. S'affirmant toujours disposés à conclure des accords généraux de principe en matière de coopération culturelle, les Soviétiques se dérobent en fait systématiquement, lorsqu'on leur de-

mande de traiter, de façon concrète, les problèmes des contacts humains et de la libre circulation de l'information. Ils assurent que les exigences des Occidentaux constituent une ingérence dans les affaires intérieures des pays de l'Est. Du coup, les Occidentaux durcissent leurs positions. Après des années de négociations, ils ont certes accepté la réunion d'une conférence paneuropéenne dont ils savent pertinemment qu'elle a pour principal but de permettre aux Soviétiques d'obtenir, au nom de la détente, la reconnaissance formelle d'un statut quo territorial et politique qui leur est entièrement favorable. Mais ils n'ont jamais varié dans leur résolution d'obtenir en échange que les traités européens d'adhésion soient plus ouverts aux échanges des hommes et des idées, et donc à l'influence occidentale. Ils refusent donc de se contenter d'accords de principe dépourvus de valeur pratique. Ils le font savoir publiquement le 11 juin à Bonn, lors de la réunion des ministres des affaires étrangères des Neuf et le 21 juin à Ottawa, lors de la réunion du Conseil atlantique.

Très désireux que la phase finale de la C.S.C.E. se tienne au cours de l'été à Helsinki, les Soviétiques s'efforcent au contraire

de minimiser les divergences qui les opposent aux Occidentaux, assurant qu'avec un peu de bonne volonté on pourrait rapidement en finir. Ils tentent même d'accélérer les travaux en proposant, en juin, que les délégations à Genève soient désormais dirigées par des vice-ministres ou des directeurs de ministères. En juillet, M. Brejnev insistait auprès de M. Nixon, en visite à Moscou, pour que la C.S.C.E. se termine rapidement. Mais si les Américains paraissent assez disposés à en terminer de l'importance qu'elle façon avec une conférence qu'ils n'aiment pas, les Européens de l'Ouest ne l'entendent pas de la même oreille.

C'est ainsi que le 26 juillet dernier, ils imposent l'ajournement de la C.S.C.E. jusqu'au 9 septembre. Avant de se séparer toutefois, le comité de coordination de la conférence, composé de tous les chefs de délégation, adopte un « arrangement » important : il met fin, en effet, au blocage mutuel des corbeilles 1 et 3, raison principale de l'impasse, les Soviétiques exigeant, avant tout accord sur la troisième corbeille, une référence explicite à deux des principes de la première, à savoir, le respect de la souveraineté des États et la non-ingérence dans les affaires intérieures.

### Un « arrangement »

Aux termes de cet arrangement, résultats de longues négociations menées par huit pays neutres et non alignés (Autriche, Chypre, Finlande, Liechtenstein, Malte, Suède, Suisse et Yougoslavie) il est prévu que le préambule de la corbeille 3 ne contiendra qu'une référence générale aux principes devant gouverner les relations entre les États participants. En revanche, le catalogue de ces principes — tous nus dans la première corbeille — comportera dorénavant deux ajouts. Le premier relatif au principe sur l'égalité souveraine des États stipule le respect du droit de chaque État de choisir son système politique. Le deuxième, contrebalançant le premier, rappelle à propos de la non-ingérence que les États doivent se conformer à leurs obligations résultant du droit international.

Commentant le 28 juillet dernier cet arrangement, M. Andreani s'en est félicité tout en soulignant son caractère négatif puisqu'il ne fait qu'éliminer un obstacle sans constituer un progrès direct. « Il s'agit toujours », a-t-il dit, de remplir le cadre défini à Helsinki et de rédiger des textes précis. On n'en sortira pas, a-t-il poursuivi, tant que les Soviétiques demandent de trancher globalement les problèmes. A l'encontre de cette méthode de globalisation, nous pensons que la négociation finale ne peut intervenir que lorsque tous les problèmes auront été passés en revue, un par un. Ce qui n'a pas été possible de faire jusqu'à présent.

De fait, la rédaction des textes a très peu avancé, notamment sur les problèmes de la troisième corbeille, qu'étendent quatre sous-commissions. Dans la sous-commission « contacts humains », un seul texte a été mis au point, concernant les visites familiales ; un autre, relatif à la réunification des familles, est en cours d'exa-

men. Mais malgré les efforts des Occidentaux, quatre sujets n'ont encore pu être étudiés : les mariages entre ressortissants d'États différents, les facilités administratives pour les déplacements, les touristes et les échanges de jeunes.

Au sein de la sous-commission « information », un texte a été rédigé sur la diffusion de l'information écrite. D'autre part, le projet sur l'accès à l'information est presque mis au point : il concerne en particulier la multiplication des points de vente des journaux étrangers, la consultation de ceux-ci par le public et le développement des possibilités d'abonnement. Restent à examiner les projets sur l'élimination du brouillage des émissions radio, sur la production de programmes simultanés et de débats télévisés en direct, ainsi que sur les conditions de travail des journalistes.

Dans la sous-commission « culture », un seul texte — sur la connaissance des œuvres culturelles — a été élaboré.

En ce qui concerne la première corbeille, sept des dix principes gouvernant les relations entre les États participants — tels qu'ils ont été énoncés dans le Livre blanc des recommandations des Neuf de Helsinki — ont fait l'objet d'un examen approfondi. Le résultat en a été la rédaction de formules « provisoirement enregistrees », sur lesquelles il convient de revenir pour éliminer les « crochets », qui marquent encore la présence de divergences. Seul le troisième principe — inviolabilité des frontières — comporte une formulation claire, c'est-à-dire sans « crochets ». Quant aux mesures destinées à renforcer la confiance, à savoir essentiellement la notification de manœuvres militaires d'envergure, les vues des pays de l'Est, des neutres et des Occidentaux à leur sujet restent très éloignées.

### Aucune date limite

On sait pertinemment que les résultats seront maigres et lents à venir. L'utilité de l'entreprise pour la coopération de tous les pays européens n'est pas méconnue pour autant. La délégation française, notamment, ne se refuse à tout pessimisme à l'instar du ministre des affaires étrangères, M. Sauvages, dont l'attitude à l'égard de la C.S.C.E. est apparemment plus favorable que celle de son prédécesseur, M. Pompidou. Lui-même, récemment en visite en Pologne, n'a-t-il pas déclaré à ses interlocuteurs que l'Europe étant fragile, tous ses membres devaient renforcer leur coopération pour faire face à la crise énergétique ?

JEAN SCHWEBEL



145-147 bd Davout,  
75020 Paris

### DES APPARTEMENTS DE GRAND CONFORT ET TOUS LES EQUIPEMENTS COLLECTIFS

A la Résidence Saint-Blaise, tout en haut de la ville, vous avez le grand confort chez vous et Paris à vos pieds.

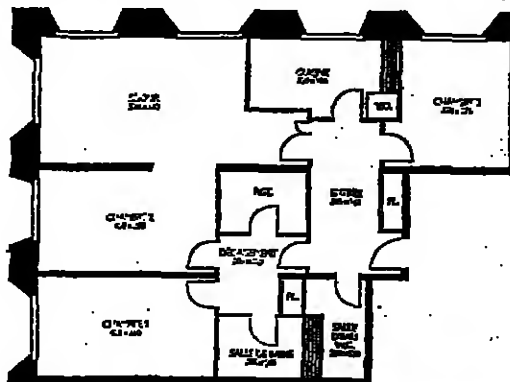
Moquette dans la salle de séjour et les chambres. Carrelage grès cérame dans les pièces d'eau. Cuisine en tout électrique. Parking et cave avec chaque appartement.

Une aire de promenade vous isole de la circulation et du bruit.

#### CRÈCHE ET COMMERCE À DOMICILE

Les équipements intégrés sont nombreux. Sans sortir de la résidence, vous trouvez la crèche (coûtant 75), un restaurant, une bibliothèque et des magasins. Un espace de jeux est aménagé pour les enfants.

Du studio au 4 pièces, tous les appartements sont habitables immédiatement. Prix moyen d'un 4 pièces : 291 300 F, prix ferme et définitif.



#### VISITE DE L'APPARTEMENT-TEMOIN, RENSEIGNEMENTS ET VENTE :

Sur place : 145/147 bd Davout, 75020 Paris, tous les jours, sauf le mardi, de 14 h à 19 h ; samedi, dimanche et jours fériés, de 11 h à 19 h.

A la boutique Ocil, 55 bd Malesherbes, 75381 Paris Cedex 08. Tél. 387.33.28 et 522.67.10.



57-59 bd Malesherbes, 75381 Paris Cedex 08.

Je désire recevoir sans engagement de ma part la brochure « Saint-Blaise ».

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Déposez ce bon et adressez-le à Ocil, 57-59 bd Malesherbes, 75381 Paris Cedex 08.

مكتبة الامم المتحدة



## AMÉRIQUES

## ASIE

### Etats-Unis

#### Le président Ford accepte un compromis sur la question de l'aide militaire à la Turquie

De notre correspondant

Washington. — Après deux heures de discussions serrées avec les leaders du Congrès, le président Ford a accepté, jeudi 26 septembre, un compromis sur la question de l'aide militaire à la Turquie. Il s'est déclaré prêt à soutenir un amendement spécifiant que cette assistance pourrait être suspendue, à moins que le président ne soit convaincu que la Turquie cherche, « de bonne foi », une solution négociée du problème de Chypre. La formule ne satisfait pas les éléments qui, au Congrès, demandaient la fin immédiate de l'aide militaire à Ankara et la considèrent comme « illégale ».

Le président Ford, à la différence de son prédécesseur, qui n'hésitait pas à affronter le Congrès, a cherché la conciliation en tenant compte du sentiment anti-Turc qui s'était répandu par une importante majorité (80 contre 20) à la Chambre, demandant l'arrêt de l'aide militaire à la Turquie tant que des progrès substantiels n'auraient pas été accomplis vers la solution du problème de Chypre. Ultimeusement, des sénateurs avaient atténué la portée de cette démonstration en faisant seulement d'efforts « de bonne foi », et la commission des affaires étrangères de la Chambre se ralliait à la formule « substantiels efforts de bonne foi ». Finalement, les leaders du Congrès ont accepté d'accorder au président une certaine souplesse dans l'appréciation de la « bonne foi » des Turcs.

Ainsi, les efforts conjugués du président Ford et de M. Kissinger ont réussi à limiter les dégâts. Il faut prévoir, en effet, que des restrictions seront apportées au projet de loi quand il viendra en discussion au début de la semaine prochaine. Et cela malgré les pressions du département d'Etat, qui avait souligné que le vote de la Chambre allait « totalement à l'encontre des efforts de médiation de M. Kissinger », tandis que la Maison Blanche déclarait que « les amendements restrictifs généralisent les tentatives en vue de régler le problème ».

Certes, un très grand nombre de parlementaires qui ont à défendre leur siège en novembre ne sont pas restés insensibles aux pressions des éléments pro-Grecs dans les grandes villes. Mais la réaction générale du Congrès va au-delà de sa réprobation de l'initiative militaire turque. Elle confirme la vitalité de l'isolationnisme, la tendance à se replier sur soi-même, puisque aussi bien

HENRI PIERRE.

#### QUAND LES « CORBEAUX » ATTAQUENT LES KENNEDY ET M. RICHARD NIXON

Washington. — Des agents du service secret ont veillé pendant plus d'une semaine sur la sécurité des enfants de Robert Kennedy, assassiné en 1963, à la suite de menaces d'enlèvement, a déclaré, jeudi 26 septembre, M. Edwards Schmitt, sous-secrétaire aux Affaires, dont dépend le « secret service ».

Ces menaces émanant de la région de Boston et visant, sans plus de précision, « un enfant de la famille ». Six des onze enfants de Robert Kennedy se trouvaient dans cette région et ils furent placés sous la protection d'agents du service secret jusqu'au 29 septembre.

Aucune mesure semblable ne fut prise à l'égard des trois enfants du sénateur Edward Kennedy, qui séjourneraient alors aux environs de Washington. Le sénateur lui-même est sous la garde constante d'agents du service secret.

L'ancien président Richard Nixon, soigné au Memorial Hospital de Long Beach — au sud de Los Angeles — pour une phlébite qui présente des risques d'embolie, ne reçoit pas que des messages de sympathie. Des correspondants anonymes téléphonent à l'hôpital pour exiger qu'on « tue Nixon » ou qu'on le « laisse mourir ». M. Nixon est, lui aussi, sous la protection du service secret. — (A.F.P., Reuters.)

### A travers le monde

#### Éthiopie

● UN PORTE-PAROLE de la Confédération des syndicats de travailleurs éthiopiens a annoncé, le jeudi 26 septembre, que l'un des vice-présidents de la centrale, M. Gidey Gebre, arrêté par l'armée le 12 septembre, avait été relâché. Le président, M. Beyene Solomon, et le secrétaire général, M. Fisehastion, restent détenus. — (A.F.P.)

#### Mozambique

● LA MISE EN EAU du barrage hydro-électrique de Cahora Bassa, l'ouvrage le plus important d'Afrique, débutera dans quinze jours, a déclaré, le 26 septembre, un responsable du chantier de construction. Deux tunnels, construits en 1971 pour dériver le cours du Zambeze, seront bouchés pour faire monter le niveau des eaux à long des 350 kilomètres de parois qui retiendront le lac artificiel. — (A.F.P.)

#### Nations unies

● LE COMITÉ POLITIQUE spécial de l'Assemblée générale a décidé, le jeudi 26 septembre, sans qu'il soit nécessaire de procéder à un vote, d'inviter des représentants nationaux d'Afrique du Sud à participer aux débats du Comité concernant « la politique du gouvernement d'Afrique du Sud ». Il s'agit du Congrès panafricain d'Alger et du Congrès national africain (A.N.C.). La délégation du gouvernement de Pretoria, qui a vivement protesté contre cette décision, a décidé de se retirer de la liste orateurs à l'Assemblée générale. — (U.P.I., Reuters.)

### Argentine

#### Le Parlement est saisi d'un projet de loi draconien sur la sécurité de l'Etat

De notre correspondant

Buenos-Aires. — L'Assemblée législative, un colonel et un lieutenant (le Monde du 27 septembre), a provoqué un vif émoi au sein des forces armées. Dans un télégramme adressé à toutes les garnisons du pays, le général Leandro Anaya, commandant en chef de l'armée, a fait savoir que celle-ci doit être « prête à répliquer de façon énergique à ce genre d'agressions et contribuer, dans le cadre de la loi, à éliminer définitivement la violence ». A l'occasion des obsèques du colonel Jorge Gressi, promu à titre posthume au grade de général, le commandant en chef, s'exprimant aussi au nom de ses collègues de la marine et de l'armée de l'air, a précisé que les militaires aspiraient dorénavant « en étroite collaboration avec les autres forces chargées du maintien de l'ordre ».

En mettant à exécution un plan de représailles contre les forces armées, l'ERP (armée révolutionnaire du peuple) — qui les accuse d'avoir tué quatre-vingt-cinq militaires et de posséder des milliers de fusils — a dressé contre le gouvernement « Qu'ils sachent, ces agents du chaos, a dit le commandant en chef, que nous ne ferons rien en marge de la loi, mais que, dans son application, nous serons inflexibles ».

Le loi, toutefois, va être modifiée. La réaction des militaires a, en effet, contraint le gouverne-

ment à prendre d'urgence de nouvelles mesures pour combattre la « subversion ». Même Martín Ezcurra, ministre de l'Intérieur, a annoncé, le 26 septembre, dans une allocution radiotélévisée, le dépôt devant le Congrès d'un projet de loi sur la sécurité de l'Etat, projet qui va bien au-delà des réformes du code pénal approuvées au mois de janvier et dépasse tout ce que le régime militaire avait imaginé en la matière.

Il n'est pas loin, estime-t-on dans les milieux juridiques, d'établir le délit d'opinion. Des peines de prison de trois à huit ans sont prévues pour qui « tente ou prétend de quelque façon que ce soit, d'altérer ou de supprimer l'ordre constitutionnel et la paix sociale de la nation par des actes non établis par la Constitution »; des peines de deux à six ans pour qui « commet des actes de propagande, d'insultation ou d'outrage tendant à détruire ou à dénigrer à de telles conduites »; de deux à cinq ans pour qui « utilise ou possède des emblèmes ou insignes distinctifs des organisations nationalistes ou révolutionnaires ».

Les guerilleros, certes, sont visés, mais aussi les syndicalistes indépendants. Ceux qui, par leur refus, refuseraient de se soumettre à l'arbitrage du ministère du travail et « inciteraient à ne pas se plier aux obligations qui en découlent », sont passibles de un à trois ans de prison. Le gouvernement prend sans doute en compte ainsi une vague de grèves sauvages, qui ont affecté l'industrie automobile et la récolte

et la transformation de la canne à sucre notamment. L'approbation du projet de loi permettrait de poursuivre les dirigeants du mouvement ouvrier opposé à la C.G.T. — M. Raimundo Cagar (typographe), René Salamancas (automobile), Atílio Santillan (cane à sucre) et autres — et assurer la permanence du Pacte social, signé par la centrale syndicale et le patronat.

Les entrepreneurs n'échappent pas non plus aux dispositions du projet de loi qui, pour faire bonne mesure, réprime sévèrement les délits économiques. Enfin, il est prévu que les personnes condamnées conformément à la loi sur la sécurité de l'Etat seront, au terme de leur peine, passibles d'une sanction supplémentaire: la perte de la citoyenneté argentine et l'expulsion du pays.

Le Congrès a, d'ores et déjà, commencé l'examen du projet de loi. Le Sénat a approuvé, sans modification, dans la nuit de jeudi à vendredi, un texte maintenant à l'étude des députés. Les parlementaires péronistes, aussi respectueux de la prééminence de Mme Peron qu'ils l'étaient de celle de son mari, ont voté le texte sans broncher. Les parlementaires de l'opposition ont voté contre. Mais, parmi eux, ceux de l'Union civique radicale, pris entre leur désir de protéger les institutions démocratiques et leur crainte des militaires, ont paru désorientés. Ils ont accepté d'ajouter leurs voix à celles des péronistes — la majorité des deux tiers étant requise — pour que le projet soit immédiatement débattu.

PHILIPPE LABREVEUX.

### Cambodge

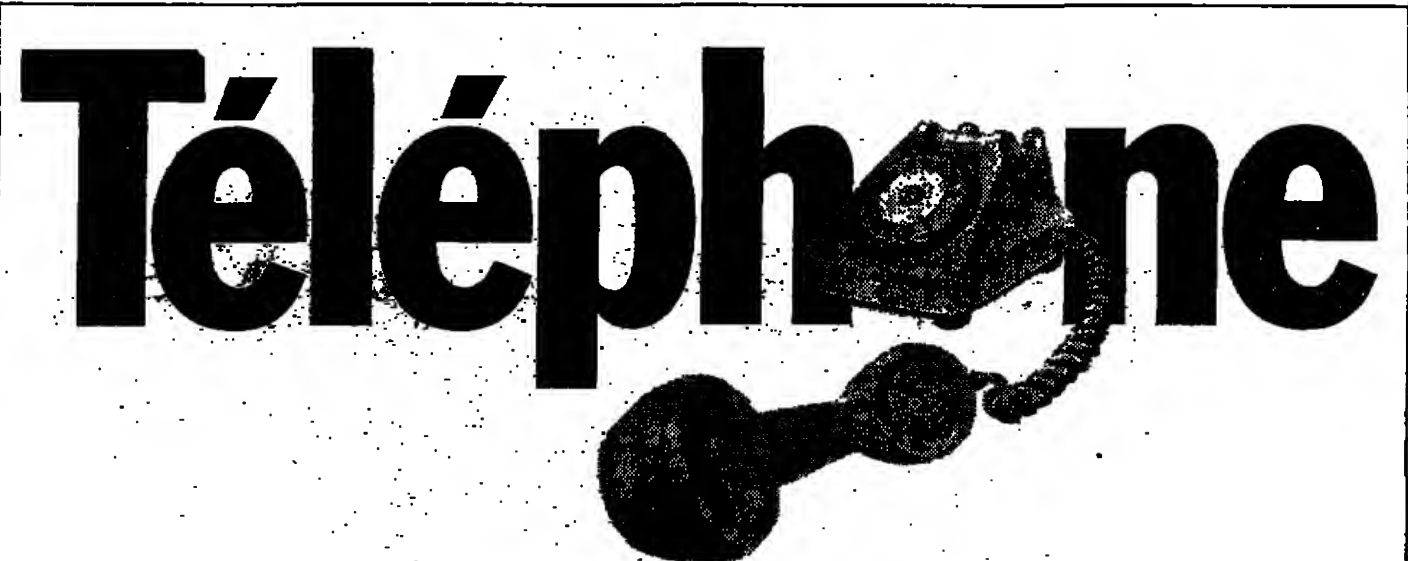
#### LES KHMERS ROUGES ATTAQUENT LA PÉRIPHÉRIE DE KOMPONG-CHHNANG

Phnom-Penh (A.F.P.). — Les troupes républicaines ont abandonné, à la suite des durs combats de ces derniers jours, dix-neuf positions défendant par l'ouest le chef-lieu provincial de Kompong-Chhnang, à 80 kilomètres au nord de Phnom-Penh, approché de source militaire. Appuyés par une puissante artillerie, près de dix mille soldats du GRUNG ont brisé le périmètre de défense extérieur de Kompong-Chhnang et, après avoir occupé une colline à 8 kilomètres de la ville, sont en mesure d'atteindre à l'arme lourde l'agglomération et son terrain d'aviation. Déjà, des combats ont été signalés à 6 kilomètres seulement du centre.

Le secteur ouest de Kompong-Chhnang, actuellement sous le contrôle des Khmers rouges, avait été choisi comme centre d'implantation des réfugiés. Plusieurs milliers de personnes s'y étaient installées. Elles ont maintenant rejoint la ville. Plusieurs camps de réfugiés à l'ouest de Kompong-Chhnang ont été détruits par les Khmers rouges.

La ville, qui compte plus de soixante-dix mille habitants, est défendue par trois mille soldats et environ quatre mille miliciens. Située entre Phnom-Penh et les riches provinces du Nord-Ouest, Kompong-Chhnang contrôle, en outre, le trafic sur le grand lac Tonlé-Sap d'où plusieurs milliers de tonnes de poissons sont acheminées chaque mois vers la capitale.

A Phnom-Penh, trois personnes ont été arrêtées dans les locaux de l'importante Association du corps enseignant qui vient d'être dissoute.



## Les pouvoirs publics font ce qu'ils peuvent. Mais vous?

L'Etat, tout le monde le sait, considère maintenant le téléphone comme une priorité nationale. Mais tous vos ennemis ne vont pas, du même coup, se résoudre du jour au lendemain. Avez-vous pensé, par exemple, que vous pourriez faire déjà beaucoup aujourd'hui pour que votre standardiste sache enfin où donner de la tête, pour que vos clients cessent de protester, pour que vous puissiez au moins obtenir sans problème votre collaborateur du bureau d'à côté. Discuter du téléphone ne sert à rien. L'heure est venue d'agir. Et nous, nous ne faisons que ça. L'avance technologique de nos systèmes de communications vous apporte dès aujourd'hui des solutions qui peuvent changer votre vie et celle de votre entreprise: comme la numérotation à clavier, le rappel automatique des postes occupés, la numérotation abrégée, le contrôle des appels vers l'extérieur et celui de

vos dépenses téléphoniques. En un mot, tant de solutions conçues tout exprès pour vous, que vous êtes impardonnable si vous ne faites rien! Agissez: découpez le bon ci-dessous et convoquez-nous. Vous pouvez avoir quelques chances de vous réconcilier avec votre téléphone, enfin!

Bon à découper et à retourner à :

CGCT  
Division des Communications Privées  
28, rue de la Redoute  
92260 FONTENAY-AUX-ROSES

Je veux me réconcilier avec mon téléphone: donnez-moi immédiatement des moyens d'agir.

☐ en m'envoyant votre documentation.

☐ en prenant rendez-vous immédiatement avec moi.

Nom \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Entreprise \_\_\_\_\_

Fonction \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Téléphone \_\_\_\_\_ 2



Compagnie Générale  
de Constructions Téléphoniques  
Associé de l'ITT

TIMBRES POSTE  
ACHAT URGENT

Collection de toute importance  
pour et obtenez - Lots, timbres,  
souvenirs de stock, timbres,  
d'entreprise, expertise-évaluation,  
PIERON 11, rue de Paris 75001 Paris  
En Algérie: Paris-Provence



## POLITIQUE

### Réponse à M. de Calonne

Par JACQUES MERCIER (\*)

Le gaullisme a toujours été, et restera, une idéologie. C'est ce qui vient de permettre à la droite, enfin rassemblée, de s'emparer de l'Etat.

Lorsqu'en effet l'entreprise de M. J. Chirac rendit évident que l'U.D.R. n'était plus ce bloc monolithique auquel, pour le meilleur et parfois pour le moins bon, il fallait dire oui ou non, c'en fut fait du candidat de la nouvelle société. Il est d'ailleurs vraisemblable que l'aventure se serait pareillement terminée au détriment de tout autre dès lors que la droite de l'électorat — un électeur forcé, on combien ! — pouvait « changer », en effet, « sans risque » cette entreprise complexe : le gaullisme qu'elle avait subi par l'effet de la peur et qu'elle n'a, depuis 1940, cessé de détester.

Ce gaullisme, elle le déteste toujours, parce que l'idée de

« grandeur », voire d'indépendance nationale, la fait rêver, parce que l'Etat doit « laisser faire » l'argent et parce que, pour voir le tiers-monde, elle a les yeux de Raymond Cartier... En bref, elle a toléré le moins bon du gaullisme, elle en a détesté le meilleur pour les raisons qui la faisaient détester par Bernanos, qu'elle détestait.

C'en est donc fini de la « loi gaulliste », je veux dire d'un rassemblement où les gaullistes firent (souvent) la loi à la droite, et la question posée aujourd'hui à l'U.D.R. est aussi simple qu'inverse : ce rassemblement aurait-il, maintenant, pour finalité de permettre à la droite de faire la loi aux gaullistes ?

A cette question et à cette autre nécessairement complémentaire des rapports que les gaullistes doivent désormais envisager avec la gauche unie, le mouvement n'apporte d'autre réponse

que des affirmations aussi démonstratives que le rappel de l'allégeance proclamée du premier ministre à l'U.D.R. (n'appartient-il plus à ce mouvement ?) ou l'affirmation selon laquelle l'action du président de la République « confirmerait les options fondamentales de l'U.D.R. ».

On veut bien faire à « V.G.E. », le crédit que cette théorie du spectacle qu'il met hebdomadairement en œuvre comporte une part de spontanéité comme elle recèle aussi une part de l'héritage lyrique de de Gaulle... mais l'adaptation classique du droit aux mœurs que constituent les récentes réformes ne saurait tenir lieu ni de politique économique et sociale ni de politique extérieure. Le laxisme que Michel Debré reprochait au ministre des finances n'a pas, que nous sa-

chions, pris fin ; un « pilotage à vue » de l'économie ne nous permet pas, non plus, de nous fier aux promesses rassurantes de celui qui, pendant deux ans, annonça des taux d'inflation régulièrement et largement démentis.

An plan extérieur, ce que l'on croit savoir de certains rapprochements nous fait penser que le temps des retrouvailles de fait avec l'O.T.A.N. n'est pas éloigné ; quant aux transferts de souveraineté envisagés dans une Europe dominée par les Etats-Unis, ils constituent pour les gaullistes le désaveu d'une de leurs options fondamentales. L'Europe — écrit Paul Valéry — aspire visiblement à être dirigée par une commission américaine. Cette prédiction prend corps.

De tout cela il semble bien que — les assises nationales de

l'U.D.R. renvoyées dans un souci d'« aseptisation » — on ne veuille débattre que dans les réunions d'un état-major conscient mais divisé, dépassé, dont on devrait attendre au moins quelque souci de conservation. Echec ou succès, en effet, du président concourront l'un comme l'autre à la fin de l'U.D.R. que préparent au grand jour — et fort loyaux en cela avec leur constante pensée — les lieutenants et associés du président, la phagocytose ou, selon les goûts, la « grande bouffe » de l'U.D.R.

Si le président va à l'échec, la fin de l'U.D.R. va de soi, dès lors surtout que ne s'affirme plus ni l'autonomie de la pensée gaulliste ni sa « présence » et son « action ». Si la politique ambiguë du président entraîne quelques succès, il en va de même, car on connaît le ton que donne à sa

propre renommée la trompette du Chant du départ :

« Le changement, madame, mademoiselle, monsieur, était impossible avec ces gens-là ! Vous-mêmes qui m'avez dit n'en croyez pas, n'est-il pas vrai, vos oreilles ? »

Je transpasse à peine. Il n'est donc guère de choix pour l'U.D.R. — ou bien celui que, selon la fameuse caricature de 1977, M. de Calonne proposait à l'Assemblée des notables : « A quelle sauce voulez-vous être mangés ? » — A aucune », répondaient-ils ; et M. de Calonne, seigneur, de répondre : « Vous sortez de la question. »

Voici bien la demande, voici bien la réponse, de l'état-major giscardien, à laquelle je me félicite que Jean Charbonnel ait répondu : « Nous ne voulons pas être mangés. Je me joins à lui ; d'autres, tels les jeunes gaullistes de l'U.J.F., marquent leur intention de le faire. Je veux croire enfin qu'à l'U.D.R. certains hommes, dont nous savons la valeur et le caractère, apporteront la même réponse que nous. »

On comprendra, d'ailleurs, que ce qui précède relève moins d'une quelconque animosité contre le président et ses fidèles — avec lesquels nous nous sentons moins opposés que différents — que du regret de voir la coïté de certains amis leur faire oublier la prophétie de Churchill à Munich : « Vous aviez le choix entre le déshonneur et la guerre, vous avez choisi le déshonneur et vous aurez la guerre. »

(\*) Avocat à la cour, ancien député U.D.R. de l'Essonne.



35 rue Dunois, 75013 Paris

DANS LE 13<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT, GRANDS ESPACES ET VERRIERES, A PRIX FERME ET DEFINITIF.

Du studio au 4 pièces, et du premier au 26<sup>e</sup> étage, tous les appartements du Nouveau Monde ont une « véranda ».

Cette avancée dans la lumière peut faire un bureau, un petit salon, un jardin d'hiver.

Ce n'est pas le seul charme de ces logements très bien conçus. Les placards sont nombreux.

Une salle d'eau s'ajoute à la salle de bain dans le 4 pièces.

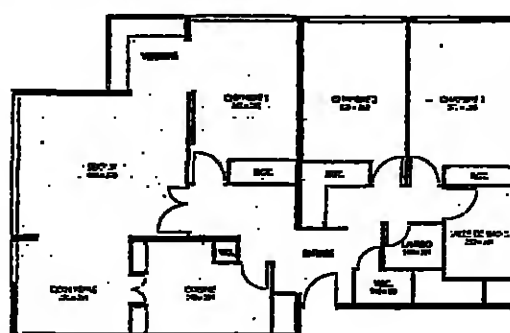
Autour de l'immeuble, vous avez des parterres de gazon et de fleurs.

**AU CŒUR DU NOUVEAU 13<sup>e</sup>**

De la rue Dunois, vous êtes près du métro et de la Place d'Italie, du nouveau centre commercial Olympiades, du lycée Claude Monet, du lycée Gabriel Fauré, du Parc de Choisy, de l'université Paris 13.

Vous êtes au cœur du nouveau 13<sup>e</sup>, et à proximité immédiate du Jardin des Plantes et de la rue Mouffetard.

Les appartements, habitables en juillet 75, sont vendus en l'état futur d'achèvement, mais à prix ferme et définitif ; prix moyen du 4 pièces (83 m<sup>2</sup>) : 270 700 F.



**VISITE DE L'APPELLEMENT-TEMOIN, RENSEIGNEMENTS ET VENTE :**

Sur place : 35 rue Dunois, 75013 Paris, les samedis et dimanches de 11 h à 19 h et les autres jours, sauf le mardi, de 14 h à 19 h.

A la Boutique Ocil : 55 bd Malesherbes, 75381 Paris Cedex 08. Tél. 387.33.28 et 522.67.10.



57, 59 bd Malesherbes, 75381 Paris Cedex 08.

Je désire recevoir sans engagement de ma part la brochure

Le Nouveau Monde

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Déposer ce bon à l'adresse ci-dessous : 57-59 bd Malesherbes, 75381 Paris Cedex 08

BIEN RENSEIGNÉ DANS

**L'IMMOBILIER**

Un annuaire des opportunités neuves les bourses de crédit ce mois-ci dans notre guide des nouveaux villages.

Les Bureaux du Champ Fort - ÉMERAINVILLE - 77  
OCIL - 387-39-09

dans tous les kiosques SF

(Publicité)

**ROYAUME DU MAROC**

Office Régional de mise en valeur agricole du GHARB KENITRA

**AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL**

N° 49/74

Le Directeur de l'Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Gharb recevra jusqu'au 6 Kalâda 1384 (21 novembre 1974) des offres de prix pour le nivellement des sols et assainissement partiel du secteur F 8 (6.200 ha).

Lot N° 1 : 3.150 ha  
Lot N° 2 : 3.150 ha

Le dossier est à retirer au siège de l'Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Gharb - Service de l'Équipement - Carrefour Mauritanie, Kenitra - contre versement d'une somme de 100 Dh.

(Publicité)

**AU MASCULIN**

**rentrée confortable... pour les grands pieds**

Déjà des jours massassés qui incitent à prendre des précautions pour affronter la saison humide et à se pas distendre les schémas de chaussures, en particulier lorsqu'il s'agit d'hommes dont les pieds sont plus longs ou plus larges. Qu'il s'agisse d'adultes ou de jeunes gens, ils n'ont pas à hésiter puisque LE PALAIS DE LA CHAUSURE est le seul spécialiste à proposer une gamme de modèles élégants et confortables, du 35 au 54, par demi-pointure et en six largeurs !

Le choix est unique : chaussures sport, box souples, chaussons, chaussettes, après-ski, bottillons sport, bottes, bas, tennies, pantoufles, etc.

LE PALAIS DE LA CHAUSURE, 28, av. de la République, Paris-11<sup>e</sup> (face métro Parmentier), envoie gratuitement son catalogue. Ecrivez ou téléphonez à : 337-45-62. Pas de succursale, parking gratuit.

**Essayez-en une. Et repartez avec.**

La boîte ? 4 vitesses synchro ou l'automatisme (surplanche). La direction ? Douce et précise. La tenue de route ? Celle d'une traction AV à 4 roues indépendantes. Le freinage ? Disques AV et servo-frein. Des chiffres ? 3,54 m de long seulement mais 1169 cc, 80 ch, 145 km/h à 5500 tr/mn. Vous le voulez demain ? Elle est livrable immédiatement.

TS 480 F pour la version boîte mécanique.  
14 790 F pour la version transmission automatique, + frais de transport et de mise en route.

**HONDA CIVIC**

HONDA FRANCE  
20, rue Pierre Curie - 93170 BAGNOLET - Tél. 267.49.29

مركز الاموال



صحنه من الراحل

## POLITIQUE

AVEC LA PUBLICATION DE LEUR « PROJET DE SOCIÉTÉ »

### Les socialistes donnent une nouvelle dimension à leur entreprise

Par THIERRY PFISTER

En publiant leur « projet de société », les dirigeants du socialisme, qui doivent se dérouler à Paris les 12 et 13 octobre, viennent de donner une nouvelle dimension à leur entreprise.

Jusqu'à présent cette initiative avait surtout laissé l'impression d'une entente d'états-majors nouée durant la campagne pour l'élection présidentielle entre MM. Pierre Mauroy, secrétaire national à la coordination du P.S.U., Michel Rocard, ancien secrétaire national du P.S.U., et Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T. Dans la foulée du bon résultat réalisé le 19 mai par la gauche, les trois hommes lançaient leur opération, obtenant le feu vert de M. Mitterrand, qui prenait même l'initiative de proposer le 25 mai que « soit fixé le lieu de rencontre où les socialistes se retrouveront ». Dès le lendemain et le surlendemain le P.S.U. puis la C.F.D.T. donnaient un accord de principe. Il ne restait plus qu'à mettre en place un groupe de travail chargé d'élaborer les documents qui viennent d'être publiés (*Le Monde* du 27 septembre) et qui doivent symboliser l'accord politique existant entre les trois familles de la gauche socialiste.

Pourtant, une fois passé l'effet de surprise, des blocages se sont manifestés au sein des principales organisations intéressées. Bien qu'il n'y ait pas officiellement de partie prenante, la C.F.D.T. enregistre des réactions de mécontentement qui se manifestent de deux côtés :

— d'une part, des syndicats hostiles à toute liaison entre la centrale et une formation politique, tout remarquer qu'une telle alliance interdirait pratiquement aux « cégétistes » de reprocher à la C.G.T. ses affinités avec le P.C.F. ;

— d'autre part, le noyau d'extrême gauche militant au sein de la C.F.D.T. considère cet engagement sur un projet jugé par eux « réformiste ».

Le P.S.U., pour qui se pose le problème de sa survie, paraît s'acheminer inexorablement vers une nouvelle scission. Sa direction a, semble-t-il, définitivement fait le choix de participer à une grande force socialiste. Sa minorité reste décidée à poursuivre son projet de création d'une force autogestionnaire, autonome certes, mais qui risque surtout d'être marginale et d'aller s'ajouter aux autres organisations d'extrême gauche sans parvenir à constituer un authentique pôle politique. Le constat de rupture n'interviendrait en toute hypothèse que lors du congrès du P.S.U. qui suivra les élections et qui aura à en tirer les conséquences. Le conseil national, qui se déroulera les 5 et 6 octobre, à Orléans, ne sera donc qu'une sorte de « répétition générale ». M. Michel Rocard devra toutefois déjà y répondre aux accusations de certains de ses amis qui lui reprochent de sacrifier le P.S.U. à son ambition personnelle et de postuler à la succession de M. François Mitterrand.

Le parti socialiste lui-même n'est pas à l'abri des remous suscités par la convocation des assises nationales du socialisme. De divers horizons, des réticences se sont manifestées, plus ou moins ouvertement. Il y eut d'abord le C.E.R.E.S., peu soucieux de se voir concurrencer dans son rôle d'« aile gauche » du P.S., mais qui a très vite rectifié le tir en sen-

tant que sa base comprenait mal ces jalouses de « bouillottes ». Un C.E.R.E.S. qui n'en reste pas moins sur le qui-vive et prêt à basculer demain dans l'opposition à la direction du parti. Il y eut aussi M. Jean Faperon et ses amis de l'E.R.I.S. (association Etudes, recherches et Informations socialistes) qui, pour être passés par le P.S.U., en ont gardé d'assez mauvais souvenirs, supportant mal l'idée de voir leurs rivaux d'hier se préparer à assumer demain, tardivement, un rôle plus important que le leur au sein du parti socialiste. Il y a aussi les anciens de la Convention des institutions républicaines, le cercle des fidèles de M. Mitterrand, qui refusent farouchement d'envisager une quelconque amorce de succession du premier secrétaire. M. Pierre Joxe, en particulier, a multiplié les tentatives pour annuler le P.S. au P.C.F. dans des conditions telles que l'arrivée du P.S.U. devint impossible. Il lui aurait fallu, en effet, renier toute son histoire depuis 1965 et, notamment, son attitude durant les événements de mai 1968. Les ex-« conventionnels » sont en réalité trop directement liés au destin personnel de M. François Mitterrand pour ne pas ressentir douloureusement son échec électoral de mai dernier et ne pas se crisper plus ou moins à présent, pour tenter de figer une situation qui, ils ne l'ignorent pas, va évoluer rapidement dans les mois qui viennent.

Il y a eu enfin l'incompréhension des partisans de M. Pierre Mauroy lui-même. Envisageant du parti, cadres issus de la S.F.I.O., ils n'ont pas compris pourquoi leur « patron » tenait à « s'entourer » de militants du P.S.U. qui, à leurs yeux, ne peuvent que leur compliquer la vie au sein même du P.S.

#### Une autre dimension

Toutes ces réticences, toutes ces hostilités plus ou moins avouées, devraient en principe être suffisantes, bien qu'elles soient divergentes, pour faire échouer le processus engagé. Or, malgré tout, tant bien que mal, il se poursuit. D'une part parce que les arrière-pensées des adversaires ne sont guère plus avouables que les ambitions personnelles des initiateurs et que personne n'ose s'affirmer franchement adversaire de la réunification de la gauche socialiste. D'autre part parce que le processus actuel a une autre dimension que la petite « combinaison » d'états-majors à laquelle il semble trop souvent se limiter. Quand, en 1968, M. François Mitterrand s'est projeté au premier rang de la gauche il n'avait derrière lui qu'un P.C.F. isolé, un P.S. exsangue, déconsidéré par le décalage de plus en plus criant entre un langage « marxiste » et une pratique des plus opportunistes, un P.S.U. toujours persuadé que le temps jouait pour lui, à travers le relatif succès de sa première campagne présidentielle et le dramatique échec d'une gauche divisée par la crise de 1968. M. Mitterrand a peu à peu réussi à bâtir une gauche nouvelle, rééquilibrée et qui peut enfin se poser sérieusement le problème de la prise du pouvoir. Il n'en reste pas moins que ce renouveau est lié au destin d'un homme, à son charisme, et qu'il reste en conséquence très fragile. D'autant plus fragile que le pouvoir n'a pas en principe d'élections nationales majeures à af-

fronter avant 1978 et que les partis de gauche vont dès lors avoir bien du mal à maintenir un minimum de mobilisation.

Les risques d'avoir à traverser une période de relative apolitisation, comme au lendemain de la guerre d'Algérie, de 1962 à 1969, ou même au lendemain des événements de 1968 et 1969. Dans ces périodes les syndicats ont souvent été amenés à occuper le devant de la scène politique (qu'on se rappelle les « petites phrases » de M. Séguin...) et ce phénomène a des chances de se reproduire dans le contexte économique actuel.

Gestionnaire attentif et homme de parti formé à l'école de la S.F.I.O., M. Pierre Mauroy a donc le souci de profiter de la conjoncture actuellement favorable au P.S., grâce au prestige de son chef, pour construire une véritable organisation de masse. Pour y parvenir, il lui faut acquiescer à une base ouvrière, et donc trouver dans le monde syndical un répondant. Le C.F.D.T. ayant, de son côté, besoin d'un débouché politique, les conditions d'un accord existent. En acceptant de favoriser la réunification du parti socialiste et du P.S.U., le maître de Lille paie en fait le prix de l'alliance avec la C.F.D.T.

M. Michel Rocard, de son côté, tire les conséquences de l'évolution des couches sociales sur lesquelles s'appuie traditionnellement le P.S.U. Leur adhésion à la stratégie d'union de la gauche, comme la décision de la C.F.D.T. de ne pas faire du P.S.U. son propre parti, ont rendu inéluctable, à ses yeux, les reclassements actuels sous peine de s'isoler au sein d'une extrême gauche toujours incoercible. Il n'est donc durablement dans le débat politique national. Mais à partir du moment où la direction du P.S.U. décide de faire le saut et de réunir le parti socialiste, ce n'est bien sûr, pas pour occuper une position minoritaire et continuer de tenir le rôle de témoin prophétique avec moins de liberté encore qu'elle n'en avait en étant indépendante. C'est comme composante de la majorité du P.S. que le P.S.U. se prépare à venir, et donc comme participant à la direction de ce parti. Il est dès lors logique de penser que le visage même de la formation de M. Mitterrand va s'en trouver modifié.

#### L'inquiétude du P.C.F.

Le parti communiste, qui a toujours suivi attentivement l'évolution de la gauche socialiste, ne s'y est pas trompé. Si le P.S.U. était resté autonome il était prêt à lui faire toute sa place et sans doute même plus que sa place au sein de l'union de la gauche. Il l'a discrètement fait savoir aux dirigeants du P.S.U. Dans la mesure où ceux-ci préfèrent jouer le jeu de la réunification socialiste, le P.C.F. a tout intérêt à mettre des bâtons dans les roues et il ne s'en est pas privé en engageant une polémique contre MM. Chapuis, secrétaire national du P.S.U., et Rocard, ce qui gêne, bien sûr, les dirigeants du P.S. Le contenu du « projet de société » n'est pas de nature à calmer les appréhensions des communistes, qui voient sans joie M. Rocard et ses amis venir renforcer les socialistes mais aussi durcir les négociations et la concurrence entre le P.C.F. et le P.S. De la même manière ils avaient mal accepté que M. Mitterrand supplât, en 1971, M. Alain Savary.

M. François Mitterrand ne se trompe pas sur la profondeur des évolutions qui sont amorcées. Si, au lendemain du second tour de l'élection présidentielle, il avait clairement déclaré à ses amis qu'il ne serait plus jamais candidat dans un scrutin de cette nature, mais qu'il restait à la tête du P.S. jusqu'aux prochaines élections législatives, il a depuis pris le

temps de la réflexion. Le député de la Nièvre n'est pas homme à prendre sa retraite et sa dernière conférence de presse a, une nouvelle fois, prouvé qu'il entend bien rester le porte-parole de toute l'opposition et qu'il se tient toujours prêt à assumer la direction des affaires publiques. Il n'ignore pas, pour autant, que son parti a encore besoin de se renforcer, et il n'est pas le dernier à tempêter contre son mauvais fonctionnement et ses insuffisances. C'est pourquoi il a laissé la bride sur le cou à MM. Mauroy et Rocard, se contentant, de temps à autre, de rappeler d'un geste ou d'un mot qu'il est le patron et qu'il est décidé à le rester.

Le péril que doit éviter M. Mitterrand est le même que celui auquel M. Mendès-France n'a pas toujours échappé : ne pas croire, du fait que l'âge vous fait aspirer à des échecs prochains, que le régime est au bord de la crise fatale. Si cette tentation est surmontée et si le parti socialiste continue de jouer son rôle de leader d'une majorité de renouveau sans tomber dans les délices empoussiérées des querelles intestines, la réorganisation de la gauche pourra franchir une nouvelle étape. Cette réorganisation, réussie dans le domaine électoral et parlementaire, pourra réussir dans le domaine social et militant. Dès lors, le projet de société socialiste ne serait pas seulement un texte symbolisant la réunification du P.S. et du P.S.U., mais il deviendrait la base d'une nouvelle négociation avec le parti communiste afin que cet accord sur un programme de législation, la gauche puisse dessiner d'un commun accord, les grands traits de la société qu'elle entend bâtir.

## DE LA TOUR TOKYO

dans le cadre des Olympiades

### TOUT EST A LA PORTEE DE LA MAIN

Loisirs - Sports (le "Stadium", magnifiques ensemble d'agréments, doté d'équipements modernes : piscine, solarium, patinoire, salles de sports).

Commerces - Centre commercial de 10000 m<sup>2</sup>, Supermarché en sous-sol.

Parkings en sous-sol.

Ecoles Maternelles, Crèches, Club de Jeunes, Bibliothèque.

Où, tout est à portée de la main pour assurer le confort, le plaisir et les facilités d'une vie quotidienne harmonieuse, au pied de LA TOUR TOKYO qui élève ses 30 étages dans le cadre des "Olympiades", première cité-loisirs de Paris - au cœur du XIII<sup>e</sup> arrondissement rénové.

269 APPARTEMENTS A VENDRE du studio au 5 pièces (jusqu'au 29<sup>e</sup> étage).

DUPLEX aux 29 et 30<sup>e</sup> étages (2 - 4 et 7 pièces).

PARKINGS EN SOUS-SOL sur 5 niveaux.

BUREAUX EN REZ-DE-DALE : 650 m<sup>2</sup> - entrées indépendantes, le m<sup>2</sup> : 4 100 F.

PRETS complémentaires jusqu'à 80 %.

PRETS des Caisses de Cadre, Employeurs, et Epargne-logement.



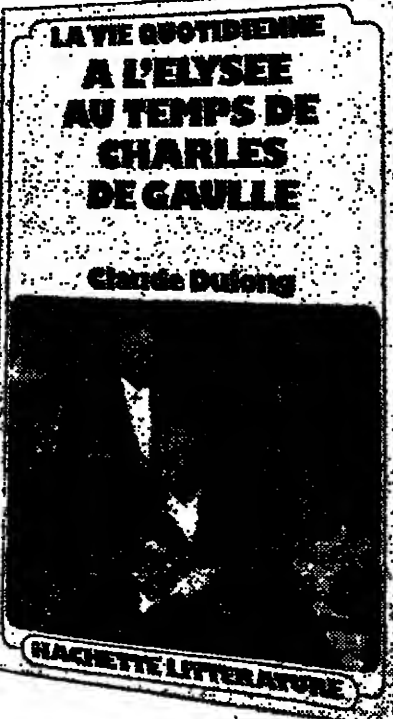
#### SEMICLE

Société d'Economie Mixte pour la Construction de Logements Economiques 5, avenue Berthie Albrecht 75008 Paris

7665176

conduite de nuit **nyctalux** pour mieux voir

30000 exemplaires vendus en 8 jours



chez votre libraire 26F

Jocelyn PARIS

noblesse du cuir



134 bd St Germain Paris 6<sup>e</sup> 033 44 10  
3 rue du Cherche-midi 546 75 47  
Hops, 3 rue de l'anc. comédie 326 48 62  
78178 champs-elysées (arcades) 225 36 33



## POLITIQUE

### A CAGNES-SUR-MER

De nos envoyés spéciaux

Cagnes-sur-Mer. — En ne consacrant en définitive qu'une demi-journée — celle de ce vendredi matin — à l'examen du problème de la qualité de la vie, objet de leurs journées d'études de Cagnes-sur-Mer, les parlementaires U.D.R. ont révélé l'importance prépondérante qu'ils attachent au règlement préalable de leurs problèmes internes. Ils ont en effet traité ces derniers tout au long de la journée de jeudi, et les discours que devaient prononcer au cours de la séance de clôture MM. Sanguinetti, Chirac et Claude Labbé, président du groupe, devaient révéler que l'U.D.R. était une fois de plus à un tournant de son destin.

L'appartenance de l'U.D.R. à la nouvelle majorité présidentielle, le soutien à M. Giscard d'Estaing, l'allégeance à M. Jacques Chirac, n'ont cependant pas été remis en cause. Mais les parlementaires gaulistes, qui le 3 juillet à Vélizy-Villacoublay s'étaient laissés séduire par le premier ministre après la période de réflexion de l'été dans leur circonscription et après l'évolution récente de la situation

## Les parlementaires U.D.R. s'interrogent

générale, voulu réfléchir plus précisément sur la distance qu'ils devaient maintenant entre eux-mêmes et le pouvoir. M. Couvé de Murville a été très applaudi en évoquant la « crise » de l'U.D.R. et en constatant : « Nous ne sommes plus le pouvoir. Nous y participons, et cela est bien différent. C'est que les élus gaulistes redoutent un peu de s'être laissés embarquer sur une galère dont le capitaine ne leur aurait pas dit exactement quelle était sa destination. Ils ont rappelé, à Cagnes, leurs craintes de voir quelques-uns des principes sur lesquels ils ont fondé leur engagement politique — institutions, indépendance nationale, encadrement de l'économie, participation — remis en cause par le chef de l'Etat avec une caution qu'ils lui auraient donnée une fois pour toutes. Cet affrontement a donc fait juger bien téméraire et trop aventuré l'engagement sans nuance pris par le secrétaire général du mouvement, M. Alexandre Sanguinetti, qui avait même renoncé — après quelques semaines d'expectative sordide — à exercer la moindre « vigilance » à l'égard du pouvoir algérien.

Cette liberté prise par M. Sanguinetti lui a été vivement reprochée

par la plupart des participants. Sa mise en cause a été accentuée en raison des déclarations qu'il avait faites en faveur du service militaire à six mois et de la création d'un syndicat unique. Les élus l'ont ainsi accusé d'engager de sa propre initiative le mouvement sans avoir au préalable été mandaté par ses instances dirigeantes, bureau exécutif ou comité central. Reproche et exigence qui pourraient paraître excessives, s'il n'était vrai que pendant toute cette période l'U.D.R. n'a guère existé que par son secrétaire général.

C'est donc le problème des rapports du groupe parlementaire et du mouvement gauliste qui a dominé les débats. M. Sanguinetti affirmait, il y a quelques mois, que sans l'action des militants les élus n'existeraient pas. Il lui est répondu aujourd'hui que sans ses cent quatre-vingts députés l'U.D.R. aurait déjà disparu. Il lui est rappelé que le groupe parlementaire a bien supporté l'épreuve des élections présidentielles, qu'il a conservé sa cohésion et sa force et qu'il ne doit son poids — nous le réitérons — qu'à lui-même. M. Claude Labbé, président du groupe, se faisant l'interprète de la majorité des députés, a donc rappelé devant la presse que le « comportement », l'« état

Ouvertement bienvenu par une assemblée de bienvenue de M. Pierre Sauvalgo, maire de Cagnes, député, la première des deux journées parlementaires de l'U.D.R. était consacrée à un débat sur les relations entre le groupe et le mouvement.

Au cours de la discussion, M. Maurice Couvé de Murville, ancien premier ministre, a déclaré : « En réalité, il s'agit de la crise de l'U.D.R. après une élection présidentielle qui l'a durement secouée à l'intérieur d'elle-même et dans l'esprit de la plupart des Français. N'hésitons pas à dire, puisque c'est la vérité, que nous vivons un brutal retour aux réalités. Nous avons vécu pendant cinq ans dans une sorte de prolongement insupportable de la période antérieure. (...) Nous avons, des années durant, poursuivi, sur la lancée, en cherchant simplement à continuer, en copiant les gestes du mouvement n'ayant guère plus à proposer aux Français que ses services passés et le souvenir du général de Gaulle. (...) Comment les mieux intentionnés auraient-ils pu nous juger avec bienveillance, dans un système où trop nombreux étaient ceux qui cherchaient à se servir de l'Etat et ont, de-ci de-là, fait déborder quelques scandales qui réajustaient inévitablement sur l'ensemble ? »

Après avoir affirmé qu'il était inutile de chercher des « boucs émissaires », l'ancien premier ministre a ajouté : « Nous ne sommes plus le pouvoir, nous y participons, et cela est bien différent. La renouance de l'Etat U.D.R. c'est terminé. Tant mieux. » Evoquant les relations avec le gouvernement, il a dit encore : « Le soutien

n'est pas la discussion ; en démocratie le libre jugement est la loi, et l'loyauté et discipline ne signifient pas inconditionnalité. (...) La contestation ne doit pas être notre fait, non plus l'allégeance les vœux fermés. »

M. Michel Debré, ancien premier ministre, a souligné que la question des relations entre le groupe et le mouvement est secondaire par rapport au problème de l'orientation de l'U.D.R. Le député de la Réunion a suggéré que les parlementaires se préoccupent de la société présente avant de s'interroger sur la société future.

Les participants ont entendu également MM. Lucien Neuwirth (Loire), qui a proposé que l'U.D.R. soit désormais « articulée autour de son groupe parlementaire », devenu sa principale force ; Jean Falala (Mayenne), qui a demandé à ses amis de rester fidèles au gaulisme et vigilants à l'égard du pouvoir ; Michel Boscher (Essonne), qui a estimé que les députés gaulistes ne devaient être « ni des marginaux ni des inconditionnels ».

M. Didier Julia (Seine-et-Marne) a engagé l'U.D.R. à marquer son originalité par des propositions constructives : il s'est prononcé notamment pour une interdiction de l'épargne (« Il n'est pas gauliste, a-t-il dit, de tromper les épargnants. »). Il a reproché à M. Sanguinetti d'avoir renoncé, selon la propre expression du secrétaire général, à la « vigilance » à l'égard du président de la République. Il a souligné que MM. Charbonnel et Robert puissent exprimer librement à l'intérieur de l'U.D.R.

« Ils le pourront s'ils le désirent », lui a répondu le secrétaire général.

M. Gabriel Kasperleit (Paris) a jugé que l'U.D.R. devait cesser de s'interroger constamment sur elle-même pour poser les « vrais problèmes » : ceux de l'Union, de l'énergie, de l'Europe. Il a demandé aussi quelle ne justifie plus par son attitude inconditionnelle la formule de l'Etat de l'U.D.R. M. Pierre Bas (Paris) a invité les députés à « mettre entre parenthèses » leurs divisions afin de faire face à « la véritable guerre économique » qui caractérise, selon lui, la situation actuelle. M. Hector Rolland (Ailier) a regretté notamment que l'on aide les syndicats « qui nous combattent avec acharnement » et que l'on méconnaisse « celui dont les adhérents ont voté pour l'U.D.R. ». Il a réclamé d'autre part, « un changement de style et d'esprit », enfin M. Bertrand Fiorino (Seine-et-Marne) a insisté sur la nécessité du renouvellement avant de conclure : « Le secrétaire général doit préparer sa succession d'urgence dans les mois qui viennent. »

M. Labbé : tourner une page

Au cours de la séance de jeudi après-midi, M. Michel Debré a déclaré l'appartenance de l'U.D.R. à la majorité ne devait altérer en rien ses orientations fondamentales, notamment son attitude à l'égard de l'OTAN et son refus de la supranationalité. La discussion a porté ensuite sur la représentation des par-

lementaires au comité central du mouvement. M. Claude Labbé a souligné que le groupe (dont il est le président) y soit à parité avec les militants. M. Jean-Paul Mourat (Indre) a demandé que les députés soient élus au comité central, non par le groupe mais par les fédérations départementales. MM. Jacques Legendre (Nord), Charles Eignon (Somme), René Cailla (Rhône), Guy Guermeur (Finistère), ont insisté sur l'importance du rôle des militants et sur les dangers d'une « omnipotence » des parlementaires au sein du mouvement. M. Jean-Paul Palewski (Yvelines) a élevé les mêmes objections avant de souligner que pour une armée professionnelle associée à une conscription de six mois — et pour l'existence d'un syndicat unique) M. Sanguinetti a expliqué qu'il n'avait fait que reprendre des thèmes bien connus (« Ce n'est tout de même pas moi qui ai écrit « Vers l'armée de métier », a-t-il lancé) et que, de toute façon, il n'était pas à titre personnel. M. Labbé a estimé que si sur les questions militaires le secrétaire général pouvait exciper de ses anciennes fonctions de chef de la commission de la défense nationale de l'Assemblée, sur les problèmes du syndicalisme il ne pouvait prétendre se poser en spécialiste. Le président du groupe a ajouté que, que que soit la volonté de M. Sanguinetti de parler en son seul nom, ses propos engageaient nécessairement le mouvement. Il lui a donc demandé de s'abstenir désormais de telles déclarations.

M. Labbé a prononcé ensuite l'allocation de clôture de cette première journée : « L'U.D.R., a-t-il dit, doit résolument tourner une page. (...) Ce changement nous est-il imposé ? Seul fait de l'élection présidentielle. Je ne le crois pas. Certes, nous mesurons la gravité de l'échec, mais notre conception

de la majorité nous porte naturellement à admettre qu'un président qui n'est pas issu de nos rangs puisse diriger la nation sans que nous devions reculer, au fond, la nature de notre soutien. Qu'il respecte, pour l'essentiel, même s'il s'en écarte dans le détail ou la manière, — la ligne générale d'une politique que nous pourrions nous-mêmes proposer au pays, et notre concours lui est naturellement acquis. »

M. Labbé a poursuivi : « Dans la conjoncture présente, les Français veulent connaître la vérité, même si cette vérité déplaît ou blesse. Il nous appartient de la dire et de demander qu'on la dise. Cacher au peuple français les difficultés qui l'entourent et les sacrifices qu'il lui faudra consentir est une attitude inconsciente. Le réveil après l'anesthésie est souvent le plus désagréable qui soit. Ce nous reprochera-t-on d'avoir joué les diables à quatre ? Les Cascaud. »

Le président du groupe U.D.R. a précisé que les députés gaulistes entendaient assumer leur mission « tout naturellement au sein de la majorité présidentielle ». « Nous ne nous sentons pas mal à l'aise dans cette majorité, a-t-il ajouté, nos parlementaires et élus diffèrent certes singulièrement de nous. C'est le propre d'une majorité qui repousse tout monolithisme. Faut-il encore donner une définition du lien qui nous unit au président de la République ? Répondre ? Soit sans équivoque, sans restriction, d'une formation qui garde les yeux ouverts et qui a cessé de pratiquer la conjonction des responsabilités au pouvoir et ses obligations propres. Chaque fois qu'il le verra, M. Valéry Giscard d'Estaing trouvera auprès de nous les plus fermes défenseurs d'une politique rigoureuse tant — et nous n'avons aucune raison et aucun droit d'en douter — qu'il s'inspirera des principes fondamentaux de notre engagement. »

M. Labbé a indiqué que l'originalité de l'U.D.R. devait s'exercer « dans l'initiative et la proposi-

tion ou, même, la vigilance au sein de la majorité ». Il a ensuite écarté toute éventualité d'un rapprochement avec la gauche. « Ce n'est pas aujourd'hui, a-t-il dit, que nous allons tendre la main qui nous ferait, même sur une rose. Ce n'est pas aujourd'hui que nous allons intégrer ceux que le général de Gaulle appelait les séparatistes et qui, malgré les apparences, n'ont pas tellement changé. Par nature ou par calcul, ne fournissons pas l'appui qui manque théoriquement à l'opposition pour devenir la majorité. C'est le seul résultat tangible auquel nous pourrions aboutir certains espoirs de rapprochement avec les leaders du programme commun. Ce qui nous intéresse, en revanche, c'est que la politique présidentielle et gouvernementale, la dynamique propre de notre mouvement, puisse inspirer aux masses d'un électoral qui vote plus souvent par opposition qu'il ne par conviction, le goût de nous rejoindre. Mais gardons-nous de rechercher ce « petit bout de chemin » qui prouverait le basculement de la majorité. »

Le président du groupe U.D.R. a exprimé « l'attachement » de ses amis à M. Chirac. Il a déclaré : « Pas plus qu'avec la présidence de la République, nous ne prenons de distance vis-à-vis du

**l'ancien Domaine du  
CHATEAU de CORMONT**

COMMUNE DE BOISMORAND (LOIRET)

**un site exceptionnel  
au cœur boisé du Gâtinais**

**LE TERRAIN A BATIR**

de vos week-end et de vos vacances,  
**dominant  
deux superbes étangs (10ha)**

Des terrains parfaitement viabilisés,  
avec eau, électricité, tout à l'égout, larges allées forestières goudronnées.  
Tout proche de la célèbre Auberge des Templiers et de  
l'Hostellerie du Château des Bezards.

**UN EXEMPLE:  
2.738m<sup>2</sup> pour 30.000 F.**

CREDIT SPECIAL POSSIBLE  
mensuellement adapté à vos moyens.

**E. GUILLENS**  
PROPRIETAIRE  
vous remercie de votre prochaine visite.

Son bureau de vente est sur place.  
(Tél.: 15.38.95.01.96)

La Mairie de Boismorand (45)  
peut aussi vous renseigner.

Accès direct par Autoroute du Soleil et RN 7.



**MATÉLAS EN SOMMIERS EN ENSEMBLES**

**TRÉCA  
ÉPÉDA  
SIMMONS**

ont choisi CAPELOU pour la vente de leurs MEILLEURES LITERIES

MAISON TRÉCA

LIVRAISON GRATUITE DANS LA JOURNÉE

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI

**CAPELOU** distributeur

Seule adresse de vente :  
37, Av. de la République  
PARIS XI<sup>e</sup> - M<sup>étro</sup> PARMENTIER  
Tél. 357.48.35 +

**M. JEAN BOINVILLIERS CHARGÉ  
D'UNE MISSION TEMPORAIRE  
POUR LES PROBLÈMES DE  
L'INFORMATION.**

Par décret paru jeudi 26 septembre au Journal officiel, M. Jean Boinvilliers, député U.D.R. de la deuxième circonscription du Cher, est chargé d'une mission temporaire auprès du premier ministre pour les problèmes de l'information.

Cette mission lui avait été confiée par un décret du 28 mars 1974 (Le Monde du 29 mars), auprès de M. Jean-Philippe Lecat, ministre de l'Information. Mais, « en raison des circonstances » (incident du Cher, est chargé d'une mission temporaire de renseignements pour des améliorations susceptibles d'être appliquées dans notre pays.

M. Boinvilliers aura pour tâche, à compter du 26 septembre, d'être chez les partenaires européens de la France, les structures de l'information et d'en tirer éventuellement des enseignements pour des améliorations susceptibles d'être appliquées dans notre pays.

**Pour votre  
DEMENAGEMENT**

**208 10-30 ODOUL**

**MEME SI VOUS  
MESUREZ  
2 METRES,**

**NOUS VOUS HABILLONS  
EN PRIET-A-PORTER.**

**LA CHEMISE**  
en oxford  
vert nil

**LE BLAZER**  
de serge  
vert bouteille

**LE PANTALON**  
coordonné  
en tweed

Un hiver tout en vert

Pourquoi les grands  
hommes ne seraient-ils  
pas eux aussi à la mode ?

Les chemises du 37 au 46  
dans une gamme  
de super, longues  
de manches et de buste.  
Les vestes du 42 au 60  
font duo avec elles.  
Les pantalons du 36 au 62  
ont des jambes...  
qui n'en finissent pas.

**berdy**

79 AVENUE DES TERNES  
PARIS 17 TEL. 330 35-13  
PARKING GRATUIT

**Un des fabricants principaux de produits alimentaires et boissons aux  
Pays-Bas a l'intention d'introduire un produit NOUVEAU sur le marché  
français, un produit ayant des possibilités POTENTIELLES.**

Les projets d'une fabrication locale en France sont déjà avancés.

Nous sommes intéressés d'entrer en contact avec une organisation de vente de bonne  
réputation ayant une large expérience de vente de produits alimentaires de haute qualité aux  
supermarchés, grands magasins, etc., couvrant toute la France.

Pour des renseignements complémentaires, adressez-vous à :

DOUMA Verenigde Bedrijven B.V.  
Nieuwe Donk 3, B.P. 32,  
ETTEN - LEUR. 4370, Pays-Bas  
Téléphone : 01608-3385  
Téléc. : 540-5.

مكتبة الادب



POLITIQUE

# sur la survie du mouvement gaulliste

d'esprit des responsables du mouvement devaient changer. Ces derniers — et M. Sanguinetti le premier — devaient reconnaître admettent que le groupe parlementaire détiendrait la responsabilité de l'action politique permanente, alors que le mouvement serait chargé de fixer la doctrine à long terme.

Le président du groupe n'a pas hésité à inviter ses amis à être « vigilants », à garder « les yeux ouverts » et même à jouer les Cassandre plutôt que les étourdis satisfaits, afin de conserver intacte leur force de proposition, et même de « critiquer ». L'hommage appuyé rendu à M. Chirac, l'énumération de ses qualités, le titre qui lui a été décerné par M. Labbé de « chef de la majorité représentée au gouvernement et au Parlement », ont montré suffisamment que l'adhésion du mouvement prenait aux yeux de l'U.D.R. les traits d'un premier ministre pris vis-à-vis du président de la République, dont la capacité à surmonter une éventuelle crise grave a été mise en cause, constituant bel et bien un désaveu de l'attitude de M. Sanguinetti. Celui-ci a-t-il été convaincu d'accepter le nouvel équilibre

premier ministre. Nous voulons simplement conserver intacte notre force de proposition et de critique. Nous ne sommes aujourd'hui cette chance pour la France d'avoir un premier ministre jeune, dynamique, combatif, ayant du caractère et une grande ambition. En des temps difficiles, une telle présence à la tête du gouvernement s'impose, comme doit s'imposer également et logiquement son rôle de chef de la majorité représentée au gouvernement et au Parlement.

Après avoir souligné qu'il appartenait au mouvement de fixer la doctrine et au groupe d'exercer l'action politique permanente, M. Labbé a invité l'U.D.R. à répondre à l'espérance de deux immeubles collectifs qui devaient être édifiés dans le quartier de La Baule-les-Pins. Le premier immeuble, dénommé « le Vermont », devait accueillir trente logements et être situé avenue des Alpes. Le second, dénommé « la Grande-Mare », devait accueillir cinquante-cinq logements et être situé avenue de Lyon.

En annulant ces permis de construire qu'il avait auparavant approuvés, M. Guichard donne raison à l'Association pour la protection et l'embellissement du site de La Baule-Escoubiac. Celle-ci avait, en effet, découvert que la municipalité appliquait depuis plusieurs années un plan d'urbanisme non approuvé officiellement (le Monde du 17 août). Le plan « légal » et plus restrictif en matière de construction était, en revanche, resté lettre morte. En conséquence, l'Association avait attaqué devant le tribunal administratif les deux permis de construire qui sont aujourd'hui annulés et qui, s'ils avaient été maintenus, l'auraient été en violation de la réglementation.

RECTIFICATIF. — Le pourcentage des voix obtenues aux élections présidentielles du 19 mai 1974 par M. Giscard d'Estaing et M. Mitterrand à Aix-en-Provence est de 53,80 pour le premier et de 46,20 pour le second.

Les pourcentages publiés dans l'article d'Alain Richard « Un nouveau paysage électoral » doivent être corrigés en conséquence (le Monde du 19 septembre 1974).

proposé entre le groupe parlementaire et le mouvement ? N'ayant guère trouvé de défenseurs à Capot, il a certes déclaré devant la presse : « Le mouvement est là pour être le support des élus », mais les ambiguïtés ne seront levées que lorsque les intentions qui viennent d'être exprimées seront concrétisées. Il s'agit en somme de trouver une recette qui permette une meilleure coopération et une plus grande interprétation entre les militants et les élus du gaullisme.

Au comité central des 5 et 6 octobre, les députés présenteront des projets de réforme tendant à donner au groupe parlementaire en tant que tel une place dans les instances nationales — bureau exécutif et comité central — égale ou presque à celle des militants. Le secrétariat U.D.R., qui s'est fondé contre les partis politiques, qui a longtemps brocardé le parlementarisme, se voit donc aujourd'hui contraint par la dureté des temps et l'ironie de l'histoire à rechercher le salut dans un recours à ses députés, rendant ainsi un amer hommage au pouvoir du Parlement. Plus que de « la qualité de la vie », c'est en définitive de la nature de leur propre survie qu'on débâtit les députés U.D.R.

André Passeron.

Enfin, M. Caille insiste sur la nécessité de la participation et sur la nécessité de « réformer en profondeur la nature des rapports entre partenaires sociaux ». A propos du cadre de vie, M. Didier Julia (Seine-et-Marne) insiste notamment sur la condition du troisième âge et des malades, sur une politique de l'urbanisme qui devrait généraliser « la maison individuelle en propriété », favoriser le développement des villes moyennes et les équipements collectifs, entre les nécessités du logement et celles du travail. Il propose notamment que le refus de toute dérogation aux prescriptions des plans d'occupation des sols trouve sa contrepartie dans une compensation financière versée au propriétaire.

M. Aymeric Simon - Lorient (Var), maire de Sainte-Maxime, consacre sa communication à la question de la municipalisation des terrains à bâtir. A propos de ceux situés au centre des villes, il déclare notamment qu'il convient « de plafonner le droit de construire afin de permettre à la commune de récupérer un certain droit », mesure dont la conséquence serait que « les communes ne souffriraient pas de la spéculation et ne verraient pas leur budget grevé par des acquisitions foncières fort coûteuses bénéficiant à des particuliers au détriment de la collectivité ».

M. Marc Lauriol (Evelines) présente le rapport sur l'environnement. Il demande que soit respecté, dans l'avenir, l'équilibre entre les villes et les campagnes, entre le béton et les arbres, entre

Les relations entre l'U.J.P. et la jeunesse communiste

M. FASSEAU  
RÉPOND À M. MALAUD

M. Jean-Paul Fasseau, président de l'Union des jeunes pour le progrès, vient d'adresser à M. Philippe Malaud une réponse à la lettre que l'ancien ministre républicain indépendant lui avait envoyée pour condamner la rencontre des dirigeants de l'U.J.P. avec ceux de la jeunesse communiste (le Monde du 27 septembre).

« Votre réaction, écrit M. J.-P. Fasseau, ne surprendra personne et surtout pas ceux qui connaissent vos positions politiques personnelles, qui n'ont jamais été considérées comme particulièrement progressistes. Mais ceci est votre droit le plus strict.

« Le texte de votre lettre démontre en tout cas que vous avez fort mal lu l'ensemble des positions de l'U.J.P. publiées depuis trois ou quatre jours et que, bien entendu, vous retenez uniquement ce qui vous intéresse.

« Cela fait plus d'un an que nous affirmons publiquement la nécessité pour l'U.J.P. de dialoguer avec tous les mouvements politiques de jeunesse, car il est absurde que chacun reste enfermé dans une sorte de ghetto, ignorant ou méprisant le voisin.

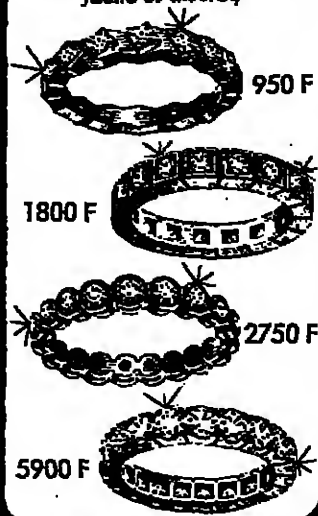
« Vous affirmez avec conviction que notre démarche trahit la pensée du général de Gaulle et constitue en quelque sorte une escroquerie vis-à-vis de nos idées.

« Le caractère sommaire de cette réaction me contraint à vous rappeler que le général de Gaulle fit appel à des ministres communistes et que 20 % du corps électoral votent pour les candidats du P.C. »

alliances diamants chez MP

le choix, les prix, le crédit gratuit

règlement en 6 mensualités sans intérêts, ni agios (ou crédit jusqu'à 21 mois facile et discret)



MP

8, place de la Madeleine - Paris  
138, rue Lafayette - Paris  
86, rue de Rivoli - Paris  
92 - Colombes - 45, rue Saint-Denis  
93 - Montreuil - 217, rue de Paris  
catalogue gratuit 260.31.44

Conformément à la demande de l'Association de la protection de La Baule

M. GUICHARD ANNULE LE PERMIS DE CONSTRUIRE DE DEUX IMMEUBLES COLLECTIFS

M. Olivier Guichard, maire de La Baule, ancien ministre de l'aménagement du territoire et de l'équipement, candidat à l'élection législative partielle du 29 septembre, vient de prendre deux arrêtés annulant le permis de construire de deux immeubles collectifs qui devaient être édifiés dans le quartier de La Baule-les-Pins. Le premier immeuble, dénommé « le Vermont », devait accueillir trente logements et être situé avenue des Alpes. Le second, dénommé « la Grande-Mare », devait accueillir cinquante-cinq logements et être situé avenue de Lyon.

En annulant ces permis de construire qu'il avait auparavant approuvés, M. Guichard donne raison à l'Association pour la protection et l'embellissement du site de La Baule-Escoubiac. Celle-ci avait, en effet, découvert que la municipalité appliquait depuis plusieurs années un plan d'urbanisme non approuvé officiellement (le Monde du 17 août). Le plan « légal » et plus restrictif en matière de construction était, en revanche, resté lettre morte. En conséquence, l'Association avait attaqué devant le tribunal administratif les deux permis de construire qui sont aujourd'hui annulés et qui, s'ils avaient été maintenus, l'auraient été en violation de la réglementation.

RECTIFICATIF. — Le pourcentage des voix obtenues aux élections présidentielles du 19 mai 1974 par M. Giscard d'Estaing et M. Mitterrand à Aix-en-Provence est de 53,80 pour le premier et de 46,20 pour le second.

Les pourcentages publiés dans l'article d'Alain Richard « Un nouveau paysage électoral » doivent être corrigés en conséquence (le Monde du 19 septembre 1974).

Les élections sénatoriales dans le Nord

UNE MISE AU POINT DE M. BATAILLE, PRÉSIDENT DES RÉPUBLICAINS INDÉPENDANTS DU DÉPARTEMENT.

M. Jean-Paul Bataille, président de la fédération des républicains indépendants du Nord et quatrième sur la liste d'Union des centristes et indépendants (suivant de M. Dilligent, qui n'a pas été réélu le 22 septembre), nous adresse une mise au point concernant une déclaration de M. Pierre Carous, président du groupe U.D.R. du Sénat, qui l'avait accusé d'être responsable de l'échec de M. Dilligent (le Monde du 24 septembre) ainsi que de l'élection d'un second sénateur communiste.

« (...) Il est contraire à la vérité, déclare M. Bataille, de maltraiter personnellement l'échec d'une liste d'union totale de la nouvelle majorité présidentielle. L'alliance réalisée par la fédération des républicains indépendants du Nord a été décidée par son bureau, après consultation des militants et de la fédération nationale. De plus, des militants dans toutes les formations intéressées, y compris l'U.D.R., étaient très réservés à l'idée de constituer une liste d'union totale. Psychologiquement, l'absence n'était pas mûre. (...) Contrairement aux affirmations de Pierre Carous avant le scrutin du 22 septembre et depuis, l'élection d'un second sénateur communiste était inévitable compte tenu du progrès de ce parti dans le Nord.

« L'argument développé avec insistance par l'U.D.R., « vous avez le choix entre M. Schumann et un communiste », a eu pour seul résultat d'éliminer André Dilligent.

« Les socialistes avec 1 456 voix et les communistes avec 1 007 voix dépassent de 128 voix les voix additionnées de l'U.D.R. et des centristes et indépendants.

« Il ne me semble donc pas sérieux d'affirmer qu'une liste de la nouvelle majorité présidentielle aurait obtenu un siège supplémentaire. »

A 20 MINUTES DE PARIS, UN PROGRAMME EXCEPTIONNEL

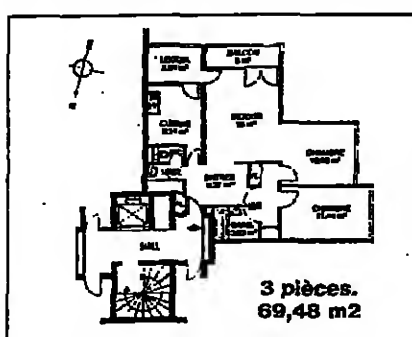
## 55000 m<sup>2</sup> de parc 6 petits immeubles de qualité

Un parc de 6 ha où l'on ne construit que 6 petits immeubles (avec un studio ou un 5 pièces, vous bénéficiez toujours de 5,5 ha de verdure). Des appartements, avec balcon ou jardin individuel, bien conçus (voir plan ci-dessous), bien équipés (dressing aménagé, vraie moquette, etc.) sur place un tennis avec son club-house, à 200 mètres une piscine, des écoles, un centre commercial tout proche, et, à la porte de votre parc privé, Brunoy, ravissant village de l'Île-de-France : n'allez donc pas chercher ailleurs ce que vous ne trouverez qu'au Grand Parc de Brunoy.

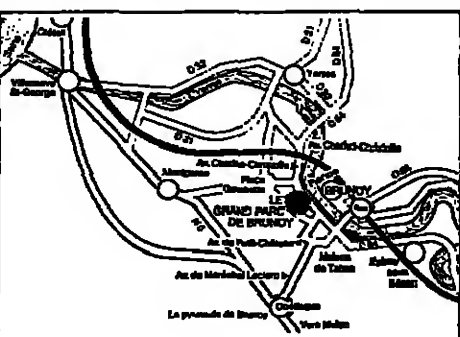


1 - 6 petits immeubles comprenant 212 appartements seulement (permis de construire n° 735710). 2 - parc de 55000 m<sup>2</sup>. 3 - tennis. 4 - club house. 5 - garages. 6 - petit pont. 7 - double pièce d'eau.

LE GRAND PARC DE BRUNOY, 2600F LE M<sup>2</sup>, PRIX FERME ET DÉFINITIF



Visitez l'appartement-modèle sur place, ouvert tous les jours (sauf mardi et mercredi) de 12 h à 19 h, même le dimanche. Accès par la RN 5, Maisons-Alfort, Villeneuve-St-Georges, et suivre le fléchage jusqu'au Grand Parc de Brunoy (par le train : 20 mn). 7 rue Charles-Christoffe. 91800 Brunoy tél. 922 88 78.



SEFRI CIME

91-LONGJUMEAU  
**LE VAL D'OR**  
39 maisons dans une clairière  
**A partir de 220.000 F.**  
Bati-Service  
Tél. 744.87.79.

91-LONGJUMEAU  
**LE VAL D'OR**  
39 maisons dans une clairière  
**Construction traditionnelle**  
Bati-Service  
Tél. 744.87.79.



(Publité)

**ROYAUME DU MAROC**

Office Régional de mise en valeur agricole du GHARB  
KENTRA

**AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL**  
N° 51/74

Le Directeur de l'Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Gharb recevra jusqu'au 6 Kasâda 1394 (21-11-1974) à 12 heures des offres de prix pour la construction, la fourniture et le transport de 4.800 regards préfabriqués en anhydride ciment ou en polyester pour le réseau de collecteurs de drainage du secteur F 8 de la première tranche d'irrigation (P.T.I.).

Le dossier est à retirer au siège de l'O.R.M.V.A.G. - Service de l'Équipement - Carrefour Méditerranée Kénitra - contre versement d'une somme de cent dirhams (100 Dh.).

### Lentilles de contact miniflexibles. Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.



Informez-vous chez :  
YSOPTIC  
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS  
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants  
Journées et étrangères sur demande.

## RELIGION

### POINT DE VUE

## POUR UNE ÉVANGÉLISATION compréhensible, utile et vérifiable

Par GABRIEL MARC (\*)

DES évêques sont réunis pour examiner comment évangéliser le monde moderne, c'est-à-dire lui annoncer efficacement la « bonne nouvelle » du salut en Jésus-Christ. Il est dommage qu'ils n'aient pas jugé bon de recueillir l'expérience des mouvements de laïcs dont l'évangélisation est pourtant la raison d'être. Pour la France on ne peut objecter que la récente session pastorale ait tenu lieu de consultation, son objet ne recouvrant que très partiellement celui du synode. Quant à l'audition d'un biologiste français connu pour ses idées partiales, mieux vaut n'en point parler.

Faisons un constat : l'évangélisation ne progresse plus mais régresse, et l'on peut concevoir des inquiétudes pour l'avenir de la foi. Tout se passe comme si le christianisme échouait finalement à donner un sens à l'existence des hommes, au moment même où ceux-ci le cherchent éperdument.

Bien entendu nous ne sommes les idéologies trompeuses et le matérialisme jouisseur. C'est nous, pourtant, la communauté des croyants, l'Eglise, qu'il faut accuser : nous présentons une bonne nouvelle incompréhensible, inutile et invérifiable.

Incompréhensible parce que présentée dans le langage d'une ére révolue d'une aire géographique limitée, qui n'est plus accessible qu'au reste des gens formés à l'humanisme bourgeois. Nous sommes réticents devant cette interprétation de l'histoire humaine dans le cosmos qui s'organise en ce moment même, à travers de multiples colloques, en langage de référence universel. Nous persistons à méconnaître en fait la diversité des expériences que reflètent les cultures des groupes humains, ce qui les oblige à recevoir la « bonne nouvelle » comme une langue étrangère.

Inutile parce que nous ne répondons pas aux deux questions fondamentales pour l'avenir de l'humanité : d'une part, comment concilier les libertés follement conquises sur une terre paraissant inépuisable avec la nécessité récente de la stricte organisation d'une terre très petite où les hommes vont être très nombreux ; d'autre part, après avoir soumis efficacement la nature pour s'extraire de la misère et de la maladie, comment assumer la responsabilité d'une nature qui devient une création de la culture humaine. Cette dernière question, nous refusons même qu'elle soit posée en érigant comme norme une loi naturelle qui apparaît aux gens comme une servitude.

Invérifiable enfin, parce que nous ne portons pas de fruits. La bonne nouvelle n'est qu'un discours que la communauté des croyants n'applique pas : les nations réputées chrétiennes sont les plus riches et les mieux armées. Certes, il y a, ici ou là, des ten-

tatives timides pour faire exister une communion locale témoignant de la force de l'évangile. Mais elles subsistent difficilement en marge d'une organisation ecclésiale encore considérée comme universellement valable bien qu'antérieure des temps ruraux et féodaux.

Ainsi, loin d'accompagner l'œuvre humaine, nous trahons derrière. Pourtant, avec bon nombre de croyants, je suis persuadé que nous détenons bien une information sensationnelle pour la réussite de cette aventure, et nous sommes coupables de ne pas la livrer. Il nous faut donc la rendre compréhensible, vérifiable.

Compréhensible en libérant l'expression de la bonne nouvelle de sa gangue formelle, afin qu'elle puisse être perçue par toutes les cultures présentes sur la terre aujourd'hui. Il ne s'agit ni de la brader ni de l'embellir. La critique évangélique vaut aussi pour les cultures. Mais faut-il que la critique s'exerce à partir de l'expression de l'évangile dans une unique culture révolue, ou bien à partir d'une expression universelle enrichie des apports de toutes les cultures ?

Utile en extrayant de son contenu ce qui répond aux questions les plus graves d'une humanité qui a conscience de franchir un seuil dangereux. Pour cela, il nous faut témoigner d'une réelle estime pour la vie des gens, toute la vie, sans exclusive ni préjugé, et accueillir favorablement les courants de pensée et les réalisations du monde moderne. Pour s'exercer après et non avant, la nécessaire critique évangélique ne peut y perdre en force, bien au contraire.

Vérifiable enfin en produisant des œuvres : la première est de faire réellement l'Eglise à la dimension universelle. Il ne s'agit pas de renforcer la structure hiérarchique qui vient coiffer une masse indistincte d'individus juxtaposés. Il s'agit au contraire de créer des communions locales diversifiées et de libérer l'expérimentation de cet « être ensemble » original qui découle des conseils évangéliques. Il s'agit aussi de relancer des communions par des liens directs faisant une communion à la dimension universelle. La seconde, c'est d'être très exigeant quant à la qualité du don de soi aux autres que manifeste la don d'argent, de temps et d'affection.

Faute de cela, il n'est pas d'évangélisation possible. Lorsque le Christ appelait ses premiers disciples, il leur disait simplement : « Venez et voyez ». Il y avait quelque chose à voir. Si nous voulons que les nations deviennent disciples, il faut aussi que dans notre Eglise il y ait quelque chose à voir dont on ne puisse plus se passer.

(\*) Président de l'Action catholique des milieux indépendants.



100 rue de la Chapelle, 75018 Paris

### UN DES RARES PROGRAMMES DANS PARIS A BÉNÉFICIER DES PRETS DU CREDIT FONCIER

A Super-Chapelle, vous avez le choix entre tous les types d'appartements, du studio au 4 pièces. Ils sont immédiatement livrables, prêts à habiter.

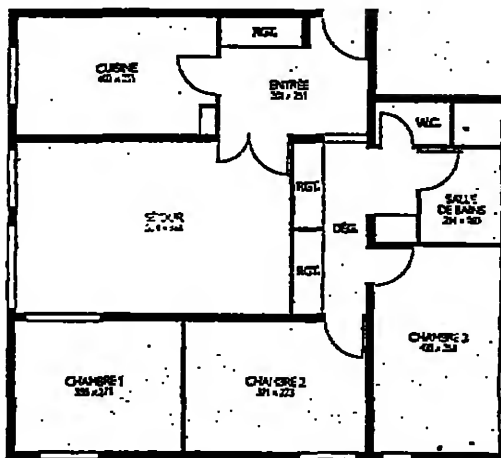
Et ce programme est un des très rares dans Paris à bénéficier des prêts du Crédit Foncier, sans plafond de ressources.

#### TOUT AUTOUR DE L'IMMEUBLE

Tout autour de l'immeuble des parterres, du gazon et des plantations d'arbres. Des chemins exclusivement réservés aux piétons conduisent aux entrées de l'immeuble. Des espaces, réservés permettent aux enfants de jouer en toute sécurité.

Pour les transports, aucun problème, que vous preniez votre voiture garée en sous-sol, ou le métro, au pied de l'immeuble (métro : Porte de la Chapelle).

Prix moyen des 4 pièces : 242 800 F, prix ferme et définitif.



#### VISITE DE L'APARTEMENT-TEMOIN, RENSEIGNEMENTS ET VENTE :

Sur place : 100 rue de la Chapelle, 75018 Paris, tous les jours, sauf le mardi, de 14 h à 19 h ; samedi, dimanche et jours fériés de 11 h à 19 h.

A la Boutique Ocil : 55 bd Malesherbes, 75381 Paris Cedex 08. Tél. 387.33.28 et 522.67.10.



57-59 bd Malesherbes, 75381 Paris Cedex 08.

Je désire recevoir sans engagement de ma part la brochure :

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Découpez et envoyez à :  
Boutique OCIL  
57-59 bd Malesherbes  
75381 Paris Cedex 08

**SPECIALISTES EN  
INSTALLATIONS DE CUISINES**

**CREATIONS if**

du sur mesure  
au prix du standard

**J. francolon et A. nodale**  
Installateurs-conseils

Exposition permanente  
8, RUE ST-BERNARD, 75011 PARIS - 700.69.82

Se rendent à domicile sur rendez-vous  
**DEVIS - MAQUETTES GRATUITS**

مركز من الامم



## RELIGION

### L'OUVERTURE DU SYNODE ÉPISCOPAL A ROME

#### L'évangélisation repose sur une confiance totale en Dieu rappelle Paul VI

De notre envoyé spécial

Rome. — Tandis qu'à Rome forment des banderoles et des affiches publicitaires pour l'Esorciade et pour l'Antechrist, le quatrième synode épiscopal de l'Eglise catholique s'est ouvert ce vendredi 27 septembre au Vatican, à la chapelle Sixtine, par une messe solennelle. Dans son homélie, Paul VI a rappelé que l'évangélisation, thème du synode, repose sur une confiance totale en Dieu.

« Seigneur Jésus, nous voici prêts à partir pour annoncer ton

En Allemagne fédérale

#### LA HIERARCHIE CATHOLIQUE S'ASSURE LE CONTROLE D'UN HEBDOMADAIRE

(De notre correspondant.)

Bonn. — L'Eglise catholique ouest-allemande vient de s'assurer une confortable majorité dans l'hebdomadaire Rheinischer Merkur, qui paraît à Cologne. Sept diocèses, dont celui de Cologne, ont racheté pour 8 millions de marks les parts appartenant à une maison d'édition de Hambourg, portant ainsi leur participation à plus de 80 %. Jusque-là, ils ne possédaient que 13 % du capital par l'intermédiaire d'un notaire de Cologne, mais l'hebdomadaire recevait déjà des subventions de l'Eglise.

Cette opération financière a provoqué un malaise dans certains milieux catholiques ouest-allemands. Il y a près de deux ans, en effet, la conférence des évêques avait refusé de donner 6 millions de marks pour renouer l'hebdomadaire. Publika, dont la ligne politique, proche du parti social-démocrate et critique à l'égard de l'Eglise officielle, ne plaisait pas à la majorité des prélats.

L'orientation du Rheinischer Merkur leur convient mieux. L'hebdomadaire, qui tire à cinquante mille exemplaires, défend une politique proche de la démocratie chrétienne. En en prenant le contrôle, l'Eglise catholique ouest-allemande s'assure, pour développer ses conceptions politiques et sociales, une tribune qui lui a fait défaut, notamment au moment du débat sur la libéralisation de l'avortement. — D. V.

Evangelio au monde, a dit le pape. « Nous nous souvenons, oui, nous nous souvenons de ces paroles enflammées de l'Apôtre saint Paul, qui nous assurent une garantie sans limite et contre toute difficulté dans l'entreprise difficile que représente l'évangélisation du monde pour nous, hommes parmi les hommes, à nous qui sommes dépourvus de puissance terrestre, à nous qui sommes pauvres de ressources temporelles. »

Auparavant, le pape avait déclaré : « En abordant nos travaux de réflexion et nos discussions, nous serons tentés d'analyser minutieusement les besoins spirituels de ce monde, les possibilités d'apostolat et de rechercher les méthodes capables d'assurer une présence plus vigoureuse à tout, nous préférons, avant tout, nous tourner vers toi pour confirmer en nous cette première certitude : que le fait même de l'évangélisation naît de Toi, Seigneur, comme un fleuve, il a une source et Toi, Seigneur Jésus-Christ, Tu es cette source. »

Le pape devait prendre la parole à nouveau ce vendredi après-midi lors de la première assemblée de travail consacrée au rapport de Mgr Ladislav Rubin, secrétaire général du synode ainsi qu'au bilan pastoral de la vie de l'Eglise d'aujourd'hui, par Mgr Aloisio Lorscheider, archevêque de Fortaleza (Brésil), membre du conseil du secrétariat du synode. On s'attend que le Saint-Père tiendra des propos plus techniques sur le rôle présent et à venir du synode. Rappelons que certains membres de ce dernier pourraient être agréés au concile lors de la vacance du siège pontifical, dont ainsi à cette assemblée un relief tout à fait nouveau.

Le vœu se lève peu à peu sur le contenu du document préparatoire du synode, théoriquement réservé aux participants. Certains pays ont pris l'initiative de traduire ce texte, rédigé en latin, afin de le rendre plus accessible. Un des buts de cet exposé est de soulever un certain nombre de questions sur lesquelles les évêques auront à réfléchir. Citons-en quelques-unes : signification des mouvements charismatiques (pentecôtisme, etc.) qui fleurissent un peu partout ; les petites communautés, qui se présentent comme des cellules plus ou moins

détachées de l'Eglise ; la naissance de nouveaux ministères de laïcs, qui montrent que les prêtres ne sont pas les seuls évangélisateurs ; les conséquences de l'irrésistible croissance numérique des jeunes, surtout dans le tiers-monde ; la dissociation entre la vie de la foi et la pratique religieuse ; l'importance et les conséquences de l'œcuménisme ; la nécessité de dialoguer avec les religions non chrétiennes et avec les athées ; l'utilité des missionnaires étrangers dans les pays d'outre-mer ; les rapports entre les libérations humaines et le salut ; l'influence des moyens de communication sociale ; le renouveau liturgique, etc.

Samedi 28, le synode doit aborder le thème qui lui a été assigné. Mgr Roger Etchegaray, archevêque de Marseille, fera un rapport sur la situation de l'évangélisa-

tion en Europe. Les quatre autres continents seront traités par Mgr James Sangi, évêque de Mbeya en Tanzanie (Afrique), Mgr Edouardo Pironio, évêque de Mar-del-Plata, en Argentine (Amérique latine), Mgr Joseph Bernardin, archevêque de Cincinnati (Amérique du Nord, Australie et Océanie), le cardinal Joseph Cordoba, archevêque de Karachi au Pakistan (Asie).

Notons enfin que le Vatican semble prendre de plus en plus au sérieux le désir des journalistes d'être mieux informés. Pour la première fois, une conférence de presse avec traduction simultanée a été organisée à leur intention le 26 septembre pendant plus de trois heures, avec la participation du Père Roberto Tuoli, directeur de Radio-Vaticana, de Mgr Rubin et du Père Grasso, théologien jésuite.

HENRI FESQUET.

#### LE PÈRE JEAN ROMARY VICAIRE GÉNÉRAL DU DIOCÈSE DE PARIS

Le Père Jean Romary vient d'être nommé vicaire général du diocèse de Paris par le cardinal François Marty, archevêque de Paris, en remplacement du Père Michel Sautreau, devenu évêque du Havre.

Âgé de quarante-quatre ans, le Père Romary a été ordonné en 1957. Docteur en théologie, missionnaire du travail à Drancy, puis professeur de théologie au séminaire d'Issy-les-Moulineaux jusqu'en 1963, il a occupé ensuite les fonctions de conseiller pour les questions sacerdotales de 1963 à 1971 avant de devenir curé de Saint-Lambert de Vaugrassat, où il succède au Père Sautreau, chargé qu'il conserve encore à titre provisoire.

Le Père Marcel Hugues, secrétaire des doyens et vicaire épiscopal, succèdera le Père Romary.

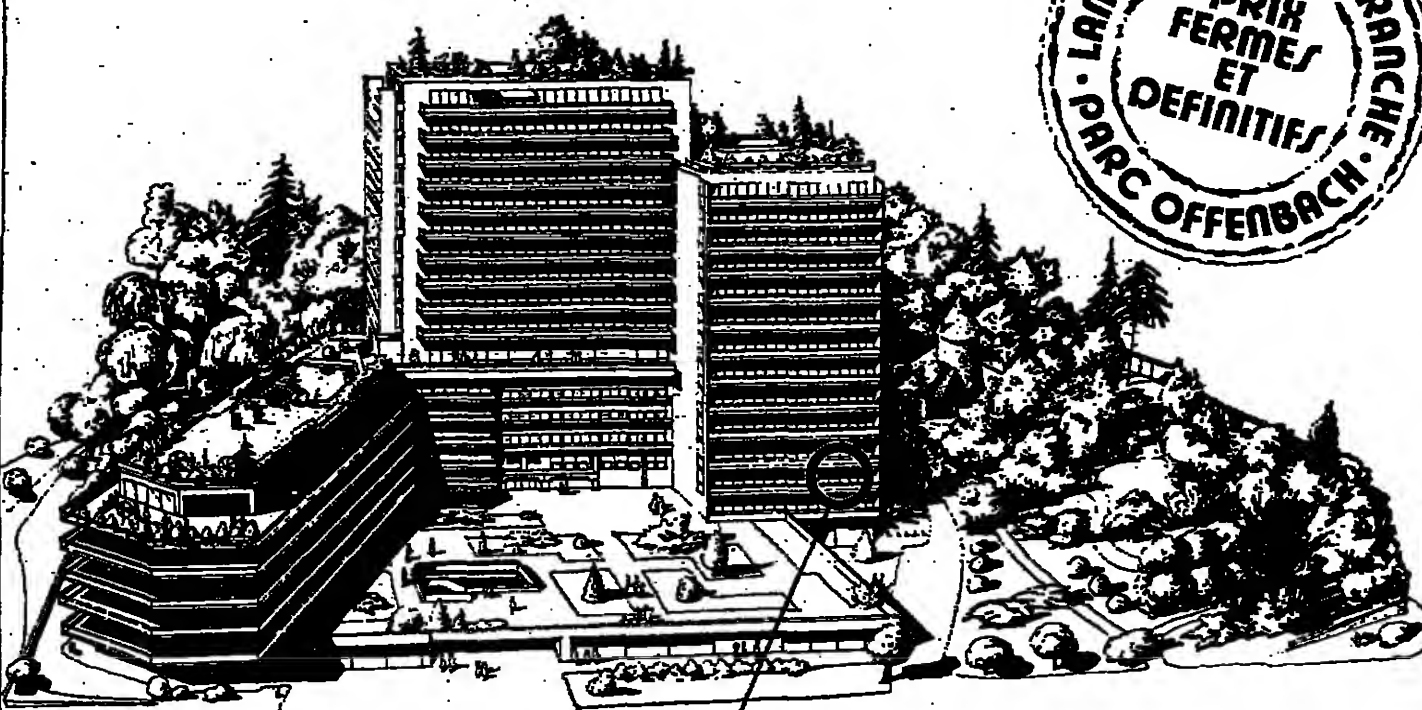
La revue « Etudes internationales », publiée par le Centre québécois de relations internationales de l'université Laval, consacre son dernier numéro à la coopération internationale entre pays francophones. C.P. 337 St-Louis, Québec, P.Q. G1T 2R5.

#### LE PÈRE JEAN-MARIE VASSEUR EST ÉLU SUPÉRIEUR GÉNÉRAL DES PÈRES BLANCS

Rome (A.F.P.). — Le Père Jean-Marie Vasseur, un Français de quarante-deux ans, a été élu supérieur général des missionnaires d'Afrique (Pères blancs), le jeudi 26 septembre, par les quatre-vingt-quatre membres du dixième chapitre général de la société, réuni à Rome depuis le 3 septembre. Il remplace le Père Théo Van Asten, Hollandais (qui avait demandé qu'on ne le renouvelle pas dans ses fonctions), connu pour ses positions ouvertes en matière de renouveau conciliaire — et notamment pour sa décision spectaculaire, en 1972, de retirer les quarante-deux Pères blancs du Mozambique, en protestation contre le régime raciste portugais.

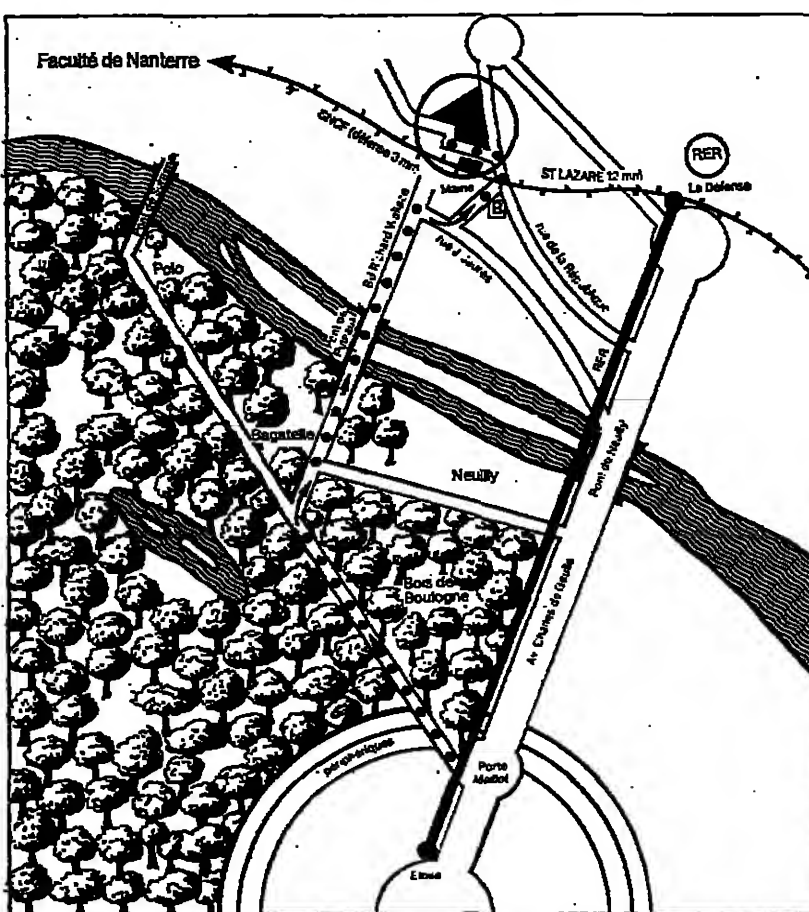
(Né à Abbeville (Somme) en 1932, le Père Vasseur est entré chez les Pères Blancs en 1946, et a été ordonné prêtre en 1953. Licencié en philosophie, il a enseigné successivement aux séminaires de Nassy (Haute-Volta), puis de Boumbess, dans la région paraguayenne, avant de devenir directeur du séminaire de Tienksy, en Haute-Volta. En 1972, il devient supérieur des Pères Blancs de la région ouest de Haute-Volta.)

## une situation exceptionnelle ne s'invente pas



### vérifiez-le en visitant l'appartement témoin

situé au 2<sup>e</sup> étage, il vous fait découvrir un panorama exceptionnel sur le bois et tout Paris



Dès votre entrée dans l'appartement témoin, vous êtes séduit par la qualité et le fini des prestations. Les salles de bains sont luxueusement traitées et équipées de baignoires "repos". Tous les appartements de la résidence bénéficient de nombreux placards et dressings aménagés, les cuisines entièrement meublées. Les séjours situés plein sud, donnent accès par de larges baies coulissantes, aluminium anodisé, à des grands balcons terrasses carrelés. Protégés par des gardes corps en aluminium et allu-glaçés vous découvrirez la Seine, bois de Boulogne, puis tout Paris des hauteurs de Meudon au Sacré-Cœur.

- SNCF - Gare de Puteaux : St-Lazare 12 mn, La Défense 3 mn
- RER La Défense
- Étoile 6 mn, Opéra 9 mn
- Bus 144

Les appartements sont entourés d'un hectare de parc classé et bénéficient d'une piscine privée, plein soleil, située au dernier étage de l'un des immeubles. A 100 m, la gare de Puteaux, plus de 100 trains par jour dans chaque sens qui vous mettent à quelques minutes de la Défense, de l'Étoile (par le RER), du centre de Paris par la gare St-Lazare. Pour vos enfants, le groupe scolaire Jacquot jouxte la résidence. Pour vous Madame, les nombreuses rues commerçantes et le grand marché couvert de Chante-coq à 350 m.

**Le Parc Offenbach**  
33 rue Cartault 92800 Puteaux

Renseignements et vente sur place : tous les jours de 14 à 19 h, le samedi et le dimanche de 10 à 19 h et au siège de la GEPIC 52 Champs Élysées ALMA 96 96.

## AÉRONAUTIQUE

### LE RAPPORT D'ACTIVITÉ DE L'USIAS

#### Les exportations militaires compensent les baisses du secteur civil

« Le secteur militaire reste le pilier principal de nos exportations, et les importantes commandes enregistrées au cours de l'exercice apporteront une charge capable de compenser, au moins partiellement, les baisses enregistrées dans le secteur civil », écrit M. Jean Dours, délégué général de l'Union syndicale des industries aéronautiques et spatiales (USIAS), dans son rapport annuel d'activité pour le compte des constructeurs français. « Dans la conjoncture actuelle, l'orientation du secteur militaire en crédits d'études et de développement est essentielle, explique-t-il, pour être en mesure de proposer à l'exportation des matériels militaires compétitifs. »

« En fait, note encore M. Dours, la diversification de notre industrie devrait permettre d'absorber pour l'essentiel les à-coups provoqués par les difficultés de commercialisation des grands programmes d'avions civils et d'établir des répercussions sur l'emploi allant au-delà d'une contraction des effectifs globaux de la profession par « fonte » naturelle. » En 1973, les effectifs de l'industrie aéronautique sont passés de 108 535, au début de l'année à 106 132 à la fin, ce qui représente une diminution de 2,2 %. La diminution des emplois est plus sensible, avec 3,4 %, à la Société nationale industrielle aéronautique. En revanche, le chiffre d'affaires hors taxes (environ 10 880 millions de francs) est, pour 1973, en hausse de 25,3 %, ce qui, compte tenu du mouvement des prix, correspond à une augmentation réelle de 17,3 %. Selon le délégué général, les ventes de matériels militaires représentent 78 % de ce chiffre d'affaires.

Les résultats à l'exportation, observe M. Dours, entrent pour une large part dans l'évolution du chiffre d'affaires : près de 5 milliards de francs en 1973, contre 3 700 millions en 1972. Une sensible progression est également à enregistrer sous l'angle des commandes : 5 970 millions en 1973 pour 3 700 millions en 1972. A noter que pour les cinq premiers mois de l'année 1974 les commandes à l'exportation atteignent déjà le niveau de 1 500 millions de francs. Le

délégué de l'USIAS note que le montant des commandes reçues et restant à exécuter à la fin de décembre 1973 est supérieur à 24 milliards de francs, dont 10 à l'exportation. « En dix ans, la croissance des effectifs a été de l'ordre de 20 % et celle du chiffre d'affaires (exprimé en francs constants) a été de l'ordre de 68 % », écrit notamment M. Dours.

Parmi les matériels les plus vendus à l'étranger figurent les Mirage III et Mirage 5 (trente-huit exemplaires à l'Arabie Saoudite, neuf au Soudan et dix-sept au Zaïre) et les hélicoptères (cent soixante-sept exemplaires de tous les modèles) pour l'année 1973.

#### La rentabilité de Concorde

En demandant au gouvernement de « développer par tous les moyens les activités militaires », à l'exportation notamment, M. Dours souligne que « sur le plan politique une réglementation des exportations devrait rendre les résultats appréciables ». Il note enfin que « la clause de non-réexportation appliquée à un certain nombre de pays nous permet de nous maintenir dans une position de concurrence étrangère ».

A propos de Concorde, le délégué de l'USIAS écrit que « les analyses de performances les plus récentes ont permis d'écarter une exploitation régulière et rentable de l'appareil dès son entrée en service. C'est ainsi que d'après les plus récentes études tenant compte des majorations enregistrées et à prévoir sur le carburant, le coût d'exploitation total d'un Concorde en 1976, se situera de l'ordre de 10 000 dollars par heure de vol, soit environ 35 000 dollars pour l'écoupe Paris-New-York. Au tarif de la première classe d'avril 1973 (soit 507 dollars par passager), on voit que ces frais sont couverts avec un coefficient de remplissage de l'ordre de 65 % ; certainement largement inférieur au taux de remplissage que l'on peut envisager à l'entrée en service. »



## ÉDUCATION

### M. René Rémond est élu premier vice-président de la conférence des présidents d'universités

M. René Rémond, président de l'université de Paris-Nanterre (Paris-X), a été élu premier vice-président de la conférence des présidents d'université, réunie jeudi 26 septembre à Paris, autour de M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'État aux universités, président de droit de la conférence. Il succède à M. Claude Champaud, de l'université de Rennes; M. Pierre Deyon (Lille-III) a été élu second vice-président; M. Michel Soutif (Grenoble-I) est troisième vice-président (1).

« L'autonomie n'a été jusqu'à présent qu'un principe. Elle doit devenir une réalité, ou bien elle sera renvoyée sine die », a déclaré M. Rémond, à l'issue de cette réunion, exprimant ainsi l'avis général des présidents. Ceux-ci insistent grand espoir dans l'orientation définie par le nouveau secrétaire d'État aux universités, qui a fait de cette autonomie un des axes de son action.

Une longue discussion a eu lieu au cours de cette réunion sur les projets du secrétaire d'État concernant la réorganisation des cycles et des diplômes universitaires. Elle a permis, selon les présidents, de « clarifier le débat ». Celui-ci a porté particulièrement sur la préparation à la vie professionnelle, la nécessité de ne pas abaisser ni dévaluer les formations universitaires, les rapports avec les diplômes étrangers, l'entrée dans l'enseignement supérieur (idéaux aux intentions de M. René Bay, ministre de l'Éducation, d'instituer un baccalauréat à la fin de la classe de première et de faire des classes terminales actuelles une année d'initiation à l'enseignement supérieur). Les universités sont, d'autre part, concernées par la for-

mation des maîtres, autre « volet » de la réforme en cours de préparation. La conférence des présidents d'universités a, en outre, émis un avis favorable au projet d'arrêté concernant les diplômes de second cycle. Toutefois, la conférence a demandé au secrétaire d'État que des décisions soient apportées dans les procédures d'habilitation, comme diplômes nationaux, des maîtres; en particulier que la composition des futurs « groupes d'études techniques », désignés par le secrétaire d'État, soit davantage définie, les présidents craignant qu'ils ne constituent un « frein à l'innovation ».

(1) La commission permanente comprend en outre : MM. Claude Champaud, Paul Didier (Paris-IX), Pierre Fenille (Dijon), Henri Gastaut (Aix-Marseille-II), Roland Peres (Amiens), Bernard Picinbono (Paris-XI), Fernand Sabon (Montpellier-II). D'autre part, les dix présidents de commissions sont, pour la prochaine année universitaire : MM. Michel Allon, Paris-VII (pédagogie et formation permanente), André Harpin, Paris-VI (recherche), Jean Pissal, Paris-V (moyens et personnel), Jacques Baud, Caen (questions sociales et vie de l'étudiant), François Luchaire, Paris-I (relations universitaires), Pascal Arrivat, Toulouse (réglementation et législation).

**iae** Université de Droit, d'Économie et des Sciences d'Aix-Marseille  
INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

**DOCTORAT DE 3<sup>e</sup> CYCLE  
GESTION DES ORGANISATIONS**

Jeunes diplômés de l'enseignement supérieur ayant brillamment réussi et désireux de se former à la RECHERCHE-ACTION au contact d'un CORPS PROFESSEUR INTERNATIONAL.

Deux années d'études à plein temps.  
Possibilité de bourse.

Adresse: C.V. avant le 1<sup>er</sup> octobre 1974 à I.A.E./C.R.O.G., 22, boulevard Charrier, 13100 AIX-EN-PROVENCE.

## DÉFENSE

### Le général Martin (C.R.) : la lutte technologique sans fin du temps de paix

Dans le *Figaro* du jeudi 26 septembre, le général d'armée aérienne (cadre de réserve) André Martin, ancien chef d'état-major de l'armée de l'air, publie, sous le titre « Défense : savoir ce que l'on veut », un point de vue dans lequel il écrit notamment : « L'autonomie de l'institution militaire par le vice-amiral d'escadre Antoine Sanguinetti, et publiée dans le *Monde* (1), ne peut que susciter de l'intérêt. Il est difficile de rester insensible à tant de reproches, souvent justes, émanant d'un professionnel. « État-c'est bien, le rôle d'un major-général ? Qu'importe, les sujets litigieux sont abordés. Comme de coutume, c'est la partie constructive qui est la moins satisfaisante. Rien d'étonnant à cela : il est difficile d'effacer d'un trait de plume des dizaines de conseils de défense. Les chefs d'état-major ont toujours plus ou moins souffert de la discordance existant entre les missions et les moyens, et le général de Gaulle

reconnait lui-même que nous avions « tout juste les moyens » de notre politique. (...) » Mieux vaut s'en tenir aux parties simples de la géopolitique. Nul ne peut affirmer que, dans l'avenir, l'Occident Atlantique, l'Europe continentale, la Méditerranée ne renverront pas de nouveaux dangers mortels pour notre pays. Le passé nous enseigne aussi qu'à chaque guerre ce sont les armements nouveaux qui ont fait la décision. Le maréchal Foch, dès 1918, avait prédit que ce seraient les forces mécaniques, nées de la puissance industrielle, qui vaincraient. Aujourd'hui, pour la France, il s'agit pas de gagner une guerre, mais de l'éviter, et les armements nouveaux de notre époque procèdent du nucléaire, de l'électronique. Mais ces types d'armements nous entraînent dans une logique contraignante : la lutte technologique, sans fin, du temps de paix. Pour être crut, il faut être crédible, et pour un pays de notre dimension industrielle et financière, nous faut faire un effort dans une seule direction, y consacrer la partie principale de nos ressources. Dans l'état actuel des choses, la force nucléaire sous-marine répond à la question. Mais cette force stratégique devra accéder à une certaine capacité « antiroute », car un adversaire éventuel ne craint pas vraiment que de subir une diminution de son potentiel nucléaire. Les autres réactions « antiroute » ne sont que des dangers pis-aller, capables de faire réfléchir et de faire hésiter, mais pas plus. (...) »

### M. GISCARD D'ESTAING REMET AU GÉNÉRAL BIGEARD LES INSIGNES DE GRAND-CROIX DE LA LÉGION D'HONNEUR

Dans la cour d'honneur des Invalides à Paris, M. Valéry Giscard d'Estaing a présidé ce vendredi 27 septembre une cérémonie de remise de décorations dans l'ordre national de la Légion d'honneur et dans l'ordre national du Mérite. Parmi les récipiendaires, ont été faits, notamment, dans l'ordre national de la Légion d'honneur : grand-croix, le général de corps d'armée Marcel Bigeard, commandant la IV<sup>e</sup> région militaire à Bordeaux, et grand officier, le général d'armée aérienne Jacques Mitterrand, inspecteur général de l'Armée de l'Air; le vice-amiral d'escadre Antoine Sanguinetti, major général de la marine nationale; le général de corps d'armée Pierre Langlois, commandant la VI<sup>e</sup> région militaire et gouverneur militaire de Metz, et le général de corps d'armée Robert Tournel, commandant la VII<sup>e</sup> région militaire à Marseille.

### L'HUMANITÉ : pour l'armée aussi des changements démocratiques.

L'Humanité du jeudi 26 septembre publie un article de Jean Colpin, qui écrit notamment : « Pour l'armée française s'affirment la nécessité et l'urgence de réformes profondes. Elles sont une exigence ressentie comme une telle par l'opinion publique et qu'expriment plus en plus les militaires eux-mêmes. (...) » C'est un aspect capital que le gouvernement cherche à masquer de même qu'il tente de cacher que la pression des luttes a été déterminante dans la prise en compte de quelques mesures récentes auxquelles il s'opposait farouchement jusqu'ici. Mais ces dernières sont trop limitées et viennent si tardivement qu'elles risquent encore avec les besoins à satisfaire. (...) » Tout cela est évidemment étranger aux élucubrations des généraux dans l'antimilitarisme et l'immédiatisme exploités par les partisans de l'armée de métier. C'est à dire d'un type d'armée qui peut servir aux très besoins de la défense, mais qui, à long terme, bien des séductions pour les amateurs d'abandon de la souveraineté nationale et d'attente aux libertés. (...) » Dans son action quotidienne, le parti communiste a toujours revendiqué légitimes des militaires appelés et professionnels; il appuie la présentation, par le mouvement de la jeunesse communiste, du statut démocratique du soldat; il défend les militaires injustement sanctionnés; il aide à la satisfaction des justes aspirations des cadres d'active et de réserve, ainsi que des travailleurs de l'armement. (...) »

### Le lieutenant-général Pierre Roman, chef d'état-major de l'armée de terre belge, est en visite officielle en France jusqu'au samedi 28 septembre, sur l'invitation du général de Boissieu, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Il a visité notamment le 2<sup>e</sup> régiment d'artillerie de Mully-je-Camp (Aube), où sont stationnées des batteries de missiles nucléaires tactiques Pluton.

### APPRENEZ L'ANGLAIS

REGENCY

- Le REGENCY est à la fois un hôtel et une école.
- Pas de limite d'âge.
- Classes (de 9 élèves en moyenne) de 5 heures par jour.
- Leçons par casques écouverts dans chaque chambre.
- Examen de Cambridge.
- Somma, piscine couverte, etc.

REGENCY, RAMSGATE KENT G.R. Tél. : 040-214 ou Mme BOUILLON, 4, c. de la Persévérance, 95 BAUBONNE Tél. : 038-06-33, en soirée.

(Publicité)  
**COLLÈGE PRIVÉ MIXTE DE LOURDOUEIX-ST-MICHEL**  
SAINT-MICHEL (Indre 36) - Tél. 42  
400 mètres d'altitude - Fondé en 1840  
P<sup>re</sup> terminale - A. B. C. D. G. G. G. 3  
Math Sup - Lettres Sup  
COURS AUDIO-VISUEL, NATATION, ÉQUITATION  
EXTÉRIEUR - PENSION - Demi-pension  
Inscriptions à partir du 27 août  
Pour tous renseignements, écrire au Collège ou téléphoner.

## LE MÉCONTENTEMENT DANS LES CASERNES

### Des torts partagés

Le chef d'état-major de l'armée de terre a expédié des missions aux États-Unis et en Grande-Bretagne, pour y observer deux exemples d'armées de métier, et en Suède et en Suisse, pour y étudier deux modèles de milices dites populaires. Ces missions ont fait leur rapport au général d'armée Alain de Boissieu auquel, apparemment, elles n'ont rien appris. La preuve en est que ce dernier répète, à qui veut l'entendre, que « le service de douze mois est la solution la moins chère et la plus raisonnable en période d'austérité » et que, du reste, « il n'est pas utile de vouloir changer la situation, pour le moment, alors qu'on n'a pas les crédits pour se lancer dans ce genre de réforme ». En définitive, le revenu-ménage actuel dans les armées n'aurait aucune raison d'être, aucune justification réelle, selon le chef d'état-major de l'armée de terre, puisqu'il serait créé et entretenu, artificiellement, par une poignée d'« agitateurs » gauchistes et antimilitaristes.

Cette dernière observation manque quelque peu de nuances. Si les « meneurs » trouvent un certain écho dans les régiments, c'est aussi parce que le milieu militaire se révèle propice, dans les circonstances présentes, à des actions de sape, faute d'avoir su évoluer et se transformer à temps. Les appels ne sont pas les seuls à élever la voix au mépris de règles disciplinaires souvent dépassées. Ce n'est pas un hasard si de jeunes officiers préfèrent quitter, discrètement, l'armée plus tôt que prévu, fût-ce au prix d'une consanguinité, sans ouverture sur l'extérieur, pour reprendre l'expression d'un cadre qui affirme comprendre les raisons du départ de ses camarades. Ce n'est pas un hasard, non plus, si un récent conseil des ministres a été contraint de placer en deuxième section (réserve) par anticipation et sur sa demande comme il est dit pudiquement, un officier général qui, en réalité, a préféré donner sa démission pour des raisons d'incompatibilité d'humeur avec ses supérieurs, trop ancrés dans leurs certitudes.

Avec des arguments qui paraissent être davantage à usage interne, le général de Boissieu écrit l'armée de métier, qui coûte, affirme-t-il, 5 milliards de francs de plus par an que le système mixte actuel, il refuse le service de six mois, qui reviendrait trois fois plus cher que le service d'un an. Et, au demeurant, toute autre formule que le service militaire de douze mois lui paraît techniquement irréalisable ou insuffisamment élaborée.

« Vous ne pouvez pas former un pilote de char ni un tireur d'état-major de l'armée de terre. Les tira d'un tir de char s'étagent sur les douze mois de service. Par conséquent, en six mois, il en aurait fait la moitié. Si l'on adopte le service de six mois, vous aurez toute l'armée qui sera transformée en centre d'instruction. » Il ne vient, apparemment pas à l'idée, au général de Boissieu, d'imaginer — même si il est plus coûteux — un apprentissage plus actif et de durée raccourcie pour remplacer le dépouillage qui caractérise, aujourd'hui, les derniers mois de service militaire dans de trop nombreuses casernes.

En réalité, le tort de certains chefs militaires est de croire que les situations sont intangibles et qu'on porte atteinte aux principes d'une défense dès lors qu'on tente de modifier les modalités pratiques d'une institution, fût-elle plus que centenaire comme le service militaire obligatoire. Mais — ces mêmes chefs militaires n'ont pas tous les torts. Les différents politiques en ont aussi. En annonçant — à grand renfort de publicité — son intention d'étudier, en juillet, les problèmes de la défense, le président de la République a contraint le gouvernement et les chefs militaires à différer leurs grands projets de réforme et à gérer le quotidien, comme si rien de fondamental ne devait évoluer dans l'attente d'hypothétiques changements décisifs après les arbitrages du chef de l'État, chef des armées.

Une telle attitude est, on en conviendra, particulièrement inconfortable pour les cadres de carrière et aussi pour les soldats du contingent. Pour peu que se prolonge encore le temps de la réflexion que s'est donné le chef de l'État, l'armement risque de devenir indifférent, désintéressé ou découragé. D'une définition nouvelle des missions des armées par le président de la République dépendant l'organisation, le volume, l'équipement et, donc, le coût des forces. La démarche est logique et inévitable, même si elle est fondée sur l'illusion que les missions des armées peuvent avoir, indifféremment, plusieurs aspects. — Pour autant, cette démarche interdite — faute d'aboutir rapidement à des conclusions précises et concrètes — toute innovation profonde, dans l'immédiat, et elle accroît les risques d'une explosion, à la base, que le pouvoir politique aura contribué à ordonner par son irresolution et son embarras à trancher en la matière.

JACQUES ISNARD.

### Après un accident mortel à bord DEUX MARINS DU PORTE-AVIONS « CLEMENCEAU » SONT MIS AUX ARRÊTS « POUR INCITATION À MANIFESTATION COLLECTIVE »

(De notre correspondant.)  
Brest. — Deux membres de l'équipage du porte-avions *Clemenceau* sont aux arrêts à bord du navire depuis mardi 24 septembre. Après la mort accidentelle d'un marin, originaire de Proisy (Oise), M. Jacques Delaruelle, tombé ce jour-là dans le puits d'un ascenseur, avec le tracteur qu'il pilotait sur le pont d'envol, deux matelots ont rédigé, indique-t-on à la préfecture maritime de Brest, un tract invitant leurs camarades à présenter un pétition pour protester contre les conditions de l'accident. Les autorités maritimes n'ont révélé ni les noms des marins objet de la sanction ni la teneur du tract. Elles ont seulement précisé que les deux marins ont été mis aux arrêts « pour incitation à manifestation collective » (tautes dites de troisième catégorie dans le règlement de discipline générale et entraînant des arrêts ou des arrêts de rigueur).

C'est la première fois, semble-t-il, qu'un incident de ce genre se produit sur un navire de guerre.

### L'EXPLOSION D'UNE FRÉGATE LANCE-MISSILES SOVIÉTIQUE AURAIT PROVOQUÉ LA MORT DE DEUX CENTS PERSONNES.

Selon des informations des milieux proches de l'OTAN, c'est une frégate lance-missiles soviétique du type Kashin qui a explosé et coulé en mer Noire il y a deux semaines environ.

Les milieux militaires atlantiques croient savoir que la navire de guerre soviétique, qui serait assez ancien, puisque sa construction remonterait à deux ans environ, était en essais en mer Noire avec à son bord des armements et des équipements électroniques nouveaux. Une explosion a eu lieu, suivie d'un incendie, qui aurait duré plus de cinq heures. On ignore officiellement le nombre de victimes, mais, selon des informations d'origine américaine, deux cents personnes à bord auraient été tuées, des techniciens soviétiques — auraient péri.

**91-LONGJUMEAU**

**LE VAL D'OR**

39 maisons dans une clairière

**De vraies maisons individuelles.**

Bati-Service  
Tél. 744.87.79.

**ÉTUDIANTS ATTENTION !**

**SAVEZ-VOUS CE QUE REPRÉSENTE LA M.N.E.F. ?**  
C'est 26 années d'existence, un service de Sécurité Sociale, 400 000 adhérents, 34 sections locales réparties dans 34 villes universitaires.  
C'est l'unique Mutuelle Étudiante Nationale reconnue à la Fédération Nationale de la Mutualité Française, 19 millions d'adhérents, qui permette aux Étudiants de bénéficier des services de soins locaux.

**LA M.N.E.F. SERAIT-ELLE IMMOBILE FACE AUX PROBLÈMES DES ÉTUDIANTS ?**  
La multiplication des garanties en matière de santé ou d'accident, l'augmentation des taux de remboursements et les très importants avantages nouveaux dont vous bénéficiez l'émulation plus loin vous convaincront de ses progrès constants.

La M.N.E.F. entretient des contacts permanents avec les Ministères, en fonction des buts qu'elle poursuit.

Actuellement, avec le **SECRÉTARIAT D'ÉTAT À LA CONDITION FÉMININE** sont étudiées les modalités d'implantation de Centres d'Orientation pour les Universités, ainsi qu'une ouverture plus large des crèches existantes et la création de nouvelles crèches autant que de besoin.

Avec le **SECRÉTARIAT D'ÉTAT AUX UNIVERSITÉS** est discuté un projet de réforme de l'aide indirecte aux Étudiants ainsi que l'application de l'obtention immédiate de la Sécurité Sociale par tous les étudiants sans limite d'âge ni de nationalité, inscrits dans les Établissements d'Enseignement Public.

**CHACQUE ÉTUDIANT ADHÉRENT À LA M.N.E.F. A DES DROITS**  
Centres de Santé, Maisons de repos et de convalescence.  
Consultations juridiques gratuites.  
Logements pour célibataires et jeunes ménages.

La **Mutuelle Nationale des Étudiants de France** est la seule Mutuelle représentée au Conseil d'Administration de la **Fondation Santé des Étudiants de France (F.S.E.F.)** — 16 établissements totalisant 1 673 lits.

La **Fondation** a pour mission de permettre la poursuite des études pendant une maladie de longue durée. Elle dispose à Paris et en province :  
— d'établissements de cure ou de posture plurivalentes, notamment pour les maladies pulmonaires,  
— d'établissements pour troubles médico-psychologiques,  
— d'établissements pour cardiopathes, rhumatisants et handicapés physiques, dialyses rénales.

La **Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale (M.G.E.N.)** ouvre ses Centres de soins, Maisons de repos aux adhérents M.N.E.F. en raison des relations étroites existant entre ces deux organismes.

**LA M.N.E.F. ANNONCE DES AVANTAGES NOUVEAUX POUR SES ADHÉRENTS À PARTIR DU 1<sup>er</sup> OCTOBRE 1974**  
Une meilleure garantie en responsabilité civile.  
Remboursement des soins « accidents corporels » jusqu'à 300 % des tarifs de la Sécurité Sociale dans la limite des frais engagés.  
Capital décès augmenté.  
Invalidité (100 %) ..... 90.000 Frs  
Assurance Maladie (même en cas de maladie professionnelle).  
Hospitalisations médicales, chirurgicales, maisons de repos :  
Remboursement total des frais — (Sécurité Sociale + M.N.E.F. = 100 % du tarif de responsabilité Sécurité Sociale).  
Une seule démarche = remboursement Sécurité Sociale + Mutuelle.

**MAINTIEN DE LA COTISATION UNIQUE : 65 Frs**  
Dans de nombreuses sections locales, la M.N.E.F. a passé des accords avec les UNIONS DÉPARTEMENTALES MUTUALISTES.

**AINSI À PARIS**

**GRATUITÉ DES MÉDICAMENTS** dans 2 800 pharmacies de la RÉGION PARISIENNE  
**RIEN À PAYER D'AVANCE**

M.N.E.F. Secrétariat Général : 6 bis rue Bezout 75014 PARIS  
SECTION DE PARIS : 22 Boulevard Saint-Michel 75270 PARIS CEDEX 06

الجامعة



# Le Monde

## DU TOURISME ET DES LOISIRS

### Cher Paris d'avant-hier



Photo de  
Doisneau

DANS L'OBJECTIF DE ROBERT DOISNEAU

### Le temps des pantalons de golf

**R**ÉTRO - TENDRESSE ? Voilà Robert Doisneau, photographe et ancien coureur de barricades — celles d'août 1944, qu'il ralliait à bicyclette l'appareil sur le cou, — de nouveau à la mode. La petite musique de l'œil de ce modeste refait surface. Paris-badauds, saisi dans ses riches instants et qu'accompagne encore le tremblé nostalgique de la guitare d'Henri Cole.

En ces temps où le passé séduit si fort, et où l'avenir intrigue et inquiète, la réapparition de ce Parisien des gestes de la rue doit être considérée bien plus que comme une anecdote. A travers l'itinéraire de R. Doisneau se retrouvent les grands thèmes qui agitent aujourd'hui les esprits, et c'est un peu sa gloire d'avoir depuis tant d'années montré la fragilité du citadin pris dans le garrot qui l'assassine.

Dans sa démarche, le flottement des pantalons de golf ; les souvenirs de l'après-guerre quand il vient d'entrer à l'agence Rapho et où chaque jour un reportage est commandé. Dans son sourire, la malice d'un timide qui hésitera toujours à prendre la grossièreté de face. Un charme, une présence algues. L'argot placé dans la conversation comme un vieux ami du langage.

La banquette « imbécile » lui avait donné des frissons. Sans haine, il allait en brosser le portrait, dégageant les points forts de son style. « Toute ma vie, j'ai regardé l'absurde. » Ce qu'il appelle le « petit bonhomme » était placé dans un monde hostile ; sa tentation fut simple : dénoncer les contraintes en sauvant les sourires.

Et les sourires, il a passé son temps à les voir disparaître. La ville grandissait en dévorant ses gens, et les endroits, les lieux où les gens se retrouvaient, se rassemblaient, s'aimaient.

Un universitaire américain, très spécialiste, très américain, très profondément persuadé que la capitale conservait dans ses tiroirs les reliques du Vieux Monde, était venu tout spécialement lui demander de lui montrer un bistrot parisien. Un bistrot, un simple bistrot, avec zinc, patron à moustaches, vichy-fraise, et gueules au comptoir. Ce professeur distingué qui tenait une chaire de photographie, et qui avait étudié Paris à travers le cas Doisneau, souhaitait sans doute mettre l'auteur « in situ » et percevoir ainsi le mystère. Doisneau s'était laissé convaincre et avait entraîné son hôte vers un coin de la rue de la Roquette où il savait trouver ce qui conviendrait au curieux d'Amérique.

Un « pub » en place de « Chez Marcel »... Il y avait de la lumière tamisée, du cuivre, du cuir, des moquettes soyeuses. Marcel avait laissé tomber le bœuf en dague et était rentré chez lui. Tant pis pour l'Américain !

### La communiant

Trop vite, trop d'impatience. Colmans le jeu. Haute à l'agression, de route urgente. Dans le livre qu'il signe avec Max-Pol Fouchet, Doisneau ouvre l'ouvrage sur une série de photos nous montrant des piétons, places de la Concorde, essayant d'échapper aux voitures lâchées par le feu vert. La cocotte et ses limites : c'est la mort à l'ombre de l'obélisque si les jambes ne suivent pas. Voilà aussi ce que veut dire Doisneau à qui trop facilement on épingle la seule étiquette du photographe d'un Paris suranné.

Doisneau promeneur et carnet de marche. « Il y a, du côté de la rue des Lombards, un coin très étonnant, très dangereux. C'est le « Guatemala » ; des filles dans les portes cochères, et des hommes en attente, farouches, des canons de pistolet dans les poches. » Encore jamais vu ça dans ces pérorations, jamais ressenti le placement du mauvais coup qui peut arriver. L'agressivité serait donc partout ?

Il faut continuer à voyager dans cette capitale. Une vie n'y suffirait pas. « Je pars, aurai-je pu dire, ce soir pour Bercy, une commande, mais Bercy, quel voyage ! » Comme tous ces voyages qu'il avait faits dans les Halles. L'histoire de la petite communiant qui s'en allait distribuer des images pieuses à ses amis les marchands et qui était rentrée chez son père limonadier, couverte de fleurs blanches. « Un bulson »...

« Nous n'aurons jamais fini, dira Max-Pol Fouchet, de découvrir, dans cette cité, la vérité des hommes, à condition qu'elle soit préservée. » Doisneau ne veut rien expliquer d'autre.

JEAN-PIERRE QUÉLIN.

### RESTAU-RÉTRO

## Quatre décors derrière le maître d'hôtel

**C'**ÉTAIT avant la guerre. Celle de 1899. Le buffet de la gare de Lyon avait été inauguré le 7 avril 1901 par le président Loubet, ainsi qu'en témoigne, dans la grande salle, un cartouche encadré de deux nappes créta-tes, sous un tableau représentant le pont Alexandre-III noyé dans les défilés architecturaux de l'Exposition universelle de 1900.

Les buffets de gare n'ont pas la réputation de faire courir les fous pour le plaisir. Sauf celui-ci, « la plus belle salle à manger du monde », c'était un jour écrit Salvador Dali ! Pour étaler sa grandeur, la compagnie du P.L.M. avait voulu bien faire les choses. Sous les ors, les tentures de velours rouge, les entrées, les gueules de lion, les fleurs, volutes, acanthes et palmes, le moindre saucisson pomme à l'huile prenait — et prend encore — la dimension d'un festin.

« Enrichissez-vous ! », proclamait-on alors en guise de programme politique. Semée dans les jardins du Second Empire, cette graine allait germer sous le soleil de la Troisième République, dans les cervelles des sénateurs barbus qui retrouvaient ici un décor jumeau de l'Opéra, avec son cortège de déesses tout en robes-bosses, parentes de ces déesses dont la plénitude des formes assurait le succès d'un Chabanais contemporain lui aussi. Au fond du buffet, voici encore le fabuleux symbole de la cuisine en acajou massif, véritable trône pour roi de l'industrie.

1901. Pour la première fois, la télégraphie sans fil traverse l'Atlantique ; Victorien Sardou triomphe avec sa pièce *Patric* ; les mineurs de Monceau font une grève de trois mois pour obtenir la journée de huit heures ; les Boers chinois sont écrasés par les Allemands et les Boers d'Afrique du Sud par les Anglais ; Sigmund Freud a publié l'explication des rêves et les danseuses du ventre de l'Expo universelle roulent encore des hanches dans toutes les mémoires. Les voyageurs du P.L.M. les

retrouvent au plafond du buffet, lovées dans l'attente de l'amour comme les aimées du paradis d'Allah.

Il suffit de s'asseoir devant la côte de veau inventée par le restaurateur Foyot installé à la porte du Sénat, pour commencer le voyage. En face, encastrées dans une arcade d'or faisant balcon sur la perspective, voici le vieux port de Marseille et Saint-Honorat ensablées par le phare de Jean-Baptiste Olive. Stylisée de la sainte trinité « Industrie-Commerce-Arts », un coq cocoricoche sur une terrasse devant le « Théâtre romain d'Orange » où l'on reconnaît au premier plan Sarah-Bernhardt, Réjane, Rostand, accompagnés par le directeur général du P.L.M., M. Noblemaire, arborant une démocratie casquette de chauffeur.

### Vague à l'âme

Classé monument historique depuis 1972, le buffet de la gare de Lyon ne risque pas de connaître la pioche des démolisseurs, qui a fait disparaître, les uns après les autres, les restaurants témoins du début de ce siècle. A notre connaissance, il en reste trois dans Paris.

Dans un genre différent, avec son décor style chevaux de bois encadrant les grandes glaces murales séparées par de longues démolitions enrobées de flans, arums, glaces, coquelicots, coquillages, algues et autres végétaux ; un festival de pique dans la cuisine s'éprouve en yeux bleus électrique ouverte sur des porte-manteaux en forme de volatiles ; un carrelage de marguerites et bleuets, le restaurant Julien (18, rue du Faubourg-Saint-Denis) n'a pas changé depuis son ouverture en 1899. Sa clientèle non plus, qui en fait une sorte d'anti-Trianon. Nos dirigeants pourraient y puiser matière à réflexion sur la façon dont se nourrit pour moins de 10 francs tout un peuple d'employés, d'ouvriers, de créateurs de journaux, de porteurs de roulaquettes.

Julien (et, dans un sens, c'est dommage), ne figure sur aucun guide. Ce n'est pas le cas de Vaguenade (142, boulevard Saint-Germain), né en 1898 sur l'initiative d'un certain Chartier, lequel vivait un peu plus haut en dissimulant à travers Paris quelques mangeoires pour coles blanches. Les glaces biscauitées, les bols tarabiscotés, les quarante-deux céramiques figuées en paysages romantiques, la verrerie, les appliques, les porte-manteaux de style nouille — dans un restaurant... les pièces de deux sous en bronze que l'on glisse dans le piano mécanique pour entendre rugir « Vieux pou-poule... » sous l'affiche du feuilleton « La Fille du meurtier », de Xavier de Montépin, dessinée par Chérel, tout cela, en parfait état, concourt à entretenir du vague à l'âme chez les fans de la mode rétro.

Comment ces douces merveilles ont-elles survécu à la folie dévastatrice des modes successives ? S'il faut en croire le propriétaire actuel du restaurant Rouget (boulevard du Montparnasse) où les glaces s'accrochent à une forêt de vignes vierges, ronces, volubilis, marronniers aux tons roses, bleus et verts tendres comme une végétation de printemps, cela tient à deux causes. La première étant que les promoteurs de l'affaire, par souci du durable et de l'économie, construisaient dans l'indestructible et le facile à entretenir. La seconde, du moins pour lui, que l'avant-dernière patronne, Mme Rouget, une Auvergnate, ne voulait pas dépenser un centime pour se mettre au goût du jour (selon Dupont-tout-en-bon).

Julien, Vaguenade, Rouget, n'auraient probablement jamais l'honneur, comme le buffet de la gare de Lyon, de figurer au répertoire du patrimoine artistique. Pour l'instant, bien tranquilles, ils se tiennent loin des sentiers battus par ceux-là même qui confondent généralement les meubles « de style » et ceux « d'époque », et que n'entraînent pas les coups de foudre dans quelques cases pour le Tout-Paris entièrement reconstituées à la manière 1900. On a le goût qu'on peut.

LOUIS DOUCET.

### RUE AU MAIRE, PRÈS DU TEMPLE

## Une valse à l'envers sous la boule à facettes

**S**ANS cette glace gravée d'un monde hostile de voitures emmêlées, de courses à faire, de temps à passer, rétro, rétro, rétro... Depuis 1913, la maison Gallina, du nom de son fondateur, un Auvergnat de la capitale, fait danser « Le décor n'est pour ainsi dire jamais changé depuis », dit non sans fierté le gérant, debout derrière son tiroir-caisse, mirador d'où son œil infatigable a tôt fait de débiter — avant de le signaler — un miroir au parterre d'où son œil infatigable a tôt fait de débiter — avant de le signaler — un miroir au parterre d'où son œil infatigable a tôt fait de débiter...

Pour 8,70 F, prix de la consommation la plus chère, qu'il y ait dans la rue des cigarettes abandonnées pour un pas, tout un monde hostile de voitures emmêlées, de courses à faire, de temps à passer, rétro, rétro, rétro... Depuis 1913, la maison Gallina, du nom de son fondateur, un Auvergnat de la capitale, fait danser « Le décor n'est pour ainsi dire jamais changé depuis », dit non sans fierté le gérant, debout derrière son tiroir-caisse, mirador d'où son œil infatigable a tôt fait de débiter — avant de le signaler — un miroir au parterre d'où son œil infatigable a tôt fait de débiter...

jupe « de tous les jours ». Des danses seules ou venues à deux, des messieurs entre deux âges, qu'un seul one-step suffit à ramener, de rares jeunes hommes, moins encore de jeunes femmes, qui n'ont pas le temps de se déshabiller, des fidèles qui se connaissent bien, et en jurer par leurs embrassades par-dessus les banquettes de simili-cuir brun, solidement fixées au sol (comme les tables) selon un vieux règlement de police toujours en vigueur et soucieux de voir la paix régner dans les bals publics.

### Les hanches chaloupées

violon, piano, accordéon, batterie... La boule tourne à facettes de glace, avec l'improbable complétude d'un spot, sème le plafond de flocons de lumière, tandis que les bacs à néon vibrent au rouge sombre. Monnés dans un pull bleu ciel, la chanteuse de l'orchestre coule dans le micro des accents de plus en plus langoureux — « viens, je serai dans tes bras plus forte et plus franche, viens, tout recommencer, viens... » si langoureux qu'on devine, dans l'ombre des souples chaloupées. Tout l'hiver, elle donnera dans le « réaliste », avec une

fol et un coffre à faire pâlir du même coup et la Mireille et la Gergette. Après l'émotion, la gaieté, que diable ! La cacara fait basculer les hanches en cadence, et le garçon de comptoir lui-même, sans hésiter, des fidèles qui se connaissent bien, et en jurer par leurs embrassades par-dessus les banquettes de simili-cuir brun, solidement fixées au sol (comme les tables) selon un vieux règlement de police toujours en vigueur et soucieux de voir la paix régner dans les bals publics.

Paris d'hier, qui fait fi des discothèques et se rit des boîtes à la mode. « La maison est ouverte en matinée tous les jours. En soirée, vendredi, samedi, dimanche et veille de fêtes », dit un calicot affiché au fond de la salle, au-dessus de la glace, qui multiplie par deux les couples, des couples de fanatiques, d'amoureux de la danse et de l'accordéon.

Dernier vestige, dans un quartier qui est resté pendant des lustres le fief traditionnel des musettes du bal des Gravilliers à l'As de Cœur en passant par chez Marins, de la rue des Vertus — ainsi nommée par pure dévotion — où un avis rappelait que « les messieurs ne dansent pas entre eux », et que les dames étaient priées... « de ne pas fumer ».

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

(\*) Le Tango, 11-13, r. Au Maire, Paris-III.

## Les croisières Paquet vous ouvrent les portes de l'Indonésie.

avec douche ou bain, night-club, cinéma, salons, bars, restaurants, piscine. Un port d'attache : Singapour.

Le programme. Deux croisières par mois, départ de Paris le jeudi, arrivée à Singapour le vendredi — séjour à terre en hôtel de luxe jusqu'à lundi.

Le soir, départ pour 15 jours de croisière : 3 pays - 9 escales fabuleuses - 3 temples de l'Asie. 20 jours après vous êtes à Paris. Vous n'en croyez pas vos yeux.

**Croisières Indonésiennes à bord du Prinsendam : 6492 F. Paris/Paris.**

Renseignez-vous auprès de votre agent de voyages, ou écrivez-nous pour nous demander notre catalogue. Croisières Paquet : 5, bd Malesherbes - Paris 8 - Tél. 268-57-59

Nom \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_ Prof. \_\_\_\_\_

Agent général France de la Holland America Cruises.



## tourisme

## POLEMIQUE

## L'ARDECHE ET SES TOURISTES

## Les pillers sont aussi les payeurs

La « Lettre d'Ardeche » publiée dans « Le Monde du tourisme » du 21 septembre sous le titre « Les pillers de l'Ardeche » nous a valu un très abondant courrier. Nous présentons ici plusieurs commentaires qu'ont suscités, de la part de nos lecteurs, les réflexions de M. Roger Degremont.

## Du travail pour les apprentis

M. Jean Lanot, de Paris :

J'ai lu la « Lettre d'Ardeche » avec sympathie, mais aussi avec une pointe d'agacement, car elle reprend un peu facilement toutes les critiques adressées aux acquéreurs de résidences secondaires.

Je connais un peu l'Ardeche, mais surtout le nord du Gard, où j'ai acheté il y a dix-huit mois une propriété dans un hameau accroché au flanc des collines dominées par la vallée de la Cèze, entre Saint-Ambroix et Bessèges. Je reconnais n'y venir que six semaines par an. Mais que faut-il préférer ? Un mas à l'abandon dont la toiture s'effondre et les terres l'entourant se couvrent de ronces... ou un paysan qui l'habite de temps à autre ?

Je l'habite parce que personne

ne veut l'habiter en permanence. A qui feriez-vous accepter de vivre les deux mois de l'année dans la solitude, dans une résidence difficile d'accès, éloignée des commerces et des distractions ?

(...) Je ne suis pas un « pillier de l'Ardeche », mais un releveur de ruines et j'ai contribué — pour une petite part — à donner du travail aux jeunes apprentis des entrepreneurs locaux.

Les jeunes préfèrent la ville : c'est leur droit, mais ne venons pas dire qu'ils sont chassés des campagnes par l'acquéreur de résidences secondaires. Le problème est beaucoup plus complexe, monsieur le professeur, et fait partie de celui — non abordé — de la régionalisation.

## Le retour à la châtaigne

M. Louis Soler, de Fontenay-aux-Roses :

Comme M. Degremont, je suis professeur à Paris, et comme lui j'aime l'Ardeche. Comme lui, je regrette que certains s'y comportent comme en pays conquis (mais occupé, en effet, un mois sur douze par ceux qui y possèdent une résidence secondaire et qui ne sont pas enseignants : nous pourrions l'occuper, nous, quatre mois sur douze !).

En revanche, je ne suis pas convaincu que tous les malheurs viennent des « écrivains », fussent-ils hollandais, ni tous les bonheurs du retour à la châtaigne de tous les jeunes qui ne s'acclimatent pas les ampoules aux maux. Les causes du mal et les solutions, je ne les vois pas aussi clairement. C'est sans doute aux Ardéchois de le dire, y compris ceux certainement les plus conscients, qui insistent des slogans sur les poteaux, mais pas uniquement ceux-là. Car les slogans sont simples et les réalités complexes, liées à toute notre histoire.

Le village où je passe mes vacances comptait en 1914 deux cent quarante habitants, deux écoles, la laïque et la privée. Il n'y a plus d'école pour la trentaine d'habitants d'aujourd'hui.

## Bungalows et caravanes

M. Gilbert Félissier, de Paris :

On ne peut à la fois regretter que des ruines « défigurent » (sic) un pays et reprocher à des gens de les ruiner. En fait, il s'agit plutôt de l'installation de caravanes ou des bungalows dans leur environnement.

(...) Je connais mal l'Ardeche, mieux l'Aveyron, la Lozère, voire le Lot. En fait, le mouvement actuel de rénovation rurale entreprise par des citadins recoupe une ancienne tradition villageoise beaucoup plus mobile qu'on ne le croit : autrefois, il n'était pas rare que les autochtones préféraient, avec l'aide de leurs voisins, se construire une nouvelle maison plutôt que de réparer l'ancienne, la notion d'équipement étant tout à fait absente et remplacée par la répartition des volumes intérieurs fonctionnels. Si bien qu'ils laissaient dépérir l'ancienne maison et ne s'en occupaient plus. Ainsi se trouvent disponibles des ruines qui, en tout état de cause, personne n'habiterait.

Je ne pense pas que ce sont les étrangers qui détruisent la culture souvent très élaborée d'une

région mais qu'avant, déjà, la société industrielle s'en était chargée. On ne peut condamner d'une façon systématique ceux qui préfèrent investir leur argent, sans esprit de profit (car ce n'est pas rentable en effet) dans des ruines plutôt que de se laisser couler dans les mondes heureux des clubs de vacances.

Je suppose que, sur ce dernier point, M. Degremont est d'accord. Quant à vouloir que la campagne

cesse d'être sous-développée, c'est s'attaquer au projet même de toute la société contemporaine et à ses valeurs. D'ailleurs n'y a-t-il pas aussi une question de langage : la campagne, en accordant au confort et à la mécanisation, est moins sous-développée que les centres des grandes agglomérations urbaines. C'est pourquoi elle attire, elle pousse les hommes à établir des échanges qui n'ont sans doute pas encore eu lieu mais qui existent lorsque, sous ses lézards, la société démontre à l'évidence que les poutres qui la soutiennent sont faites d'un même bois.

## Quelle expulsion ?

M. Berghmann, de Paris :

J'ai lu avec consternation la lettre de M. Roger Degremont : « Moi, je ne suis pas raciste, je demande simplement que les Hollandais aillent déposer leurs écus ailleurs que chez moi... »

Cette attitude est, hélas ! trop fréquente : je l'ai vue récemment entendue exposer avec autant de précision. Une maison occupée un mois vaut mieux qu'une maison abandonnée. Une maison sera occupée cette année un mois par ses acquéreurs, l'an prochain deux mois, et huit mois quand ils prendront leur retraite, comme le cas s'est produit à des milliers d'exemplaires en Dordogne. Ce n'est que grâce aux résidences secondaires et aux travaux qu'y font les acquéreurs que survivent les artisans, les petits entrepreneurs, les commerçants, ceux qui survivent les villages en voie de dépeuplement.

M. Degremont nous arrache des larmes avec la famille de six enfants expulsée pour permettre la vente à des touristes. Je voudrais bien qu'il nous donne l'adresse, la date de l'ordonnance d'expulsion de M. le président du tribunal de grande instance de Privas, la date de l'arrêt exterritorial de M. le préfet, la date de l'expulsion, les motifs avancés par le propriétaire devant le tribunal, les propositions de relogement équivalent, les preuves qu'il désirait reprendre la jouissance de sa maison pour lui ou pour ses descendants directs. Vous savez bien, sans nul doute, que l'expulsion d'une famille est rare et ne peut être prononcée que dans les conditions ci-dessus. Et, dans ces cas rarissimes, les commissaires de police font, à juste titre, tarder l'exécution des années, voire indéfiniment.

## mode

## Diversité des fourrures imaginaires

LES lisseurs français, spécialisés dans les imitations de fourrures concentrées, cet hiver, leurs efforts vers la diversité des poils ras ou demi-courts, au toucher très doux, réalisés selon la technique du velours et des peluches. Ainsi voyons-nous les effets de loutre, de castor ou de poulain rejoignant les tissages d'astrakhan et de breitschwanz, déjà très prisés sur le plan international, comme d'ailleurs les renards et les loups.

Les membres de l'ANTIF (Association nationale des textiles imitation fourrure) utilisent surtout les fibres artificielles ou synthétiques de Rhône-Poulenc et de Bayer, plus diffusées en France que celles de Dupont de Nemours, importées de Belgique.

Les modèles d'hiver des confection-

neurs parisiens mettent en vedette la veste trois quarts pour le jour, plus ou moins ajustée, mais assez longue pour se porter sur une jupe ou un pantalon. La blouse, pour sa part, retrouve plus d'aisance, surtout en coupes de chandails, resserrées de bords-côtes au cou, aux poignets et au bas, dans un style rappelant celui des années 50.

Les longueurs actuelles au mollet renouellent et allègent les proportions des manteaux, amples et décontractés, à grandes emmanchures, col châle et poignets à poils longs ressortant sur un tissage plus ras. L'équilibre et le contraste les rend moins enroulants et donc plus faciles à porter.

Les coloris restent fidèles à ceux des pelages : beige et gris dans les

unis, fauves tachetés, mouchetés ou striés dans les imprimés, roux, blanc ou noir dans les poils longs. Des tissages froissés beige et marron, amarants ou gris et blanc cassé sont destinés aux petites pièces et aux peignoirs.

NATHALIE MONT-SERVAN.

## maison

## Le séchage artificiel du linge

COURAMMENT utilisé dans les pays anglo-saxons, le séchage électrique du linge est encore peu connu en France.

● L'armoire sèche-linge, en tôle galvanisée laquée au four, est équipée de barres d'étendage et d'un thermostat qui maintient l'air chaud à environ 50°C. Une minuterie coupe le courant, au terme du temps imparti pour le séchage : de trois à quatre heures, dans une armoire, selon le degré d'essorage du linge. Parmi les appareils de ce genre : deux armoires de 1,60 mètre de haut, l'une de 60 centimètres de large et 60 centimètres de profondeur, pour 4 kilos de linge sec (935 francs), l'autre de 32 centimètres de profondeur seulement, pour 2 kilos de linge, 949 francs (Halvatis, 2, boulevard Saint-Martin, 75010 Paris). Une armoire pour 3 kilos de linge sec fait partie d'un programme d'appareils encastrables, dont un réfrigérateur ayant les mêmes dimensions : 1,13 mètre de haut et 0,60 mètre de profondeur (Neff, 1 320 F).

● Un séchoir mural, prenant le minimum de place, refermé, devient pour étendre des petites pièces de linge, 517 F avec minuterie (Halvatis).

● Le séchoir rotatif ressemble à une machine à laver, dont il a les mêmes dimensions. Le linge mouillé est déposé dans un tambour qui tourne lentement pendant que l'air chaud traverse le linge. Selon les capacités du séchoir et l'essorage du linge, le séchage dure de une à trois heures. L'humidité s'évacuant dans la pièce, celle-ci doit être aérée pour éviter les condensations. Les appareils existant sur le marché sont d'origine étrangère. Trois séchoirs ont une capacité de 4,5 kilos de linge sec : l'un peut être raccourci à une gaine d'évacuation (Bauknecht, 1 535 F), l'autre possède un tambour avec inversion du sens de rotations pour détendre le linge (Miele, 2 460 F) ; le troisième est doté d'un contrôle électronique de séchage (Siemens, 3 350 F). Parmi les petits appareils, un séchoir pour 2 kilos de linge peut s'accrocher au mur (Miele, 18, avenue de la République, 75011 Paris). Un autre, pour 2,7 kilos de linge, est monté sur roulettes (Hoover, 1 150 F).

Enfin, rappelons qu'il existe désormais des machines dans lesquelles le linge est lavé et séché, dans le même tambour. Toutefois, pour obtenir un séchage correct, il faut retirer la moitié de la charge de linge lavé. Ce type d'appareil, polyvalent (Siemens ; Bosch ; A.E.G.) connaît certainement le succès pour sa commodité d'emploi ; mais il faudra attendre encore quelques années pour que son prix soit à portée de bourse d'un jeune ménage.

JANY AUJAME.



(Dessin de MABOQ.)

## odette

une ligne mince et jeune  
sur mesure  
couture, robes, manteaux  
coiffes, des robes de nuit  
selon votre problème particulier  
sur rendez-vous 770 01 77  
64 rue d'Hauteville 75010 Paris  
44 rue d'Hauteville 75010 Paris

## SCOOP

Il n'y a jamais  
eu tant de femmes  
élégantes sur les  
Champs-Élysées.

Les nouvelles vont vite à Paris. Les Parisiennes sont déjà averties d'un événement sans précédent : l'ouverture par SUSAN DE BERG, à la Galerie Point-Show, 85 Champs-Élysées, d'une boutique qui est déjà l'un des plus beaux magasins de joaillerie de la célèbre avenue.

Mieux encore ! SUSAN DE BERG propose une exclusivité en Europe : les « Naldés », des perles aux subtils nuances blanches, roses ou bleues, et dont certaines sont encore inconnues pour nous.

De forme baroque, style de nouveau à la mode en France, ces perles mystérieuses et diaphanes évoquent les charmes profonds de l'Orient.

Bien avant New York elles sont en vedette à Paris dans cette nouvelle boutique qui, décidément, n'est pas comme les autres.

Un nom à retenir. Une boutique à visiter sans délai.

SUSAN DE BERG Joaillière, Galerie Point-Show, 85, Champs-Élysées, PARIS

tout un petit  
grand magasin  
pour habiller  
vos enfants

ERES  
LITTLE SHOP  
2 rue tronchet paris 8°

RENOVER UN APPARTEMENT  
— Travaux tous corps d'état ;  
— Réalisation et coordination ;  
— Choix de matériaux et de couleurs.

SOUS LE TOIT  
16, rue de Châtillon, 75014 PARIS  
239-39-44/232-07-34

SUISSE  
LA BONNE  
ADRESSE

Arusa Hôtel «Hohe Promenade»  
1ère classe. Belle situation, centrale et tranquille. Toutes chambres avec tout confort. Cuisine soignée. Demandez prospectus ! Tél. 19-41 81 31 28 31. Tél. 74 382.

VERENAHOF-HOTELS BADEN près Zurich  
Vous pouvez aussi décider de votre santé. La cure de bains régulière dans les eaux riches en sels minéraux de Baden près Zurich est garantie de succès. Les hôtels sont directement reliés à la piscine thermale et au service thérapeutique. Tél. 194159 / 22-32-31.

Hôtel-Restaurant Edelweiss Typic-Swiss  
Cuisine : Un village de chalets suisses reconstruits dans un restaurant, avec sa musique et son folklore, 42 chambres et studios, 2 place de la Navigation - GENÈVE T. 1941/22/31323 - 314940 - 221194 - Tél. 27.584.

Lugano - Paradiso A L'HOTEL ALBA  
vous serez bien accueilli  
En ce site idéal, proche de la ville et du lac, au pied du San Salvatore. Parc ombragé, terrasse. Garage tout confort. Ouvert toute l'année. Attilia Ruffi - Tél. 1941 91/54 37 31.

LUGANO, HOTEL MEISTER  
Maison de 1ère classe avec piscine chauffée, au quartier résidentiel «Paradiso» (près de l'issue de l'auto-route «Lugano-Sud») Tél. 1941 91/54 14 12 Tél. 79 385

CLINIQUE LA MÉTAIRIE  
1260 Nyon près Genève, Lac Léman - Tél. 1941/22/61 15 21.  
Dr G.-W. Semadeni, méd.-dir.  
Établissement médical privé pour les affections du système nerveux. Chimiothérapie - Psychothérapie - Traitements biologiques. Cures de sommeil - Désintoxication - Physiothérapie - Massages. Culture physique - Sport.

GENÈVE - GALERIES D'ART  
GALERIE JACQUES BENADOR, rue de l'Hôtel-de-Ville, T. 1941/22/19098  
GALERIE BONNIER Jean Rammelet, Grand'Rue 12, T. 1941/22/284635  
GALERIE EDWIN ENGELBERT, Grand'Rue 11, T. 1941/22/287332

TOURISME  
HOTELS RECOMMANDÉS

## Province

## BORDEAUX

LE GRAND HOTEL DE BORDEAUX  
N. Appt. calmes, 44 à 64 F T.T.G.  
Centre affaires et spectacle.  
2, place de la Comédie, Bordeaux.  
Tél. : 51-64-03 à 05.

## Côte d'Azur

## NICE

HOTEL FRATEL \*\*\* N.N.  
(Plin centre) entièrement neuf,  
calme, jardin, piscine chauffée.  
Pension complète 120, demi-pension  
100 T.T.G.

NICE - COTE D'AZUR  
H. AZUR \*\*\* 06380 - Tél. : (93) 55-74-20  
centre f. mer 45 ch. b. av. S.B. W.C.  
cuisine frigo, tél. Doc. gratuite.

## ANTIBES

MAS DJOLIBA \*\*\* N.M. Calme, parc ;  
Demi-pension. Téléph. (93) 34-02-48.

## Suisse

## AROSA (Grison)

HOTEL VALSANA, 1<sup>re</sup> classe  
Cours de tennis. Piscine plein air  
et piscine couverte.

## REVETEMENTS MURAUX METALLISES

irisa  
Les murs, enfin, s'animent  
de reflets chaleureux...  
Revetements muraux Irisal  
69, rue de la Verrerie - 75-Paris 4°  
Tél. 272.84.97

prêt-à-porter  
et chandails  
cashmere,  
poil de chameau  
et tweeds.

Les coordonnés de  
JAEGER  
sont 100 %  
made in England  
PARIS, 5, rue d'Hauteville 75008  
Tél. 265.22.46

REVETEMENTS MURAUX METALLISES  
SHANGHAI  
Allié à de discrets reflets métalliques  
la douceur et le relief de la soie sauvage  
Revetements muraux Irisal  
69, rue de la Verrerie - 75-Paris 4°  
Tél. 272.84.97

NICE : 8, av. de Verdun  
Tél. 82.24.28  
CANNES, 5, la Croisette  
Tél. 99.57.65

سكنى من الامل



# LE FLOU ET LE SAUTILLANT



1000







## DES LOISIRS

### chronique sportive

LE «GRAND PAVOIS» DE LA ROCHELLE

#### Bourse aux bateaux, bourse aux nouvelles

Sous le nom de Grand Pavois, une exposition de flot de bateaux de plaisance vient d'avoir lieu à La Rochelle. Pour ceux qui ne connaissent pas la plaisance, c'est une occasion de voir une vue d'ensemble de la production. Parce que la plaisance est une activité saisonnière, les chantiers ne travaillent que pendant l'été. Les bateaux sont donc présentés en vue habituelle, c'est-à-dire livrés à la clientèle qui prendra livraison d'un bateau au printemps.

Le Grand Pavois, créé l'an dernier, bénéficie en tout cas d'un statut : il a lieu dans une ville qui est devenue la capitale française de la voile. A côté du nouveau port des Minimes où sont présentés les modèles français et étrangers, on trouve des chantiers, des voiliers, des fabricants de mâts. Des architectes navals très en vue habitent La Rochelle. La bourse aux bateaux est en même temps une bourse aux nouvelles.

Parmi les créations, on les bateaux sont connus, on pouvait voir le *Dufour 31* (9,40 mètres), construit sur place dans le plus grand chantier de plaisance du monde. Construit : le *X-11* (8,20 m), venu de Vannes, qui prend un bon départ ; le *Delph*, construit à La Seyne-sur-Mer par Ardena, qui a collectionné les victoires en Méditerranée ; le *Figue* (11,50 m), le *Comfort* 30 (9,15 m).

Les visiteurs, bien accueillis, étaient plus nombreux que l'an dernier. Cependant, les transactions ont été, semble-t-il, de même importance qu'en 1973. Le vent n'est certes pas à l'euphorie, mais le courant qui pousse les Français vers la mer domine. De plus, la voile ne souffre évidemment pas de la hausse du carburant. La profession demeure, dans l'ensemble, assez confiante.

Au Grand Pavois on pouvait même rencontrer des constructeurs heureux. Michel Dufour, qui rentrait des Etats-Unis, nous a confié qu'après bien des efforts et des déceptions, il était en train de réaliser une période sur ce marché difficile. Il espère vendre en un an, outre-Atlantique, quel que cent cinquante bateaux (des types 27, 31 et 34) sur sa production totale de six cents : un exemple à suivre pour l'économie française. Ce développement compense en tout cas le déclin enregistré au cours des dernières années, la Grande-Bretagne en particulier.

Sur les quais et les pontons, il était aussi question de compétition. La Semaine de La Rochelle,

qui a lieu à la Pentecôte, attire de plus en plus de monde et pose bien des problèmes à ses organisateurs. La *Elit Tux Cup*, qui s'est disputée ici le mois dernier, aura lieu l'an prochain aux Etats-Unis, comme la *One Ton Cup*, mais celle-ci sera courue à Marseille en 1975. Il nous a semblé qu'on y pensait déjà beaucoup. Nous avons ainsi entendu parler pour cette confrontation de trois nouveaux One Tonners français : un *Dufour* réalisé en bois moulé à La Rochelle de bateau du *Peter* son qui a été la *Elit Tux Cup* a été construit dans cette ville par le chantier Hervé, qui compte livrer plusieurs unités de ce type en bois moulé, un *Finot* en aluminium, le *Bris 37*, qui sortira de chez Le Guen et Hémi, spécialistes du métal léger, et un *Maurice* en plastique, grand frère du *Delph*, qui proviendra, comme lui, de chez Pierre Gary, à La Seyne-sur-Mer.

D'autre part, le chantier rochelais de Roger Mallard, qui présente son *Ecume de mer* dans une nouvelle et agréable version 1974, prépare toujours sur plans *Finot*, un *Elit Tuxer* inédit, *Rose de mer*.

Voilà qui paraît de bon augure. Il est réjouissant de voir de grands architectes français s'illustrer enfin à la *One Ton Cup*, si négligée chez nous jusqu'à maintenant. Les créations américaines y ont toujours fait la loi : Doug Peterson a régné cette année, mettant fin à la suprématie de Dick Carter et d'Olin Stephens. Ce n'est, un peu éclipse par Peterson, le met à nouveau en vedette, après avoir dominé ses adversaires dans la Coupe de l'Amérique : son compatriote Britton Chance, discrétité et l'Américain Bob Miller, trop confiant.

En effet, en Grande-Bretagne même, où il a essuyé un échec voilà quelques semaines dans la *One Ton Cup*, Stephens enregistre des succès spectaculaires avec des voiliers de sa conception. Le *Swan 44 Keelha*, vainqueur en classe I dans les épreuves du RORC (Royal Ocean Racing Club) de la saison, a été déclaré « bateau de l'année » ; il devance *Battlecry*, né sur la même planche à dessin. En classe II, *Genier* d'Hamble l'emporte ; il est de la même origine, comme *Cyclone*, vainqueur en classe III. Avant son tragique naufrage, *Morning Cloud*, à la Edward Heath, tenait la drôle haute à ses rivaux. C'est beaucoup pour un seul architecte !

A quand une grande rencontre internationale en haute mer : Stephens contre la reste du monde ? On aime prendre des initiatives à La Rochelle. Une telle compétition ne passerait pas inaperçue.

YVES ANDRÉ.

### Plus que jamais le «cirque blanc»

Nous y voilà ! Non contents d'avoir poussé les skieurs à un professionnalisme à peine déguisé en multipliant les compétitions, la Fédération internationale de ski (FIS) entend maintenant les transformer en sautimbanches. Le comité alpin de la FIS, réuni à Bâle le 19 septembre, a en effet adopté le principe des courses parallèles avec des difficultés artificielles sous la forme de deux trépanes.

On attend que soient ajoutés les anneaux de tour et les bords d'eau pour corser des épreuves qui ne semblent plus faire recette. Et si, demain, les professionnels américains s'avisent de faire disparaître les skis, la FIS, dans son souci de surenchère, n'adopte cette méthode tout en lui ajoutant trois prouesses obligatoires afin de rassurer les ferveurs du public.

Ce public — l'aurait-on oublié ? — suit passionnément les compétitions lorsqu'il s'en dispute, quatre ou cinq importantes dans l'année. Il a commencé à manifester son désintérêt quand, d'un jour à l'autre, lui parvenaient tant de résultats qu'il lui devenait impossible de s'y reconnaître.

Sachant maintenant qu'on lui propose des jeux de cirque, sans doute préférera-t-il le vrai, celui qui a chapéauté sur rue et qui abrite des gens de métier. Là au moins, on ne tente pas d'abuser le spectateur en lui parlant de sport et d'amateurisme.

Au second tour d'Etat à la jeunesse et aux sports, on en est à remettre en cause la participation de la France aux compétitions olympiques... On se refuse, en effet, à admettre que des athlètes puissent être transformés en funambules, surtout dans une aussi noble discipline que celle du ski. — F.S.

91-LONGJUMEAU  
**LE VAL D'OR**  
39 maisons dans une clairière

A 18 km de Paris par l'autoroute.

Bati-Service  
Tél. 744.87.79.

**LE VAL D'OR**

39 maisons dans une clairière  
Visite sur place  
rue de Ballainvilliers  
91-LONGJUMEAU  
ts les j. de 13h à 18h  
sam. et dim. de 10h30 à 12h30 et de 14h à 19h.  
Bati-Service  
Tél. 744.87.79.

**SUR MESURE et DEMI-MESURE**  
chemises de qualité pour hommes soignées !  
dans la forme qui vous plaît  
à votre taille et longueur de manches  
ALBUM GRATUIT  
Société industrielle de confections  
"DURFOR"  
61 - FLERS  
SUR DEMANDE

# LES HAUTS LILAS

82 rue de l'Egalité, 93260 Les Lilas

## DES APPARTEMENTS EXCEPTIONNELS PAR LE RAPPORT QUALITE-PRIX

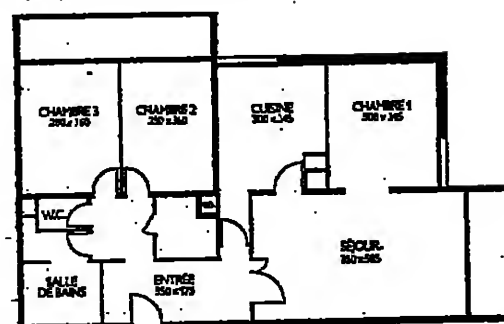
A la Résidence des Hauts-Lilas, vous trouverez deux fois le calme.

D'abord l'immeuble, bien que très proche de Paris, est à l'écart des grands axes de circulation.

Les appartements ensuite ont été particulièrement étudiés sur le plan de l'isolation acoustique et thermique : joints, contre-cloison et revêtements spéciaux. Le confort intérieur est soigné : au sol, moquette et tomettes. Dans la cuisine et dans la salle de bain, des carreaux de faïence autour de l'évier, de la baignoire et du lavabo.

Chaque appartement comporte un ou deux balcons, une cave et un parking.

Les appartements, habitables en été 75, sont vendus en l'état futur d'achèvement à prix ferme. Prix moyen du 4 pièces : 228 000 F.



### VISITE DE L'APPARTEMENT-TEMOIN, RENSEIGNEMENTS ET VENTE :

Sur place : 82 rue de l'Egalité, 93260 Les Lilas, métro : Mairie des Lilas, les samedis et dimanches de 11 h à 19 h et les autres jours, sauf le mardi, de 14 h à 19 h.

A la Boutique Ocil, 55 bd Malesherbes, 75381 Paris Cedex 08. Tél. 387.33.28 et 522.67.10.



57-59 bd Malesherbes, 75381 Paris Cedex 08.

Je désire recevoir sans engagement de ma part la brochure "Les Hauts-Lilas"

Prénom \_\_\_\_\_

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Document ce bon et renvoyer à Ocil, 57-59 bd Malesherbes, 75381 Paris Cedex 08.

## philatélie

N° 1348

### FRANCE : Centenaire de l'UPU...

Afin de souligner le centenaire de l'Union postale universelle, l'administration française des postes émettra un timbre commémoratif, d'après une maquette et la gravure de Pierre Béquet.



Vente générale le 7 octobre.

1,20 F, vert, rouge et bleu. Impression en taille-douce ; Atelier du timbre de France.

Mise en vente anticipée : Les 5 et 6 octobre, de 9 heures à 18 heures, par le bureau de poste temporaire ouvert à la Maison de la poste et de la philatélie, Musée de la Poste, 94, boulevard de Vaugirard, Paris-15e. — Obligation « premier jour » spéciale pour ce timbre.

Le 5 octobre, de 9 heures à 12 heures, à la Boite principale, 52, rue du Louvre, Paris-1e et au bureau de Paris-41, 3, avenue de Saint-Pierre, Paris-11e. — Boite aux lettres spéciale pour l'obliteration « premier jour ».

### POLYNESIE FRANCAISE : hobbicat.

A l'occasion du deuxième championnat du monde de hobbicat, il a été émis un timbre « poste aérienne ».



180 francs C.F.P., polychrome. Imprimé en héliogravure par l'Atelier du Timbre de France, d'après une maquette dessinée par J.-C. Saquet.

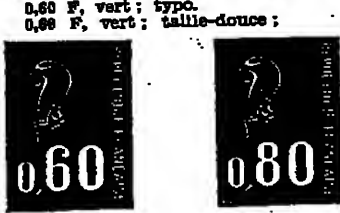
RECUTIFICATIF

© 83500 Pantin (104 av. J.-L. Olive), les 5 et 6 octobre (et non à la mairie).

• A SAINT-ETIENNE, à la Maison des Jeunes, les 5 et 6 octobre, à l'occasion du congrès régional Forcalquier-Vivarois et du deuxième anniversaire du jumelage philatélique « Cheminots philatéliques de Saint-Etienne - Forcalquier ». Une exposition sera organisée.

### ...Et les timbres d'usage courant.

En raison des récents changements de tarifs postaux, par exemple, en vente générale le 7 octobre, deux nouvelles valeurs, dont une en type (feuille) et taille-douce (carré et rectangle) dans un type déjà existant, la « Marianne », de Béquet.

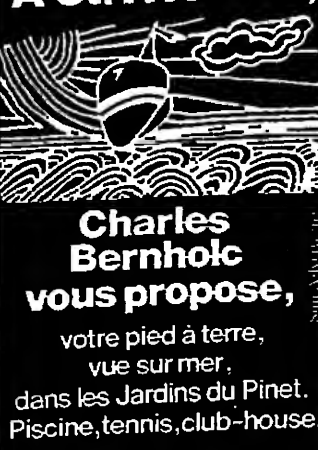


0,60 F, vert ; 0,80 F, vert ; 0,80 F, rouge ; taille-douce. Mise en vente anticipée : Le 5 octobre, de 9 heures à 18 heures, et le 6 octobre, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste de Paris-6, 6, rue Saint-Romain, Paris-VIe. — Obligation « premier jour » spéciale pour ces timbres.

Le 5 octobre, de 9 heures à 12 heures, à la Boite principale, 52, rue du Louvre, Paris-1e et au bureau de Paris-41, 3, avenue de Saint-Pierre, Paris-11e. — Boite aux lettres spéciale pour l'obliteration « premier jour ».

ADALBERT VITALIOS.

### A St. TROPEZ.



Charles Bernholc vous propose, votre pied à terre, vue sur mer, dans les Jardins du Pinet. Piscine, tennis, club-house.

Renseignements et vente : AGENCE de PAMPOLONNE 83350 RAMATUELLE tél. 97.10.67



# SCIENCES

## UNE DÉCOUVERTE CAPITALE POUR LA PROTOHISTOIRE

### Le plus ancien village d'agriculteurs connu en France : Cuiry-lès-Chaudardes entre 3800 et 2600 avant Jésus-Christ

Cuiry-lès-Chaudardes. — Des piquets blancs, verts, rouges, jaunes ou noirs, repèrent des petits trous creusés dans un sol nu tapissé de gravillons. Une vingtaine de jeunes gens occupés, les uns à gratter la terre avec précaution, les autres à charrier les débris dans des brouettes. Tout autour de la fouille, de gros remblais de terre brune. Pour le profane, le site n'est pas très spectaculaire. Mais, avec des explications et de l'attente, tout s'ordonne et on distingue la forme rectangulaire ou trapézoïdale des maisons. Toutes sont bâties sur le même plan allongé. Elles ont été édifiées

entre 3800 et 2600 avant Jésus-Christ.

De ces habitations faites de piliers de bois et de claies de branches enduites de torchis, il ne reste rien évidemment. Mais les trous des pieux creusés dans le sol beige et caillouteux de la terrasse alluviale sont trahis par des traces sombres. Ils sont, en effet, remplis d'une terre noire de texture beaucoup plus fine. Il est ainsi possible de reconstituer le plan des maisons construites il y a environ cinquante siècles.

L'armature des longs murs extérieurs était faite de piliers de bois

espacés de 50 à 70 centimètres. A l'intérieur de chaque habitation, trois autres rangées de poteaux plus espacés alignées dans le sens de la longueur soutenaient le toit. Au centre de la maison, les pieux étaient posés de telle sorte qu'ils laissaient libres de grands rectangles allant d'un mur à l'autre.

#### Culture rubanée

Ce plan n'est pas inconnu. Il a dû naître vers 5500 avant Jésus-Christ en Europe centrale, puis s'est

De notre envoyée spéciale.

répandu peu à peu vers l'est jusqu'en Ukraine, vers l'ouest en Allemagne, en Autriche, aux Pays-Bas, et dans le nord-est de la France. Quatre cents de ces habitations ont été repérées dans toute l'Europe. Sur le seul site de Bylany (situé en Tchécoslovaquie, à une centaine de kilomètres à l'est de Prague), le professeur Soudsky a trouvé cent soixante maisons de ce type édifiées entre 4700 et 3000 avant notre ère. Les habitants de toutes ces maisons utilisaient des poteries ornées de

même décor fait de lignes parallèles continues ou pointillées. On a donc donné à cette civilisation néolithique le nom de culture rubanée ou linéaire.

Chaque maison est flanquée d'une ou plusieurs fosses irrégulières qui se sont, elles aussi, remplies au cours des siècles d'une fine terre noire. Les cultivateurs néolithiques y ont pulvé l'argile dont ils avaient besoin pour faire le torchis de leurs maisons. Ensuite, le trou servait de poubelle — on y trouve des tessons de céramique et quelques os d'animaux domestiques, vaches, cochons, chèvres et moutons — ou, comme à Bylany notamment, de four à blé ou à céramique et aussi de silo. Ces silos, que l'on n'a pas retrouvés à Cuiry-lès-Chaudardes, renseignent sur la durée d'occupation de chaque site, car leur réajustement intérieur d'argile était refait chaque année. A chaque couche d'enduit correspond donc une année d'utilisation.

Les agriculteurs néolithiques recherchaient les riches terres noires (les chernozéms), sur lesquelles poussaient une céréale mixte. Ils commençaient par brûler une portion de forêt et cultivaient pendant quatre ou cinq ans la terre ainsi libérée. L'épuisement des sols les forçait ensuite, sans quitter le village, à installer les champs sur un deuxième, puis sur un troisième site. Ce cycle durait donc de douze à quinze ans. Après, les agriculteurs devaient aller plus loin à la recherche d'autres chernozéms et de sols vierges.

#### Une population petite et gracieuse

Chaque maison abritait, selon la longueur (20 à 40 mètres), de deux à six familles, comme en témoignent le nombre des foyers. Certes, on n'a pas retrouvé les sols originaux des habitations à Cuiry-lès-Chaudardes. Ceux-ci ont été tassés et détruits par le ruissellement. Ce sont donc d'autres sites européens qui ont fait connaître le rythme de la culture linéaire, mais la similitude des maisons et de la poterie permet de penser que le mode de vie des agriculteurs installés dans la vallée de l'Aisne était le même que celui des populations vivant en Europe centrale quelque deux mille ans avant eux.

A Cuiry-lès-Chaudardes, on n'a retrouvé aucun reste humain — si ce n'est un soldat anglais tué en juillet 1918. Mais, par les autres sites de culture linéaire en Europe, on sait qu'il s'agissait d'une population petite, gracieuse et dolichocéphale, d'origine méditerranéenne.

Dès qu'il est repéré, chaque objet — tessons, os, silex taillés — est soigneusement localisé, numéroté, nettoyé et stocké pour étude ultérieure. Tout sera mis sur ordinateur, grâce à un crédit spécial de 200 000 francs pour deux ans accordé par la Direction générale de la recherche scientifique et technique (D.G.R.S.T.). Des échantillons de la terre noire remplissant les trous des poteaux et les fosses sont prélevés pour être examinés par des paléontologues, des palynologues (spécialistes des pollens anciens). Tout cela demandera du temps. Jusqu'à présent, les archéologues sont allés au plus pressé, car le site, « prêt » par le propriétaire actuel, a dû être recouvert mi-septembre par le sol végétal dont on l'avait provisoirement débarrassé.

Cette zone de la vallée de l'Aisne doit d'ailleurs être fouillée de toute

urgence. Des ballastiers exploitent en effet les graviers des terrasses alluviales, et, avant dix ans, un canal à grand gabarit doit remplacer le petit canal latéral actuel.

Si la découverte du village néolithique de Cuiry-lès-Chaudardes constitue un événement capital pour la connaissance de la protohistoire de la France, le comportement des autorités du département de l'Aisne et des exploitants de la région est également remarquable. Depuis 1967, l'Office du tourisme de l'Aisne a chargé M. Michel Bouraux de détacher les sites archéologiques du département par la photo aérienne et par la surveillance des gravières et des chantiers. C'est ainsi que furent repérés les divers sites préhistoriques de la vallée de l'Aisne. En outre, le conseil général a attribué en 1974, sur proposition du préfet, M. Brun, une subvention de 100 000 F à l'unité de recherches archéologiques n° 12 (1). Un archéologue à temps plein et une aide financière importante : l'Aisne est probablement le seul département français à soutenir l'archéologie avec autant de générosité.

Quant aux exploitants, leur coopération est acquise. Les ballastiers préviennent les archéologues quand ils ont atteint les gravières après avoir décapé la terre végétale et ils signalent les trouvailles qu'ils peuvent faire eux-mêmes. Les agriculteurs d'aujourd'hui livrent, pour un été, un champ aux archéologues, laissant donc enlever la terre végétale qui sera remise en place après quelques mois. La population de la région s'intéresse, elle aussi, à ses lointains prédécesseurs. A Beaurieux, petite localité voisine, une exposition sur les fouilles a attiré de nombreux visiteurs en 1973, et le pharmacien expose en permanence quelques objets trouvés dans les sites de la région.

YVONNE REBEYROL

(1) La subvention annuelle des Archives départementales a été de 4 000 F en 1973 et de 5 000 F en 1974. L'unité de recherches archéologiques n° 12 reçoit aussi un crédit du C.N.R.S. et elle devrait recevoir prochainement une aide importante de la D.G.R.S.T., qui s'ajoutera à la subvention déjà accordée pour l'étude au département.



Dès qu'une fille sait taper à la machine, elle se croit secrétaire.

Comment reconnaître du premier coup d'œil la débutante qui n'a jamais travaillé, la dactylo qui rêve de ne plus taper à la machine ou celle qui s'est qualifiée d'elle-même un beau matin "sténo-bilingue" ?

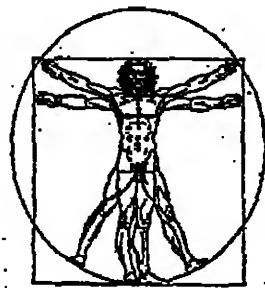
Pour éviter ces mauvaises surprises, Manpower fait obligatoirement passer des tests à toutes les candidates aux emplois de bureau. Des tests sérieux qui permettent de savoir laquelle peut partir en mission tout de suite... ou devra, si elle tient à travailler chez

Manpower, suivre nos cours de perfectionnement.

Ces cours sont gratuits et durent parfois plusieurs semaines. A la fin, nous savons bien à qui nous avons affaire et Manpower peut faire la différence entre celle qui sera une bonne secrétaire... et celle qui sera seulement une excellente dactylo.

C'est alors qu'elle part en mission, lorsque Manpower est sûr de leurs capacités professionnelles et de leur adaptabilité.

**Manpower vous enverra seulement les secrétaires qui ont réussi ses tests ou suivi ses cours de perfectionnement.**



**CLEN**  
modernise votre  
**BUREAU**

BUREAU : nouvelle génération de bureaux de prestige pour l'entreprise, les professions libérales ou le bureau personnel. Blanc ou noyer. Pédiculet en bois ou en métal.

A portée de la main, une diversité de 60 choix libres de choix de couleurs, de finitions, de formes et de dimensions. Trois à quatre-vingt-cinq modèles.

Dimensions : 140 x 60 cm  
1.078 F net

Dimensions : 140 x 80 cm  
1.421 F net

Exposition - Information  
**35, av. FRIEDLAND**  
PARIS 8<sup>e</sup> - Tél. Paris : 901.16.73

Documentation gratuite en réclmant M. J. SAINT-SENOT-LA-FORÊT 97500 CHIRON-L.

STAND SICOB : CLEN et 1912  
MATÉRIEL ET MÉTHODES DE TRAVAIL

La 7<sup>e</sup> Foire-Internationale des Machines-Outils au Japon se tiendra à Osaka à partir du 24 octobre jusqu'au 4 novembre 1974. Cela vous offrira une occasion d'étendre largement vos connaissances vers l'industrie des machines-outils. Ne manquez pas de la visiter.

1974  
7th  
JAPAN  
INTERNATIONAL  
MACHINE TOOL  
FAIR  
OCT. 24-NOV. 4

OSAKA INTERNATIONAL TRADE FAIR COMMISSION  
c/o International Hotel, Osaka, 58, Hashizumecho, Uchibonmachi, Higashiku, Osaka, Japan

مركز التدريب







# ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

## TRANSPORTS

A PROPOS DE...

Une nouvelle liaison Paris-Pékin

### LA CHINE PREND L'AIR

L'Administration de l'aviation civile chinoise (A.A.C.C.) — ainsi se nomme la compagnie chinoise — s'apprête à ouvrir sa première ligne internationale. Elle exploitera, à partir du mois d'octobre prochain, un vol direct hebdomadaire Paris-Pékin via Karachi. Autre signe d'ouverture de l'empire du Milieu au monde extérieur : au cours de sa croisière autour du monde, le « Queen-Elizabeth-II », fera escale à Canton au mois de février 1975.

Quand donc feront-ils leur « grand bon en avant » dans le transport aérien international ? La désertion des Chinois sur ce sujet entretenait la suspense. De saletés de quelques indices — des vols de reconnaissance, par exemple, — certaines observations avançant des dates précises, traçant des réseaux imaginaires. Et puis, toujours l'attente était déçue.

Les Chinois n'en étaient pas à quelques mois près, ils étaient résolus à préparer soigneusement la sortie de leurs avions sur les aéroports étrangers. Ils avaient une flotte à équiper, des navigants à former, des droits de trafic à négocier. On ne s'improvise pas, du jour au lendemain, transporteur aérien, surtout dans un pays très longtemps coupé du monde extérieur.

Placés, au mois de janvier 1967, sous le contrôle direct de l'armée populaire de libération, l'A.A.C.C. ne se soucia guère de sortir des frontières, sauf à desservir son ancienne alliée : l'Union soviétique, la Mongolie et quelques pays voisins amis : la Roumanie, la Corée du Nord et le Vietnam du Nord. Le devoir l'appelait à l'intérieur. L'avion, ciment de l'unité nationale. Pendant la révolution culturelle, on vit ainsi la compagnie chinoise jouer un « rôle vital » en transportant, aux quatre coins du territoire, des millions d'exemplaires des pensées du président Mao.

Venu le moment de rompre son isolement, la Chine ouvrit timidement son ciel à des compagnies étrangères, tristes sur le volet. Pakistan International Airlines (PIA) reçut, au printemps 1964, l'autorisation de fréquenter les pistes de l'aéroport de Chen-

ghai. Goûtant aux fruits de la diplomatie gaullienne, Air France se vit reconnaître le même privilège à l'automne 1966. C'est dans le même ordre d'arrivée que ces deux transporteurs se présentaient, l'un derrière, à Pékin. De nombreux autres concurrents sont sur les rangs pour desservir l'empire du Milieu. Question de prestige, mais aussi d'intérêt.

L'A.A.C.C. s'équipe d'appareils russes, anglais et américains pour prendre sa part de trafic sur certaines lignes internationales. Elle possède cinq Ilyouchine-62 et une bonne vingtaine au moins de Trident. Elle a pris livraison de huit Boeing-707 sur les dix commandés aux États-Unis. Elle étudie l'acquisition d'une trentaine de VC-10 et devrait prochainement confirmer l'achat de trois Concorde, qui se mesureront, peut-être un jour, aux Tupolev-144 des « révolutions » soviétiques.

La Chine a signé, depuis de nombreux mois, plus de vingt accords aériens. L'A.A.C.C. s'est ainsi ouverte à la possibilité d'exploiter plusieurs liaisons vers l'Afrique orientale, l'Amérique du Nord et l'Europe de l'Ouest. Elle a finalement choisi d'assurer son premier vol intercontinental vers Paris. Ulérieurement, elle devrait desservir sur cette route la Roumanie, l'Albanie et la Yougoslavie.

Pékin n'était jusqu'alors qu'un cul-de-sac. Elle va devenir un point de transit. L'accord sino-japonais signé au printemps dernier renforcera cette position de la capitale de l'empire du Milieu. Japan Airlines doit incessamment ouvrir une ligne Pékin-Tokyo. Air France envisage de continuer son service Paris-Pékin vers la capitale nipponne. La Chine à la croisée des chemins.

Lors de l'assemblée générale de l'Organisation de l'aviation civile internationale (O.A.C.I.), réunie en ce moment à Montréal, le représentant chinois, nouveau venu dans le « club », a clairement exposé l'état d'esprit de son gouvernement. Il a sans ambages accusé les États-Unis d'avoir pris le contrôle économique du transport aérien dans les pays du tiers-monde, afin « de pouvoir les manipuler à sa guise ». Un débat politique. L'avion n'est jamais neutre.

JACQUES DE BARRIN.

## ENVIRONNEMENT

M. Jarrot : l'usine de Markolsheim est sans danger

De notre envoyé spécial

Strasbourg. — Dans le discours qu'il a prononcé ce vendredi matin à la préfecture de Strasbourg, M. Jarrot, ministre de la Qualité de la vie, a confirmé son opposition à toute implantation industrielle nouvelle sur les rives des Vosges. Cela revient à stopper les projets de stations. « En attendant la parution du Livre blanc sur les Vosges, a-t-il dit, j'ai l'intention de geler tout projet qui constituerait une menace pour notre capital naturel. » En revanche, il a été très pru-

dent sur le chapitre des implantations industrielles, pourtant accusées de plus en plus de polluer en Alsace le sol, l'air et l'eau. Ainsi, pour Markolsheim (1), « il n'est pas question de remettre en cause les implantations décidées », a-t-il précisé. M. Jarrot a cependant des affirmations de la veille, en assurant à ce sujet que « toutes les précautions ont été prises et que les effluents de la Chimie Werke sont sans danger ».

Cela dit, toute nouvelle implantation dans les forêts de cette région sera interdite. Conclusion du ministre : « Il faut empêcher un nouveau type de croissance conciliant l'économie et la protection de l'environnement. »

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) A Markolsheim, la police frontalière a interdit le 25 septembre à de nombreux agriculteurs allemands venus soutenir, par militants de la défense de l'environnement qui occupent depuis sept jours le terrain destiné à l'usine chimique Chemische Werke Mankon de pénétrer en France. Les automobilistes ont alors rallié sur Heut-Schleich (Haut-Rhin), où ils ont bloqué le pont du Rhin entre 10 heures et 12 heures.

### Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE  
UNE SÉLECTION  
HEBDOMADAIRE  
réservée aux lecteurs  
résidant à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande

## «France» : les négociations s'engagent

À la suite du vote organisé par l'équipage, jeudi 26 septembre, et qui donnait une large majorité en faveur d'un retour du paquebot au port du Havre, à quel moment les négociations C.G.T. et C.F.D.T. ont-elles commencé, dans un communiqué commun, que le navire rentre maintenant à son port d'attache.

Cette déclaration peut apparaître comme un tournant dans le conflit. On se souvient en effet que le 11 septembre c'est dans le chenal du port normand que l'équipage avait obligé le commandant à immobiliser le navire. Il s'agissait en même temps pour les deux syndicats de rester à proximité de la base « politique » et syndicale que représente la ville du Havre, où un puissant comité de défense du paquebot est animé par le député et maire communiste, M. André Duron. L'équipage, d'autre part, pouvait espérer faire pression sur les pouvoirs publics en tentant de bloquer l'approvisionnement pétrolier du port.

Le mardi 24 septembre, à cause de la tempête, le navire avait dû lever l'ancre et les marins avaient décidé de rester en mer en attendant l'ordre au commandant d'aller se mettre à l'abri au large de la côte est du Cotentin.

La modification intervenue dans l'attitude des syndicats de marins est interprétée par certains comme un recul, mais doit être considérée aussi comme une volonté d'ouvrir réellement des négociations. La C.G.T. et la C.F.D.T. déclarent en effet : « Il ne peut y avoir d'autre issue au conflit que la négociation ». Cette attitude pourrait être motivée aussi par une certaine lassitude qui se serait fait jour parmi l'équipage. Mercredi et jeudi, en effet, selon notre correspondant à Cherbourg, environ soixante-

cinq membres de l'équipage ont été débarqués. Il se recruta à bord que huit cent vingt à huit cent trente personnes.

De son côté, le comité central des armements de France, au moment où les syndicats de marins C.G.T. et C.F.D.T. entament une grève de quarante-huit heures ce vendredi et samedi, déclare : « Le plan de croisière de l'armement sera arrêté au niveau politique très peu de temps après la réunion du Conseil supérieur de la marine, marquée le 1<sup>er</sup> octobre. Les déclarations présidentielles et gouvernementales ne laissent aucun doute quant à l'approbation par le gouvernement de ce plan et quant à l'adoption de l'essentiel des mesures qui devraient en permettre la réalisation. Ce plan constituera la véritable défense de l'emploi. »

## District parisien

### 9 000 MÈTRES CARRÉS D'ESPACES VERTS SUPPLÉMENTAIRES AUX HALLES

C'est ici, à l'Hôtel de Ville, que le problème des Halles sera réglé, a déclaré le vendredi 27 septembre M. Yves Millhous, président du Conseil de Paris, au cours d'une conférence de presse. « La décision revient en définitive au Conseil de Paris, et il serait dommage que le projet qui nous sera soumis nous empêche de l'accepter. »

C'est, en effet, au début de la semaine prochaine que M. Galley, ministre de l'équipement, doit remettre le rapport que lui a demandé le président de la République sur les conditions financières et techniques d'un nouvel aménagement du centre de communes internationales de la Seine-Saint-Denis. Dans l'état actuel des études, à

indiquent M. Millhous, des équipements prévus aux abords immédiats du centre seraient maintenus (logement, centre des antiquaires et forum commercial), alors qu'ils avaient été remis en cause dans un premier temps. « C'est finalement 9 000 mètres carrés d'espaces verts supplémentaires qui seraient créés », a précisé le président du Conseil de Paris, en soulignant que 4,5 hectares de jardin étaient déjà prévus dans le projet initial. C'est cette fois un jardin de 54 hectares exactement qui serait proposé au président de la République. Le seul équipement important remis en cause étant le centre de commerce international, c'est principalement la nouvelle utilisation du « trou » que devra décider le Conseil de Paris sur proposition du préfet.



## Changer de métier : drame ou nouveau départ ?

### Une équipe de journalistes a fait le point sur la demande des Banques Populaires.

«Vive la mobilité» clament de nombreux économistes. «A bas la mobilité» rétorquent les syndicalistes : presque unanimes. Le débat n'est pas près de se clore. Mais force est de reconnaître les transformations profondes de la société française depuis trente ans et les brassages de population qu'elles provoquent. L'important n'est donc peut-être pas de découvrir sur le bien-fondé de cette évolution mais de trouver les moyens d'y faire face et de la contrôler. Quelles structures existent actuellement pour faciliter les reconversions professionnelles ; que reste-t-il à faire encore pour éviter autant qu'il est possible les échecs, les ruptures dramatiques, les déracinements ? Bernard Hartmann a cherché à le savoir sur la demande des Banques Populaires.

#### Point 74, l'économie dans votre vie quotidienne.

Les résultats de son enquête constituent le dossier central de Point 74, le magazine d'information des Banques Populaires. Comme chaque année, une équipe de journalistes a travaillé sur des sujets économiques d'actualité, qui concernent la vie quotidienne de tous les Français...

Les articles qu'ils en ont tirés font de Point 74 un répertoire de conclusions, de conseils, de renseignements, d'idées, directement utilisables dans la vie familiale ou professionnelle de chacun.

#### Comment évolue le pouvoir d'achat des Français ?

Quels sont les effets de l'inflation sur le niveau de vie ? Qui mène dans la course entre la hausse des prix et l'augmentation des salaires ? Maurice Roy fait le point sur ces questions vitales. Autres sujets, plus directement pratiques : « Part du savoir acheter » où sont énoncés les « trucs » qui peuvent faire économiser jusqu'à 10 % sur un budget annuel... « Comment mieux gérer votre budget santé »... « Êtes-vous bien assuré » etc.

Toutes ces préoccupations paraissent bien loin du domaine habituel d'une banque. Elles sont pourtant au centre de la « philosophie » des Banques Populaires.

#### Faire plus pour vous : aider à vivre mieux.

Depuis longtemps en effet, les Banques Populaires essaient d'instaurer un dialogue réel avec leurs clients et de transformer les

relations habituelles, faites trop souvent de méfiance réciproque, en un échange entre partenaires.

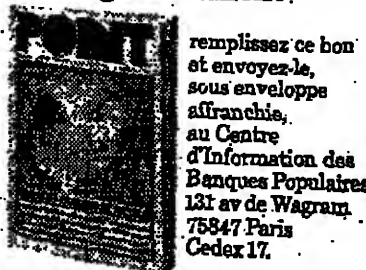
Dans ce contexte, l'information, objective de préférence, et le conseil, ont un rôle majeur.

Point 74, en est un témoin, parmi beaucoup d'autres.

L'argent que vous gagnez, celui que vous confiez à votre banque, doit vous aider à vivre mieux.

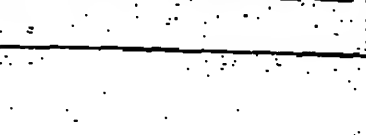
Les Banques Populaires ont choisi de faire un peu plus pour contribuer.

#### Pour recevoir Point 74 gratuitement.



remplissez ce bon et envoyez-le, sous enveloppe affranchie, au Centre d'Information des Banques Populaires, 121 av. de Wagram, 75347 Paris Cedex 17.

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_  
Dépt \_\_\_\_\_



## Provence - Côte d'Azur

### Draguignan veut s'opposer au transfert de la préfecture du Var

La décision de transférer à Toulon le siège de la sous-préfecture du Var, fixée jusqu'à ce jour à Draguignan, soulève dans cette dernière ville et sa région immédiate de très vives protestations. M. Edouard Soldani, maire de Draguignan, président du conseil général et sénateur socialiste, a ainsi déclaré :

« Nous n'accepterons jamais ce transfert effarant qui va rompre l'équilibre du Var. Le département a des moyens légitimes pour s'y opposer. On les connaît bien. La préfecture est le support essentiel de l'économie de Draguignan, ville en pleine expansion. La transférer à Toulon alors qu'on prétend vouloir faire une politique de décentralisation est incompréhensible et absurde. »

Draguignan (21 000 habitants) n'est pas la seule préfecture à compter moins d'habitants qu'une sous-préfecture du même département. Toulon a 350 910 habitants. On peut également citer (1) les cas de la Manche (préfecture : Saint-Lô, 23 708 h. ; sous-préfecture : Cherbourg, 81 598 h.) ; de

la Marne (préfecture : Châlons-sur-Marne, 59 949 h. ; sous-préfecture : Reims, 173 561 h.) ; du Finistère (préfecture : Quimper, 47 801 h. ; sous-préfecture : Brest, 178 225 h.) ; du Morbihan (préfecture : Vannes, 36 354 h. ; sous-préfecture : Lorient, 102 385 h.) ; de la Corrèze (préfecture : Tulle, 22 779 h. ; sous-préfecture : Brive-la-Gallarde, 59 397 h.) ; du Haut-Rhin (préfecture : Colmar, 78 561 h. ; sous-préfecture : Mulhouse, 201 970 h.) ; de l'Ailier (préfecture : Moulins, 42 351 h. ; sous-préfecture : Montluçon, 73 307 h.) ; de l'Aisne (préfecture : Laon, 29 019 h. ; sous-préfecture : Saint-Quentin, 72 694 h.).

Si, par exemple, Saint-Etienne a, en 1856, recueilli la préfecture de la Loire, dont Montbrison était le chef-lieu dès 1801, depuis le début de ce siècle aucun « transfert de préfecture » n'a été décidé, on engage malgré l'évolution de la situation démographique, économique, et les demandes de telle ou telle agglomération. On peut toutefois citer le cas particulier des Ardennes dont, jusqu'en 1968, le chef-lieu était situé à Mézières, ville moins peuplée (25 000 habitants environ) que sa voisine Charleville (31 000 habitants environ). La fusion des deux localités a résolu les difficultés que pouvait soulever ce déséquilibre.

(1) Ces chiffres correspondent, selon le dernier dictionnaire des communes, à la population des agglomérations.



## Un budget plus important sans impôt nouveau

## Un établissement public politique

Tout est à la portée des résidents de Champmesnil : Paris (à 25 minutes)  
appuyés sur un train ; liaison directe gare de la Verrière - gare Mairie  
de Châtillon ; l'autoroute N 104, la N 103, la N 101, le pont au Manoir,  
Champmesnil ; en voiture par l'autoroute de l'Ouest et la N 10, ou par la N 101,  
la route de la Vallée de Chevreuse, la N 308, la N 101, le pont au Manoir,  
Champmesnil ; à pied par les chemins de la Vallée de Chevreuse, la N 308,  
St-Denis, les grands espaces : Rambouillet, 15 km), les sites historiques (Paris  
en Yvelines, 5 km) ; les équipements sportifs : piscine, tennis, golf, etc.  
Champmesnil, 7 km), et tous les équipements. Quant aux maisons, elles sont  
bien conçues et luxueusement équipées, elles bénéficient de prestations  
de sérieux d'un grand constructeur-promoteur : le groupe Saur-Cimé

Venez sur place les 6 maisons-modèles tous les jours de 10 h à 19 h  
Champmesnil 73220 Le Manoir St-Denis Tél. 481 51 38

SEFRID CINE











## INFORMATIONS PRATIQUES

## Télévision et radiodiffusion

VENDREDI 27 SEPTEMBRE

## ● CHAÎNE I

18 h. 50 Pour les jeunes : Le cinéma en herbe.  
20 h. 15 Feuilleton : *Étranger, d'où viens-tu ?*  
20 h. 30 Série : *Cimarron*. « L'Or et la pyrite ».  
21 h. 45 Émission médicale : *L'épilepsie*.  
Avec le Dr Gesteau, président de l'Université d'Alsace-Moselle.

## ● CHAÎNE II (couleur)

19 h. Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19 h. 45 Feuilleton : *Les oiseaux de Meiji Jingu*.  
20 h. 35 Hommage à Anna Magnani. Film : « Rome libérée », de G. Bertolucci et Bencio. Avec A. Magnani et M. Mastrolanni.  
Anna Magnani interprète le rôle d'une jeune femme dont le mari, révolutionnaire, est emprisonné en 1870. Seule, elle inventera la grande révolution de Rome le jour où son mari mourra.  
22 h. 15 Émission littéraire : *Italiques*, de M. Gilbert.  
A. Jarry, N. Arnault, M. Ohi, avec Mme P. Faure et G. Wilson.

## ● CHAÎNE III (couleur)

19 h. Pour les jeunes : L'île aux enfants.  
19 h. 40 Feuilleton : *Mort au jury*.  
20 h. 5 Reportage : *Les cercles d'eau*. Réal. J. Topart.  
Châteaux de la Flandre et la conquête des terres.  
20 h. 35 Hommage à Georges Biseul. de M. Dumay.  
Jeux d'après le l'Artiste, avec les ballets de Roland Petit.

## ● FRANCE-CULTURE

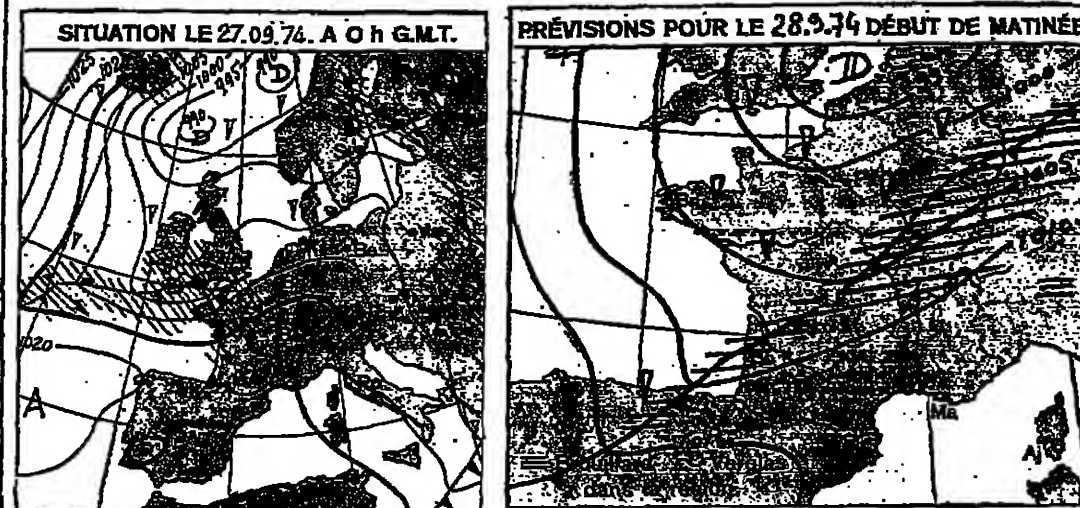
20 h. Rencontre avec... Pierre Sestier. — 21 h. 15. Enjeux du monde. — 22 h. 30. En son temps. — 23 h. 30. Art, création, méthode, par G. Charbonnier. — 24 h. 15. Autour de René Char, par Ch. Lathière. — 25 h. 30. Avec C. Selière. — 26 h. 15. Ch. A. Lacroix, B. Verley. — 27 h. 15. « Symphonie en ré mineur » (Mozart). — 28 h. 15. La musique et ses classiques : Beethoven, Chopin, Janacek.

## ● FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30 (S.). Festival de Salzbourg. Orchestre du Mozarteum de Salzbourg, dir. Th. Gulda. Avec S. Gerd, soprano ; R. Kuehl, violoniste ; « Symphonie en sol mineur » (Mozart). — 21 h. 30. Concerto pour violon et orchestre en ré mineur. Airs de concert. — 22 h. 30. « Symphonie en ré mineur » (Mozart). — 23 h. 30. La musique et ses classiques : Beethoven, Chopin, Janacek.

« Le Monde » publie tous les samedis, numéros datés du dimanche-lundi, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.

## MÉTÉOROLOGIE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm).  
Zône de pluie ou neige : Z. averse : Z. orage : S. Sens de la marche des fronts.  
Front chaud : Front froid : Front occlus.

Evolution probable du temps en France entre le vendredi 27 septembre à 0 heure et le samedi 28 septembre à 24 heures : Une perturbation, venue de l'Atlantique, aura traversé une grande partie de la France dans la journée de vendredi, affectant encore samedi matin la moitié sud-est du pays. Elle sera suivie d'un flux d'air froid venant du nord-ouest, qui envahira progressivement tout le pays samedi et dimanche.  
Samedi 28 septembre, le temps sera, le matin, très nuageux, doux et pluvieux sur la moitié sud-est de la France, avec toutefois des éclaircies passagères dans le Midi méditerranéen.  
Sur la moitié nord-ouest, il fera plus frais que la veille, le ciel sera variable et il y aura des averses près des côtes de la Manche. Au cours de la journée, la zone pluvieuse se déplacera vers l'est et se localisera le soir, des Alpes à la Provence et à la Corse, tandis que le temps instable et plus froid avec averses s'établira progressivement sur la rive du pays.  
Les vents, modérés ou assez forts, souffleront du sud-ouest dans la zone pluvieuse, de l'ouest ou du nord-ouest dans la zone de temps instable. Enfin, quelques crues sont à craindre dans le Nord-Est et surtout en montagne.  
Vendredi 27 septembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris - Le Bourget, de 1 011,5 millibars, soit 758,5 millibars de mercure.  
Températures (la première chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 27 septembre, le second, le minimum de la nuit du 27 au 28) : Ajaccio, 19 et 9 degrés ; Biarritz, 17 et 11 ; Bordeaux, 18 et 12 ; Brest, 14 et 12 ; Caen, 14 et 10 ; Cherbourg, 13 et 9 ; Clermont-Ferrand, 15 et 5 ; Lille, 14 et 8 ; Lyon, 16 et 7 ; Marseille, 19 et 11 ; Nantes, 17 et 11 ; Nice, 25 et 13 ; Paris - Le Bourget, 19 et 9 ; Pau, 17 et 7 ; Perpignan, 20 et 9 ; Poitiers, 18 et 10 ; Rennes, 16 et 12 ; Strasbourg, 13 et 7 ; Tours, 16 et 11 ; Toulouse, 19 et 11.  
Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 13 et 5 degrés ; Athènes, 25 et 15 ; Bonn, 14 et 8 ; Bruxelles, 13 et 8 ; Le Caire, 35 et 23 ; Las Palmas, 28 et 24 ; Coppenhague, 14 et 5 ; Gênes, 14 et 8 ; Liège, 13 et 10 ; Londres, 15 et 8 ; Madrid, 27 et 10 ; Moscou, 12 et 1 ; Palma-de-Majorque, 27 et 14 ; Rome, 21 et 9 ; Stockholm, 11 et 3 ; Téhéran, 15 et 10.

## SAMEDI 28 SEPTEMBRE

## ● CHAÎNE I

14 h. 30 La une est à vous, de G. Lux.  
19 h. Le monde de l'accordéon.  
20 h. 15 Documentaire : *La vie des animaux*, de F. Rossi.  
20 h. 30 Dramatique : *M. Rols et M. Boyer*. Avec M. Javron, R. Powell, R. G. Blake. Comment deux médecins britanniques se sont associés pour créer la voiture qui porte leur nom.  
22 h. Reportage : *Vivre une marée*, de R. Martin et J.-M. Perthuis.  
Les conditions de travail des marins-pêcheurs.

## ● CHAÎNE II (couleur)

17 h. 45 Reportage : *Promenade aux Antilles ou Français des Tropiques*, de C. Anglade.  
19 h. 45 Feuilleton : *Les oiseaux de Meiji Jingu*.  
20 h. 35 Variétés : *Top à Gilbert Bécaud*.  
21 h. 35 Série : *Le conte Yoster a bien l'honneur*.  
« La troisième prophétie ».  
22 h. 25 Samedi soir, par P. Bouvard.

## ● CHAÎNE III (couleur)

19 h. 40 Pour les jeunes : L'île aux enfants.  
19 h. 55 Magazine : *Les gens et leurs idées*.  
20 h. 35 Reportage : *La route de l'or*, de C. Clairval (Deuxième partie). — A travers le Sahara. — Réal. B. d'Almeida.  
21 h. 30 Variétés : *Mondialement vécus*, de M. Dumay.

## ● FRANCE-CULTURE

14 h. 30. Samedi de France-Culture : Analyse des coûts réels, par G. Charbonnier. — 20 h. 15. Nouveau répertoire dramatique, par L. Afton : « Juste au rendez-vous » de E. Westphal (réal. H. Soubeiran). — 22 h. 15. Étranger, mon ami. — 23 h. 30. Café-théâtre, par Y. Taquet. — 24 h. 15. Poèmes d'aujourd'hui sur les ondes : Poésie tonaraise, par J. Roussel.

## ● FRANCE-MUSIQUE

20 h. (S.). Le tour du monde des auditeurs : De France en Espagne (La Bague, P. Atalengu, Griny, Devienne). — 21 h. 30 (S.). Le Festival de Salzbourg. Orchestre symphonique de l'O.R.T.F., dir. M. Harvet et K. Pendergast. — « La Martyre de saint Sébastien » (Debussy). — « Mémoriel » (Pendergast). — 22 h. 30. Concerto pour violon et orchestre en ré mineur. Airs de concert. — 23 h. 30. La musique et ses classiques : Beethoven, Chopin, Janacek.

## DIMANCHE 29 SEPTEMBRE

## ● CHAÎNE I

17 h. 10 Dramatique : « Légion », d'après une nouvelle de B. Clavel. Réal. Ph. Joula. Avec P. Trabaud, B. Audry, R. Lefèvre. Lefèvre, ancien légionnaire, quitte un jour le village perdu où il avait été adopté. Émission diffusée en mars 1972, sur la première chaîne.  
19 h. 10 Documentaire : *De D. Glaser*.  
20 h. 50 Film : « Les Liaisons dangereuses 1980 », de R. Vadim (1980), avec G. Philippe, J. Moreau, A. Vadim.  
Un bourgeois et son épouse vivent en complaisance de l'adultère rétrograde. L'homme s'efforce d'obtenir d'une femme pure et fidèle. Sa complicité le ramène dans la voie de la perversion.  
C'est l'adaptation moderne d'un roman du dix-huitième siècle de Choderlos de Laclos (fut un succès de scandale. Malgré sa couleur littéraire et la participation de Roger Vadim à l'adaptation, c'est moins un traité du libertinage que la mise en place du monde parisien joliment cher à Vadim. Un film qui doit avoir mal vieilli).  
21 h. 35 Série : *Le conte Yoster a bien l'honneur*.  
« La troisième prophétie ».  
22 h. 25 Samedi soir, par P. Bouvard.

## ● CHAÎNE II (couleur)

13 h. 30 Reportage : *Le roman de la Louisiane* (deuxième partie).  
14 h. 30 Film : « La Main gauche du Seigneur », de Ed. Dmytryk (1955), avec H. Bogart, G. Tierney, L. J. Cobb.  
En 1847, dans une région de la Chine proche du Tibet, un aventurier américain, prisonnier d'un bandit chinois, lui échappe en prenant les vêtements et l'identité d'un prêtre catholique dans lequel il est obligé de jouer pour de bon, le rôle dans une mission. Curieuse film d'aventures opposant deux idéologies et exprimant un message ambigu. Voir pour l'interprétation : *Interdiction d'empêcher* par Boyer.  
15 h. 55 Walt Disney : *Cinquante années fabuleuses de Mickey et Robin des Bois*.  
19 h. 30 Documentaire : *Les animaux du monde*.  
20 h. 35 Connaissance de la musique. Arcana, de M. Le Roux.

21 h. 35 Le surréalisme, de M. Arnaud et R. Moritz (deuxième partie).  
22 h. 35 Ciné-club : *Cyril Joseph Losey : « Boom »* (1968), avec E. Taylor et R. Burton.  
Une méditerranéenne, régnant sur une île de la Méditerranée et tourmentée par l'idée de sa fin prochaine, révisé le climat d'une posture, qui passe pour être l'ange de la mort.  
Éblouissante reconstruction esthétique du monde moribond de Tennessee Williams. Mais il faut avoir de bons yeux pour y voir. Avec R. Vadim Losey, « le déclin du monde occidental ».

## ● CHAÎNE III (couleur)

19 h. 15 Magazine régional.  
19 h. 45 Récit : *Les éclaireurs du ciel*. Face à l'ennemi.  
20 h. 35 Magazine : *Pourquoi pas ?* d'A. Voisin et J. Chollet. Berzand chez les Papous. Émission diffusée le 23 octobre 1973, sur la première chaîne.  
21 h. 35 Témoinages : *Êtes-vous seul ?* d'H. Cornfeld. Réal. M. Brault.

## ● FRANCE-CULTURE

14 h. 15. La Comédie-Française présente deux pièces d'Anatole France : « Jocrisse », avec F. Chautau, R. Carmon, F. Seauville, et « Humaine, trop humaine », avec J. Tola, R. Carmon, J. Destouches. — 20 h. 30. Soirée Mozart : « Le Directeur de théâtre », avec M. Masetti, R. Streich, « Zélie », avec R. Streich, W. McDonald. Orchestre symphonique de l'O.R.T.F., dir. J.-P. Maréchal. — 21 h. 30. Soirée lecture de P. Harlin. — 22 h. 30. Livre parcours variétés. — 23 h. 15. Poèmes d'aujourd'hui sur les ondes : « La Poésie honore ».

## ● FRANCE-MUSIQUE

14 h. 30 (S.). La tribune des critiques de disques : « Messe en si mineur solennelle » (Bach) (2). — 20 h. 30 (S.). grandes rééditions classiques (Festival de Salzbourg, Schöenberg, Bartók). — 22 h. (S.). Nouveaux talents, premiers succès. — 23 h. 30. Nouveaux talents et d'aujourd'hui. — 24 h. La semaine musicale à l'O.R.T.F. — 1 h. 30 (S.). Séquences.

## Documentation

## « CHOISIR UN MÉTIER »

Les éditions Bordas viennent de publier un *Guide pratique des emplois et des carrières* destiné aux jeunes qui se préparent à entrer dans la vie active. Ce *Guide* apporte des précisions sur les filières existantes à la sortie de l'école élémentaire et de la troisième.

Un chapitre est consacré aux vingt baccalauréats et à leurs débouchés, ainsi qu'aux possibilités offertes en cas d'échec à cet examen. Quelques métiers sont analysés et commentés. Les carrières de la fonction publique font l'objet d'une étude à part.

L'ouvrage s'achève sur une série de conseils pratiques (curriculum vitae, droits des jeunes travailleurs, travail étudiant) précédés d'une cinquantaine de pages consacrées à la promotion et à la formation professionnelle continue. La présentation générale de ce *Guide*, aux dimensions d'un manuel scolaire encombrant, et sa typographie trop serrée, n'en facilitent pas la lecture.

\* *Choisir un métier*, Bernard Serrou (Bordas), 32 F.

## Enseignement

## UN STAGE SUR L'AFRIQUE FRANCOPHONE

Les Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMEA) organisent du 27 octobre au 2 novembre un stage sur le thème suivant : « Étude des aspects d'une civilisation. Un grand ensemble du tiers-monde : l'Afrique francophone ». Ce stage, créé au Centre régional d'éducation populaire de Paris, est agréé par le secrétariat d'État à la jeunesse et aux sports comme unité de valeur du CAPASE.

\* CEMEA - Coopération internationale, 2 bis, rue de la Bourbe-Blanche, 45000 Orléans, tél. 87-85-19.

● *Un cycle de formation à la vie économique* (cent vingt heures) est organisé au centre de préparation supérieure au secrétariat de la chambre de commerce et d'industrie de Paris. Cet enseignement de formation professionnelle continue a lieu tous les mardis après-midi, du 15 octobre 1974 au 17 juin 1975.

\* *Représentations au secrétariat de l'N.T.T.*, 1, rue Montgolfier, 75003 Paris, tél. 87-94-40 ou 87-37-38, poste 377.

## INSCRIPTIONS À L'INSTITUT NATIONAL DES TECHNIQUES DE LA DOCUMENTATION

Les inscriptions à l'Institut national des techniques de la documentation (Conservatoire national des arts et métiers) sont ouvertes jusqu'au 30 septembre. Les examens probatoires auront lieu le 4 octobre pour le premier cycle, accessible aux bacheliers, et les 7 et 8 octobre pour le second cycle, réservé aux licenciés et aux titulaires d'un diplôme d'études universitaires générales (DEUG) ou d'un diplôme universitaire de technologie (DUT) préparant une licence ou une maîtrise.

Les enseignements peuvent être suivis à mi-temps en deux ans pour le premier cycle et de deux à quatre ans pour le second cycle. Le second cycle peut aussi être suivi en un an à plein temps.

\* *Représentations au secrétariat de l'N.T.T.*, 1, rue Montgolfier, 75003 Paris, tél. 87-94-40 ou 87-37-38, poste 377.

## Circulation

A partir du 1<sup>er</sup> octobre  
FEUX DE DÉTRESSE  
OU TRIANGLE  
DE PRÉ-SIGNALISATION  
OBLIGATOIRES

La délégation à la sécurité routière rappelle aux automobilistes possesseurs d'un véhicule mis pour la première fois en circulation à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1970 les règles de pré-signalisation entrant en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre prochain. Tout véhicule immobilisé sur la chaussée doit faire l'objet d'une pré-signalisation :  
— A l'aide d'un triangle de pré-signalisation placé au moins à 30 mètres du véhicule ;  
— A l'aide du signal de détresse constitué par le fonctionnement simultané des feux indicateurs de direction (clignotants).

## Exposition

● L'exposition *Le Sahara avant le désert*, qui devait se terminer le lundi 30 septembre, est prolongée jusqu'au 17 novembre. Cette exposition est organisée dans la galerie de zoologie du Muséum national d'histoire naturelle. Entrée : 30, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, 75005 Paris. Ouverture : de 10 heures à 17 h. 30, sauf le mardi. Prix : 4 francs ; étudiants, enfants : 2 francs ; groupes accompagnés, 1 franc.

## Jeunesse

● L'école supérieure de commerce de Paris recherche actuellement des chambres de pré-signalisation, pour ses élèves originaires de provinces. Écrire au service du logement de l'école, 79, avenue de la République, 75011 Paris, ou téléphoner au 356-42-32.

## P.T.T.

● Cinq mille lignes téléphoniques supplémentaires pour le central « Villetta ». — Depuis le 30 septembre est entrée en service cinq mille lignes ordinaires et téléphoniques « Villetta » qui desservent les communes de Bobigny, Les

Lilas, Noisy-le-Sec, Pantin, Le Pré-Saint-Gervais et Romainville (Seine-Saint-Denis). Cette installation possède une capacité de cinq mille lignes ordinaires et de mille deux cents équipements à fort trafic.

## MOTS CROISÉS

## PROBLÈME N° 858

## HORIZONTALEMENT

I. Conservent des champignons et vendent des melons ; Abréviation topographique. — II. Intersection ; Physiquement dévalus ou moralement dépréciés ; D'un auxiliaire. — III. N'est pas de force avec des gens bien équilibrés ; Réserve de grains ; Recueille tous les sauternes ; A l'usage de l'écume ; Placé d'un gangster ; Se déguise volontiers ; On le trouve dans le pénible ; A chasser ; VII. En Chaldée ; Possessif ; Étage élevé ; VIII. Complication le travail du scribe ; IX. S'occupe aussi de ses oignons ; X. Tisse ; Prendre avec force (épée) ; Important lorsqu'il est beau ; Lanza dans le public ; XI. Parvient à échanger ; Se fit remarquer ; XII. Tout finit par craquer quand elles deviennent trop fortes ; D'un verbe ; XIII. Plus il est grand, plus il est visible ; Doit être juste pour être tout à fait grand ; Abréviation astronomique ; Lie ; XIV. Symbole de blancheur ; Point d'union ; XV. Se gague à la force du poignet ; Leur inclination n'a rien de triste.

## VERTICALEMENT

I. Concorde à l'interprétation des lignes de la main ; Un endroit idéal pour les chaudières ; 2. La part du feu ; De mauvais goût ; 3. Symbole chimique ; A besoin d'être fortement soutenu ; 4. Prévenant ; Études par un ethnologue ; Divinité ; 5. Facile bien des choses ; Préférable à jamais ; Signe conventionnel ; 6. Contrée ancienne ; Désigne verbalement ; Eau non couverte ; 7. Calibre compositeur ; Façon de voir ; 8. Pourvu d'étonner ; Bien faits ; Permet d'argumenter ; 9. Fin de participation ; Experts en supercheries ; Vieux sale ; 10. Émet un cri ; Une mesure dont on a longtemps

tenu compte ; Possessif ; Pronom ; 11. Récit d'un quotidien ; Façon de se coucher ; Soufflé ; 12. Conjonction ; Terme musical ; Fort lointain ; 13. Ota le meilleur ; Touchés ; A observer ; 14. Fait partie figure en un drapeau ; Époque de libération ; Broché ; 15. Rôle d'apôtre ; On n'attend qu'un signe de lui pour partir.

Solution du problème n° 357

## HORIZONTALEMENT

I. Râtelier ; II. OTAN ; M.P. ; III. Ma ; En ; IV. Uim ; Igné ; V. Laissez ; VI. Sté ; VII. Saverny ; VIII. Rieur ; IX. Idées ; Ain ; X. Dés ; XI. As ; Asoté.

## VERTICALEMENT

I. Romulus ; Ida ; 2. Atala ; Abbes ; 3. Ta ; Mévres ; 4. Éne ; Stère ; 5. Mises ; 6. Image ; Nu ; Oc ; 7. Epine ; 8. Lest ; 9. Tea ; 10. St ; Irénée.

GUY BROUTY.

## Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 27 septembre 1974 :

## UN ARRÊTÉ

● Modifiant et complétant le tarif interministériel des prestations sanitaires (1).

## DES LISTES

● D'admission au cycle préparatoire au second concours d'architecture de l'école nationale de la magistrature.

(1) Ce texte sera ultérieurement édité en fascicule séparé.

## Le Monde

Service des Abonnements  
75 275 PARIS 12  
C. C. P. 4 27 - 23

## ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.  
COMMANDE (sans l'Algérie)  
10 F. 125 F. 177 F. 230 F.

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
144 F. 275 F. 407 F. 538 F.

ÉTRANGERS  
par messagerie  
LUXEMBOURG  
PAYS-BAS - SUISSE  
94 F. 175 F. 232 F. 329 F.

IL - TUNISIE  
94 F. 175 F. 232 F. 329 F.

Par voie aérienne  
sur demande

Les abonnés qui paient par  
chèque postal (ou virement) voudront bien joindre ou émettre à leur demande

Changements d'adresse : diffuser ou provisoire (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont priés de nous adresser leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Journé la dernière bande d'envoi à toutes correspondances

veuillez avoir l'obligeance de rédiger sous les formes propres en caractères d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.

Gérant : Jacques Fauriol, directeur de la publication.

Imprimé à Paris.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية



# CARNET

# RADIO-TÉLÉVISION

## DANS LES NOUVELLES SOCIÉTÉS

**TV 2 : M. Marcel Jullian s'entoure d'un conseiller (Jacques Chancel), d'un directeur (Xavier Larère) et d'un comité de programmation (Claude Barma, Armand Jamnot, Pierre Tchernia et Charles Beaudinat).**

Des sept personnalités désignées par le gouvernement pour présider les nouvelles sociétés de radiotélévision, M. Marcel Jullian est sans doute d'innovation dans la composition de sa direction, où on retrouve davantage d'hommes de programmes que d'énarques.

M. Marcel Jullian n'a pas de directeur général, il n'a pas non plus de directeur artistique. En revanche, il s'est entouré de plusieurs producteurs connus pour leur réussite : Jacques Chancel, dont le choix était connu dès le début de l'été, sera son conseiller personnel. M. Marcel Jullian a décidé de créer, d'autre part, un conseil des programmes composé de Claude Barma (les Rôles maudits), Armand Jamnot (Les Dossiers de l'écran), « Aujourd'hui madame », « Aujourd'hui dimanche », « Aujourd'hui jeunesse », etc.), Pierre Tchernia (Monsieur cinéma), et Charles Beaudinat, ancien directeur en chef à France-Sport. Cette liste n'est pas limitative. Au terme de longues négociations, c'est M. Xavier Larère qui est nommé directeur de la société.

M. Jean-Charles Edeline, président de la Société nationale de production télévisée, a décidé de « maintenir dans ses responsabilités » M. Michel Oudin, directeur, actuellement délégué général à la production télévisée (Buttes-Chaumont).

Né en 1921 à Nancy (Meurthe-et-Moselle), M. Michel Oudin est ingénieur de l'école nationale supérieure des télécommunications. Entré à l'ORTF en 1955, il devient chef de la division exploitation vidéo en 1964. En octobre 1970, M. Oudin est chargé de l'ensemble des services d'exploitation, sous l'autorité de M. Claude Merlier, directeur général adjoint.

En octobre 1971, il est nommé directeur adjoint de la production télévisée. Il lui succède à ce poste en octobre 1972. De 1968 à 1971, M. Michel Oudin a été le représentant des cadres à l'administration de l'ORTF.

## PRESSE

Le « Times » et le « Guardian » viennent de porter leur prix de vente de 8 à 8 pence, augmentation qui équivaut exactement à l'augmentation du prix du papier, précise le Times.

## ÉCHECS

**Au Tournoi des prétendants**

**LA CINQUIÈME PARTIE S'ACHÈVE PAR LA NULLITÉ**

A Moscou, au Tournoi des prétendants, Karpov et Kortchnoi n'ont pas réussi à se départager après la reprise de la cinquième partie. Dans une situation très tendue, les deux adversaires ont finalement consenti la nullité au sixième coup.

Actuellement Karpov compte une victoire contre quatre parties nulles.

don le jeudi 3 octobre, à 19 h. 15, en l'église Notre-Dame-de-Lorette, Paris.

Pour le premier anniversaire de la mort de...

Ses amis d'I.S.M. France font célébrer une messe à l'intention de...

**Soutenances de thèses**

Mercure 9 octobre, à 16 heures, université de Paris, Sorbonne...

**Messes anniversaires**

Pour le premier anniversaire du...

**Visites et conférences**

**SAMEDI 28 SEPTEMBRE**

**Visites guidées et promenades**

Calme nationale des monuments historiques, 14 h. place de la Concorde, grille des Tuileries...

**DIMANCHE 29 SEPTEMBRE**

**Visites guidées et promenades**

Calme nationale des monuments historiques, 14 h. place de la Concorde, grille des Tuileries...

## Réceptions

L'ambassadeur de la République démocratique allemande et Mme...

## Naissances

Le marquis de Jeanne-Marie de...

## Funérailles

Mme Yves Roonen, M. et Mme Paul Teyssier, et le...

## Mariages

— Béatrice Debergue et Jean-Claude...

## Décès

— René Drouillet, qui fut l'un des...

**RENE DROUILLET**

On annonce la mort de René Drouillet...

**GALERIE DE LA CHINE**

EXPOSITION VENTE

**NEUILLY - S. - SEINE**

Salle de vente du Roule

**AUX TROIS QUARTIERS**

BOULEVARD DE LA MADELEINE

du lundi 30 septembre au samedi 5 octobre

**6 JOURS FOUS**

6 JOURS DE PRIX EXCEPTIONNELS sur 7 niveaux

**"Huntsman"**

un tissu d'homme

LES TISSUS **Scabal**

CHEZ TOUS LES HABILLEURS DE QUALITÉ

THE BEST OF **Aquascutum** LONDON

**CHARVET - PLACE VENDÔME**

**ALBERT PILOT**

Galerie Art-Déco, rue Froide, Casp

**HERMÈS**

Parfums Saint-Honoré

COUTURE

Collection automne-hiver du 3 au 11 octobre

Présentation tous les jours à 15 h.

rustiques

ou mont st-michel

**L'information en informatique c'est**

**01 mensuel**

**01 hebdo**

**01 hebdomplux**

**01 digest**

**01 INFORMATIQUE Éditions TESTS**

41, rue de la Grange-aux-Belles, 75010 Paris

Tél. 202.29.10

SICOB - STAND 3 B 3203



# ARTS ET SPECTACLES

**Théâtre des Champs-Élysées**  
1<sup>er</sup> octobre  
à 20 h 30

**JANET BAKER**  
mezzo-soprano  
(Philips)  
avec **GEORGE PARSONS**, piano  
répétition de Monteverdi à Faure

PHILIPS

vient de paraître :  
Haendel, Cantate "Lucresia"  
disque n° 6500 523

**SERVICE CONTINU**  
MIDI 4 H. DU MATIN

**NAVY-CLUB-RESTAURANT**

HUITRES • COQUILLAGES • SPECIALITES • FRUITS DE MER  
DISCOTHEQUE 22 H. à l'aube avec ses Gogos Girls

SPECIALISTE REUNIONS PROFESSIONNELLES • BUFFET CAMPAGNARD  
AUX FROMAGES DE FERME • LUNCH • COCKTAIL • 300 à 500 personnes

SALLES CLIMATISEES • 58, Bd. de l'Hôpital • 75013 / 535.91.84  
FERME LE LUNDI SAUF JOURS FERIÉS / 535.99.86

**CINOGHES ST-GERMAIN**  
1, rue de Condé - Caux. Odéon  
Métro Odéon - 633-10-82

Raymond ROUAUER présente  
**BUSTER KEATON**

**TROIS AGES**  
CAPITAL FILMS-PAIS  
Copyright © MCMXXIV - Raymond Rouauer

**ERMITAGE / UGC MARBEUF**  
ROTONDE / CLUNY ECOLES  
OMNIA BD. / MURAT  
CYRANO (Versailles)

**VIVE LA FRANCE**  
pour l'ouverture du nouveau  
MIRAMAR-MONTMARTRE

**LE MARAIS**  
20 rue de la République 75011

**Les Dernières Flançailles**  
de Jean-Pierre LÉFÈVRE  
"Un des plus beaux films du Festival de Cannes."  
J.L. BORY

**JUSQU'AU MARDI 8 OCTOBRE**

**cinéma 14 JUILLET**  
14, Bd. Beaumarchais  
Métro Bastille - Tél. 700.51.73

**CHILI : UN AN DE RESISTANCE**  
LE CHACAL DE NAHUEL TORO  
VALPARAISO, MI AMOR  
QUAND LE PEUPLE S'ÉVEILLE  
VOTE - FUSIL  
DIALOGUE AVEC L'AMÉRIQUE  
Réponse à Octobre  
IL NE SUFFIT PLUS DE PRIER  
CONTRE LA RAISON ET  
PAR LA FORCE  
LA PREMIÈRE ANNÉE

vend. 22 h sam. 22 h dim. 18 h  
**CHANSONS DE LA RESISTANCE**  
par le groupe « Karaxu »  
Patricio Manns et Mariana.

LIBRAIRIE  
**LA TERRE PROMISE**  
aux cinémas  
**ST SEVERIN - 14 JUILLET**  
Pour programmation et horaires  
voir ligne program.

**Emmanuelle**  
"Le film de l'année"  
vu par Siné

Aux cinémas : TRIUMPHÉ - MARIVAUX  
PARAMOUNT MONTMARTRE  
PARAMOUNT ORLÈANS  
ARLEQUIN - PARAMOUNT MAILLOT  
LUX BASTILLE - STUDIO ALFA  
GRAND PAVILLON - PLAZA - GALAXY  
Périphérie : PARLY II - ARTEL (Rouky)  
VELIZY II

**ERMITAGE y.o. • URSULINES y.o.**  
**BILBOQUET y.o. • MADELEINE y.o.**  
**CLICHY-PATHE y.o.**  
**MAGIC-CONVENTION y.o.**  
et pour l'ouverture du nouveau  
**MIRAMAR-MONTMARTRE**

**Julie Christie**

**Donald Sutherland**

**NE VOUS RETOURNEZ PAS !**  
d'après l'œuvre de  
**Daphné du Maurier**  
un film de NICOLAS ROEG  
INTERPRETÉ PAR MICHELLE YEOH

**LE MEILLEUR FILM DE SUSPENSE**  
UN FILM À VOIR  
DES SOUS-DEMENT

Produit par CASEY PRODUCTIONS LTD.  
**PARLY 2 y.o. • ROSNY 2 y.o.**  
**ALPHA Argenteuil y.o.**

## En bref

### Télévision

**« Ici, peut-être »**  
A la recherche d'une télévision du réel, que l'on a un temps appelée l'« écriture par l'image », le réalisateur Gérard Chouchan et le journaliste-auteur Marcel Trillat ont raconté, dans Ici, peut-être, la longue promenade d'un immigré portugais sur le marché français du travail. Le prétexte est une enquête : Arthur Ferreira a disparu et son frère est venu du Portugal pour le retrouver. Il y a ce qu'on sait : les difficultés qu'Arthur a rencontrées dans ses premiers emplois, la difficulté de parler, de se lier, lui l'étranger, avec les gens d'ici, la manière dont on l'a traité, main-d'œuvre interchangeable. Et puis ce qu'on suppose : son départ pour Fos-Mer, univers de bidonville, où chacun disparaît, anonyme ; et puis, quelqu'un se souvient d'Arthur ; et puis, peut-être, un accident... Gérard Chouchan ne donne pas de réponse — et d'ailleurs, il n'y avait pas de suspense. Dans le monde en noir et blanc qu'il décrit, deux forces s'affrontent : la dynamique implacable de l'industrie, pour qui la main-d'œuvre est un produit indifférencié, et la solidarité humaine, impuissante. Mais, au bout, il y a un certain espoir. Demain, peut-être...  
M. E.

★ Jeudi 26, première chaîne, 20 h. 30.

## Théâtre

### « Arlequin prend la mouche »

Le rideau de fond, sale et rapé, indique la misère. Un œuf géant, qui seul meuble l'espace, est là pour dire bien des choses. Arlequin, grand flandrin mou, portant un masque de chat, essaie d'écraser une mouche, imite la poule qui fait co-co-co. Il se met en boule contre la guerre avec des gestes poétiques. Raconte des histoires drôles qui, comme toutes les histoires drôles, ne passent pas vraiment. Il faudrait peut-être encourager, pourquoi pas, M. Jonathan Metzger, l'aimable amateur israélo-belge qui a écrit et interprété Arlequin prend la mouche, mais lorsqu'on voit que cette exhibition assez pénible dure près de quatre-vingt-dix minutes, c'est-à-dire le temps des Carabinières, de Godard, on se dit que M. Metzger abuse, qu'il a presque rien à dire, qu'il a peu de moyens à sa disposition et qu'il vaudrait mieux qu'il le sache... — M. C.

★ Théâtre 347, 28 h. 45.

## Variétés

### MOULOUDJI CONTEMPORAIN

Mouloudji, on le découvre ou on le redécouvre. Un peu fusambule sur le fil du temps, s'accrochant des mois, des semaines, des années pour vivre, pour s'aimer, libre et heureux, il déparait au hasard des chemins, du soleil et de la passion générique. Et le cœur encore neuf, il est là avec ce qui reste vraiment de l'air de Paris, avec une énorme bouffée de chaleur, avec son univers qui est aussi un peu le nôtre et où se mêlent, se confondent les déchirures et les espoirs.

Mouloudji, on le voit, c'est l'accord intime du cœur et de l'intelligence, c'est l'humilité exigeante, pudique. Jamais en pose, ou si peu, et alors avec une ironie tendre, sa sensibilité est moderne. Mouloudji n'appartient pas aux souvenirs, il n'est pas devenu non plus, comme tant d'autres, un « produit culturel ». Il est bel et bien. Il fouce avec bonheur sur tout ce qui peut enlever la vie. Il mène, en homme masqué, l'humour et la dérision.

Il prend la scène littéralement dans ses bras, lui donne les couleurs de sa sérénité, de son ironie, de sa lucidité. Il a beau être du métier depuis un bon bout de temps, il n'a pas de truc ni d'automatisme, il lui reste une dose de fraîcheur, d'ingénuité. Et il chante avec un sans micro, dire de ses chansons anciennes ou nouvelles tout le son et l'émotion d'une « gamelle » qui rend, naturellement la vie, rend que la voix module comme au gré des vagues.

Vraiment un Mouloudji en grande forme, un Mouloudji contemporain, de connivence avec nous.

**CLAUDE FLEOUTER.**

★ Théâtre de la Renaissance, 21 h.

## Peinture

### LA NATIONAL GALLERY DE WASHINGTON A ACHETÉ « LA MADELEINE AU MIROIR » DE GEORGES DE LA TOUR

On annonce à Washington que la National Gallery s'est rendue acquéreur (pour un prix estimé à 1 million et demi de dollars) d'une toile du peintre français du dix-septième siècle, Georges de La Tour, intitulée La Madeleine au miroir. Ce tableau, qui a été exposé à l'Orangerie pendant la rétrospective de Georges de La Tour en 1972, appartenait au collectionneur privé André Fribiers, qui l'avait acquise en 1934. On s'attend cependant à de vives réactions des milieux culturels français devant cette sortie d'une œuvre appartenant au patrimoine national, qui aurait été, dit-on, tolérée en raison de l'importante rentrée de devises provoquée par sa cession.

Le tableau doit être exposé à Washington dès samedi.

## Culture

### DANS SON PROFIL DE BUDGET POUR 1975

#### M. Michel Guy accorde la priorité aux dépenses de fonctionnement

Le secrétariat d'Etat à la culture présentera aux débats budgétaires de l'Assemblée nationale, qui s'ouvrira le 22 octobre, un projet de budget sensiblement inférieur de celui de 1974. Comme les autres ministères, il a dû tenir compte de l'actuel climat d'austérité et du plafonnement des augmentations.

Pour 1975, le montant total du budget culturel atteindra 1,46 milliard de francs, soit 12,4 % de plus que celui de 1974 (le budget de l'Etat croît de 12,8 %). Si l'enveloppe globale est en stagnation, compte tenu de l'élévation du coût de la vie, les dépenses de fonctionnement seront en progression : plus de 20 % (soit près de 930 millions de francs contre 763 millions de francs en 1974). Ce qui signifie que le secrétariat d'Etat a consenti des sacrifices sur les dépenses d'équipement : 530 millions de francs environ, au lieu de 572 millions l'an passé.

**• FONCTIONNEMENT.**  
— Création d'emplois, principalement dans les services extérieurs. Cinq nouvelles directions régionales seront mises en place en 1975. M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, a manifesté à plusieurs reprises son intention de développer les infrastructures régionales. Ces directions auront notamment pour mission de négocier les nouvelles chartes avec les municipalités. L'ouverture de cinq nouvelles agences du Bâtiment de France est également prévue, ainsi que le développement des commissions régionales de l'Inventaire.

— Lancement d'une politique de diffusion, en ayant recours notamment aux moyens audiovisuels. Aux termes de l'article 15 de la loi sur les sociétés de radiotélévision, il est reconnu que celles-ci s'engagent à diffuser les œuvres lyriques, dramatiques ou musicales produites par les théâtres, festivals ou entreprises d'action culturelle subventionnées. Des crédits importants sont affectés à l'enregistrement de spectacles lyriques ou dramatiques auxquels l'Etat pourrait participer à 70 %.

— Soutien à la création : d'une façon générale, une part non négligeable des crédits affectés à chaque secteur artistique sera réservée à la création.

L'augmentation du budget de fonctionnement sera schématiquement ventilée ainsi : cinéma, + 1,8 million de francs (dont 0,5 million à la création) ; théâtre, nationaux, + 10,7 millions de francs.

francs ; décentralisation dramatique, action culturelle et théâtre privés, + 10,6 millions de francs ; réunion des théâtres lyriques nationaux, + 8,4 millions de francs ; action culturelle, + 8 millions de francs ; musique contemporaine, + 1,2 million de francs ; action lyrique, + 2 millions de francs ; musées de province + 1,9 million de francs ; orchestres de Paris, + 3 millions de francs.

Le Centre national des lettres, dont les crédits seront légèrement augmentés (+ 500 000 F), doit être profondément modifié dans ses moyens de financement (projets de ressources par une taxe parafiscale), et dans son champ d'application. Tous les auteurs, y compris ceux qui écrivent pour la télévision, ou la radio, pourront être pris en compte.

**• EQUIPEMENT.**  
Dans cette masse budgétaire en diminution, certains secteurs seront cependant prioritaires : les acquisitions immobilières (25 millions de francs) ; la direction de l'architecture (250 millions de francs, soit plus 15 % environ) ; la direction des archives (15 millions de francs), ce qui lui permettra d'entamer les deux premières tranches des travaux de la Cité interministérielle des Archives de Fontainebleau.

Frère de la moitié des crédits d'équipement de l'année dernière n'ont pu être dépensés et le tiers n'a pas été engagé. Il est vraisemblable que des « grippages » dans le fonctionnement du ministère des affaires culturelles ont retardé l'affectation de ces crédits. C'est la raison qui a notamment incité le secrétariat d'Etat à la culture, d'une part à faire des économies sur les dépenses d'équipement, d'autre part à développer ses infrastructures régionales.

On notera que la fin des travaux du centre Baubourg ont permis de réaliser de sensibles économies sur les dépenses d'équipement.

## INSTITUT

### LA RENTRÉE DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

L'Académie française a fait jeudi sa rentrée. Une rentrée endouillée par la disparition toute récente de Marcel Achard. M. Paul Morand, directeur en exercice, a rendu un hommage ému à la mémoire de son confrère : « En quelques mois, Pagnol, Daudin, Achard, ont été très vite, cela fait très mal... » La Compagnie a ensuite fixé au 24 octobre la date à laquelle sera décerné le grand prix du roman. M. Jean d'Ormesson fait désormais partie de la commission de ce grand prix ; de même, M. Jean-Jacques Gauthier siège désormais au prix Lecomte (cinéma).

Le bureau de l'Académie est ainsi composé pour le prochain exercice : duc de Lévis-Mirepoix, directeur ; M. Jean d'Ormesson, chancelier ; M. Jean Mistler, secrétaire perpétuel.

Les académiciens ont ensuite poursuivi la révision du dictionnaire : quelques mots nouveaux dans le vocabulaire scientifique ou technique. Mais, pour d'autres, des définitions nouvelles et des sens nouveaux. Ainsi ceux du substantif *déjà* ont été profondément modifiés, qu'il s'agisse du sens général, du langage sportif, du langage des sciences physiques, etc. Au figuré, a été adoptée l'expression *de détente*. Détente peut être aussi l'amélioration des rapports dans les relations politiques ou les questions sociales. L'expression populaire *être dur* a été ajoutée à la définition concernant les armes à feu.

La THÉÂTRE DES VARIÉTÉS annonce que les deux dernières représentations de GODSPELL auront lieu irrévocablement samedi 28 septembre en matinée à 11 h. et en soirée à 21 h.

مكتبة الامم المتحدة



سورة الاحقاف

ARTS ET SPECTACLES

LYRIQUES, CONSTRUCTIVISTES ET GRAVEURS

est décidément bête, ce début de...  
C'est encore un poète, Claude...  
qui sert d'inspirateur à la...  
une insaisissable à force d'être...  
de, de Brigitte Simon (1), « carme...  
de l'Étrange ». Grandes toiles...  
où le blanc règne sans...  
et où, comme des caquelures,  
figures, des sutures, des traits d'une...  
vibrante délicatesse s'inscrivent à...  
pe fois un vibrant paysage minéral...  
cette, bien que réduite à la pierre...  
On croit, alors Claude Enlensin...  
le truchement d'une alchimie impé...  
se, que la densité même du roc se...  
dissout enfin et comme vaporisée...  
l'impression d'un usage. » Les...  
bleus, Ciel pétrifié, le M...  
des pierres, trépidant fébrilement...  
un ciel encore plus clair, Man...  
de nuit, Ciel de la mort, projetent...  
lumière, qui ne doit rien au...  
sout de soleil. Nous voici ramené...  
Ainsi les plus recueillis, à chaque...  
l'insolite qui s'élève au-dessus de...  
Le dessin, ferme et sûr, s'acco...  
à l'absence de couleur qui réussit...  
reciter, la couleur.

catédrales de Reims, de Nantes et...  
d'ailleurs. Mais là, elle semble avoir...  
puisé sa palette à Patrick Heidsieck, qui...  
l'a joyeusement paupérisé. Embellissant...  
ordonnée qui autorise beaucoup d'aspé...

Un autre hommage, oblique si l'on...  
voit, est rendu à Pierre Loeb, et ce...  
n'est pas par hasard que Marc Serra...  
a choisi le 24 septembre (anniversaire...  
de Pierre) pour inaugurer l'exposition...  
des « paysages » de Paul Kallos (3).  
Kallos fut une des plus heureuses...  
découvertes de Pierre Loeb, qui l'accueil...  
lit pendant dix ans, jusqu'à la fermeture...  
de sa galerie en 1964 — jusqu'à sa...  
mort. Quel chemin parcouru depuis...  
les débuts surréalistes du jeune peintre...  
hongrois et son passage à travers l'ab...  
straction géométrique ! Faut-il encore...  
parler d'abstraction ? Ses paysages ont...  
été des paysages. Seule en submerge la...  
lumière, la lumière libre qui tour à la...  
fois vivifie et assourdit des masses vertes...  
violentes ou bleues, parfois plus som...  
bres. Pierre Loeb avait déjà insisté sur...  
« cette qualité suprême de la peinture »,...  
en l'occurrence de la peinture-peinture...  
qui se livre lentement mais profondé...  
ment et durablement à notre approche...  
tout soit peu pictural. Tout vibre et...  
nous émeut. Une fois de plus, tout...  
dévoile sur le poème.

Du poème, passons, entre deux...  
suyers, à un monde déshumanisé, pas...  
sions de l'abstraction lyrique à l'abstrac...  
tion constructiviste. Ce fut une des...  
phases de Roger Nellen, c'est une...  
éclatante qui pourrait s'appliquer aux...  
blancs reliefs de Hans Schwelger (4),...  
étonnants par leurs assemblages maché...  
matiques, leur science du trompe-l'œil.  
L'habileté artisanale de ce nouveau...  
veau bricoleur crée la profondeur sans...  
des « amorce » sculpturales. Reliefs...  
parfois très purs par des fonds colorés.  
Nellen (5), lui, peint des « machi...  
nes à remonter le temps », dit Patrick...  
Walberg. Il est parti d'épaves et n'a...  
écrament nul engrenage. Si c'est encore...  
de l'hypercalisme, ce hypercalisme...  
est largement dépassé. On se laisse...  
prendre l'œil dans ces roues dentées, ces...  
pignons, ces cammes, dont la précision...  
figurée fait illusion. C'est peint avec...  
une scrupuleuse rigueur, et bien peint.  
On admire les reliefs subtilement...  
dégradés des fonds tendrement asso...  
ris à ces monnaies d'or ou d'argent...  
squelettes dans les vides touffus de...  
mécanique. Oui, vraiment assortis,  
comme sont tendrement caressées les...  
formes de ces engins inutilisés et encom...  
brants. Mais il serait plus poli de lui...  
ser la parole à Roger Nellen : « Pein...  
dre des machines, c'est pour moi une...  
manière de les rendre humaines, souples...  
douces, avec une espèce de chaleur...  
animale. »

PREMIERE CE SOIR

**LA BRUYERE**

**LILA KEDROVA**

**De L'INFLUENCE**

des **RAYONS GAMMA** sur les **MARGUERITES**

Composé de PAUL ZINDEL Adaptation d'EDUARDO MARTEL et MICHEL FAGADAU  
Mise en scène de MICHEL FAGADAU

Gleena FORD et Ingrid THULEN  
dans « Les quatre Cavaliers de l'Apocalypse » le chef-d'œuvre de  
Vincente MINNELLI que présente  
actuellement dans sa version insti...  
gale l'ACTION REPUBLICAINE.  
18, rue du Faubourg-du-Temple,  
Paris (11<sup>e</sup>). VOL. 51-52. Film en  
semaine : 14 h. 16 h. 30, 19 h.,  
21 h. 40.

**COMPAGNIE**  
**RENAUD BARRAULT**

**THEATRE D'ORSAY**

Calendrier octobre

**Harold et Maude**  
de Colin Higgins

mardi 1 <sup>er</sup>	20 h 30
mercredi 2	20 h 30
jeudi 3	20 h 30
vendredi 4	20 h 30
samedi 5	16 h - 20 h 30
dimanche 6	16 h
mardi 8	20 h 30
mercredi 9	20 h 30
jeudi 10	20 h 30
vendredi 11	20 h 30
samedi 12	16 h - 20 h 30
dimanche 13	16 h
mardi 15	20 h 30
mercredi 16	20 h 30
jeudi 17	20 h 30
jeudi 24	20 h 30
vendredi 25	20 h 30
samedi 26	20 h 30
dimanche 27	15 h - 18 h 30
mardi 29	20 h 30
mercredi 30	20 h 30
jeudi 31	20 h 30

**PALEIS DES CONGRES**  
(PORTE MAILLOT)

L'OPERA NATIONAL DE BELGIQUE présente  
DU 1<sup>er</sup> AU 22 NOVEMBRE  
20 REPRESENTATIONS

**ballet du xx-siècle**

Directeur artistique MAURICE BEJART

Soirées du 1<sup>er</sup> au 10 nov. (sauf le 4)  
matinées 3 et 10 nov. ...

**PER LA DOLCE MEMORIA DI QUEL GIORNO**  
d'après **TRIONFI** del Petrarca  
Musique originale de Luciano Berio

Soirées du 14 au 22 novembre

**GOLESTAN**  
(JARDIN DES ROSES)

2 spectacles (créations en France)  
de  
**MAURICE BEJART**

Places 15 F - 30 F - 45 F - 60 F

**BON DE RESERVATION PAR CORRESPONDANCE**

Pour vous assurer les meilleures places, jouez immédiatement par cor...  
respondance. Remplissez le bon de réservation ci-dessous et retournez-le...  
rapidement au Palais des Congrès (Ballet du XX<sup>e</sup> siècle), Porte...  
Maillot - 75007 Paris, en indiquant deux dates de votre choix de préférence.  
Si vos places ne vous parviennent pas 8 jours avant la première date...  
choisie, faites immédiatement une réclamation écrite au Palais des...  
Congrès. Aucune réclamation ne sera admise après la séance.

NOM \_\_\_\_\_ TELEPHONE \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

NOMBRE DE PLACES \_\_\_\_\_ PRIX \_\_\_\_\_

DATES LE \_\_\_\_\_ OU LE \_\_\_\_\_

Ci-joint le règlement de F \_\_\_\_\_ par chèque bancaire  
ou postal 3 volets (payer la mention inutile) à l'ordre du Palais des...  
Congrès (Ballet du XX<sup>e</sup> siècle) et une enveloppe timbrée pour l'envoi...  
des billets.

**LOCATION OUVERTE LE 1<sup>er</sup> OCTOBRE**  
**PALEIS DES CONGRES** de 12 h 30 à 19 h  
tél. 747.27.78 et agences

Cette rencontre en force des arts plas...  
tiques, sonde comme une torde...  
d'équilibre, comporte une reconfor...  
tante offensive des peintres-graveurs.  
Après ceux qui se manifestent à la...  
Bibliothèque nationale, voici ceux (quel...  
quefois les mêmes) qu'a sélectionnés...  
Jacometti. Les œuvres d'une vingtaine...  
d'entre eux ont trouvé asile chez Marthe...  
Nochy, assorties de quelques planches...  
de cuivre qui aident à comprendre les...  
techniques employées. En général deux...  
planches pour une gravure, car ne sont...  
présentées que des estampes en couleur,  
avec des parties de métal découpées et...  
les vides ménagés qui permettent les...  
reliefs. L'exigence de l'éditeur, qui...  
limite d'autre part le tirage à cent...  
épreuves, m'oblige à reconnaître la...  
haute qualité de la majorité des images.  
Il y a naturellement des valeurs sûres :  
Clavé, Fiorini, Lourenço Hespey...  
Mais une fois de plus le combat de...  
l'artiste contre son maître rebelle est...  
fructueux. Anastasia Antoniaï excelle

■ C'est le 16 octobre que seront...  
donnés les premiers spectacles du...  
programme théâtral de la Cité Inter...  
nationale : « Le soleil fouillé par les...  
chevaux », de Jorge Adonm, à la...  
Réserve, et « Nuit de guerre au mu...  
sée du Prado », de Rafael Alberti, à...  
la Galerie.

■ **MISE AU POINT.** — M. Guy...  
Rétoré, directeur du Théâtre de l'É...  
Parisien, nous prie de rétablir inté...  
gralement une phrase dont nous...  
avons cité un extrait dans le compte...  
rendu de sa conférence de presse...  
(le 14 Mars) du 24 septembre :  
« J'ai dit », nous écrit-il : « si j'étais...  
conscience de ne pas remplir mon...  
rôle ; si j'avais fait ; si je pusse...  
me réjouir (et ça n'est pas le cas),  
je ne m'accrocherai pas contre...  
vents et marées. »

**U.E.C. MARBEUF - VENDOME - U.E.C. ODEON - MONTMARNASSE BIENVENUE**  
**CAMBRIENNE - ELYSEES LINCOLN - LE HOLLYWOOD BOULEVARD**  
**PARAMOUNT MAILLOT - LE PASSY - Clichy PATHE**  
**MARLY English - CALYPSO Vity-Châtillon - TRICYCLE Asnières**  
**LES FLANADES Sarcelles - ELYSEES 2 La Colle-Saint-Cloud - BOBIGNY 2**  
**CERGY-PONTOISE - ULIS 2 Orsay - ARTEL Villeneuve - DOMINO Montreuil**

**SAMEDI 28, à 21 heures**

**TH. DES MATHURINS**  
ANJ.90.00

**ODETTE LAURE**  
**PASQUALI**  
**GEORGES STAQUET**  
**BERNARD ALANE**

**LE PERIL BLEU**

ou  
mille fois  
des autobus  
de  
**VICTOR LANOUX**

Location ouverte  
Théâtre et agences

**DEUX ANES**

CE SOIR RELACHE

DEMAIN première publique

Pierre-Jean VAILLARD, Christian...  
VÉREL, André BETTIN, J. MORI...  
NEAU et Pierre GILBERT dans le...  
nouveau revue satirique « AU NOM...  
DU PEZE ET DU FISC » avec...  
Jasany LONZAC, Arline CLAIR,  
J.-P. SAYINAUD, Sophie BAQUET,  
Francine FRAY, J.-P. MARVILLE et...  
Robert VALENTINO. Mise en scène...  
de Jean LE POULAIN.

Location : 406-10-26 et Agences.

La Saison Musicale de Royan...  
ment se poursuivra tout les samedis...  
à 20 h. 15 en l'abbaye de Royan...  
mont jusqu'au 12 octobre inclus.  
Le 28 septembre, la violoncelliste...  
Frédéric LEBRON avec la pianiste...  
Berta ROYORA ; le 5 octobre, le...  
TRIO BARODI, FRANÇOIS et...  
Augustine DUBAY, violon ; le 12 :  
Belma GIANOLI avec l'ORGANIS...  
TES-EXTRUDIS DE PARIS sous la...  
direction de Léonard STERN.

ARGOS FILMS présente

**Conte immoral**

PRIX DE L'AGE D'OR

“Un catéchisme des caresses”  
LE NOUVEL OBSERVATEUR

“La vertu est en déroute mais quel régal visuel”  
LE POINT

“Magie plastique, science admirable des images et des sons”  
L'EXPRESS

“Ce film atteint à l'érotisme véritable”  
LE MONDE

“On a de la splendeur plein les yeux”  
L'HUMANITE

Film de **WALERIAN BORDOWICZ**  
avec **PAOLO PICASSO**

Interdit aux moins de 18 ans

**Journées de musique**  
**contemporaine**  
Sessions IRCAM

20 h - 22 h

samedi 19	Berio
dimanche 20	Globokar
lundi 21	Risset
mercredi 23	Boulez

**PETIT ORSAY**

**Oh ! les beaux jours**  
de Beckett

lundi 14	20 h 30
samedi 19	20 h 30
mardi 22	20 h 30

**Les Émigrés**  
de Mrozek

jeudi 24	20 h 30
vendredi 25	20 h 30
samedi 26	20 h 30
dimanche 27	18 h 30
mardi 29	20 h 30
mercredi 30	20 h 30
jeudi 31	20 h 30

dans le pourtour du théâtre  
exposition  
jean-marie serreau

Conserver ce calendrier qui vous...  
permettra de réserver vos places...  
au théâtre d'Orsay, 7, quai...  
Anatole-France, tél. : 548.65.90,  
ou dans les agences pour la date...  
de votre choix.  
Un prochain calendrier vous indi...  
quera l'alternance avec :

**Ainsi parlait**  
**Zarathoustra**  
de Nietzsche  
Barraut - Boulez - Matias

**ST SEVERIN**  
12 rue St Severin ODE 50 91  
14 JUILLET m<sup>e</sup> Bastille  
4 Bd Beaumarchais 700 5113

**LA TERRE PROMISE**

un film de Miguel Littin

PRIX GEORGES SADOUL 74  
SELECTION SEMAINE CRITIQUE  
CANNES 74

**Vincent, François, Paul et les autres...**

un film de **CLAUDE SAUTET**

Certains Français lisent un second quotidien chaque jour. (Comme le font 250.000 autres Européens avertis.) **International Herald Tribune.**



## SPECTACLES

CONCORDE · MADELEINE · QUINTETTE · GAUMONT RIVE GAUCHE · CAMBRONNE · GAUMONT SUD · QUARTIER LATIN  
TANNERIE Versailles · TRICYCLE Asnieres · ARTEL Nogent · ELAM Rueil

# Lancelot du Lac

de  
ROBERT BRESSON



STUDIOS TITUS TOPAK

مكتبة من الاعمال



# SPECTACLES

## théâtres

### salles subventionnées

19 h 30 : la Bohème.  
20 h 30 : Les Femmes de l'Alcazar.  
21 h : Les Femmes de l'Alcazar.  
22 h : Les Femmes de l'Alcazar.

### autres salles

19 h 30 : la Bohème.  
20 h 30 : Les Femmes de l'Alcazar.  
21 h : Les Femmes de l'Alcazar.  
22 h : Les Femmes de l'Alcazar.

Café-Théâtre de Monty, 21 h 45 :  
L'opéra de la République, 21 h :  
L'opéra de la République, 21 h :  
L'opéra de la République, 21 h :

19 h 30 : la Bohème.  
20 h 30 : Les Femmes de l'Alcazar.  
21 h : Les Femmes de l'Alcazar.  
22 h : Les Femmes de l'Alcazar.

### Le music-hall

19 h 30 : la Bohème.  
20 h 30 : Les Femmes de l'Alcazar.  
21 h : Les Femmes de l'Alcazar.  
22 h : Les Femmes de l'Alcazar.

### Les opérettes

19 h 30 : la Bohème.  
20 h 30 : Les Femmes de l'Alcazar.  
21 h : Les Femmes de l'Alcazar.  
22 h : Les Femmes de l'Alcazar.

### Les comédies musicales

19 h 30 : la Bohème.  
20 h 30 : Les Femmes de l'Alcazar.  
21 h : Les Femmes de l'Alcazar.  
22 h : Les Femmes de l'Alcazar.

### Les chansonniers

19 h 30 : la Bohème.  
20 h 30 : Les Femmes de l'Alcazar.  
21 h : Les Femmes de l'Alcazar.  
22 h : Les Femmes de l'Alcazar.

### Le cirque

19 h 30 : la Bohème.  
20 h 30 : Les Femmes de l'Alcazar.  
21 h : Les Femmes de l'Alcazar.  
22 h : Les Femmes de l'Alcazar.

### Audio-visuel

19 h 30 : la Bohème.  
20 h 30 : Les Femmes de l'Alcazar.  
21 h : Les Femmes de l'Alcazar.  
22 h : Les Femmes de l'Alcazar.

### Les concerts

19 h 30 : la Bohème.  
20 h 30 : Les Femmes de l'Alcazar.  
21 h : Les Femmes de l'Alcazar.  
22 h : Les Femmes de l'Alcazar.

### Le jazz

19 h 30 : la Bohème.  
20 h 30 : Les Femmes de l'Alcazar.  
21 h : Les Femmes de l'Alcazar.  
22 h : Les Femmes de l'Alcazar.

### La danse

19 h 30 : la Bohème.  
20 h 30 : Les Femmes de l'Alcazar.  
21 h : Les Femmes de l'Alcazar.  
22 h : Les Femmes de l'Alcazar.

## cinémas

Les films marqués (\*) sont  
interdits aux moins de treize ans,  
(\*\*) aux moins de dix-huit ans.

### la cinémathèque

19 h 30 : la Bohème.  
20 h 30 : Les Femmes de l'Alcazar.  
21 h : Les Femmes de l'Alcazar.  
22 h : Les Femmes de l'Alcazar.

### Les exclusivités

19 h 30 : la Bohème.  
20 h 30 : Les Femmes de l'Alcazar.  
21 h : Les Femmes de l'Alcazar.  
22 h : Les Femmes de l'Alcazar.

### LE CANARD DEUR

19 h 30 : la Bohème.  
20 h 30 : Les Femmes de l'Alcazar.  
21 h : Les Femmes de l'Alcazar.  
22 h : Les Femmes de l'Alcazar.

### LE CRI DU COEUR

19 h 30 : la Bohème.  
20 h 30 : Les Femmes de l'Alcazar.  
21 h : Les Femmes de l'Alcazar.  
22 h : Les Femmes de l'Alcazar.

### DE MAC LAREN A PETER FOLDES

19 h 30 : la Bohème.  
20 h 30 : Les Femmes de l'Alcazar.  
21 h : Les Femmes de l'Alcazar.  
22 h : Les Femmes de l'Alcazar.

### LES DERNIERS FRANÇAIS

19 h 30 : la Bohème.  
20 h 30 : Les Femmes de l'Alcazar.  
21 h : Les Femmes de l'Alcazar.  
22 h : Les Femmes de l'Alcazar.

## Vendredi 27 septembre

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes  
ou des salles :

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »  
704-70-20 (lignes groupées) et 727-42-34  
(De 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés.)

### LES FILMS NOUVEAUX

19 h 30 : la Bohème.  
20 h 30 : Les Femmes de l'Alcazar.  
21 h : Les Femmes de l'Alcazar.  
22 h : Les Femmes de l'Alcazar.

### LES FILMS NOUVEAUX

19 h 30 : la Bohème.  
20 h 30 : Les Femmes de l'Alcazar.  
21 h : Les Femmes de l'Alcazar.  
22 h : Les Femmes de l'Alcazar.

### Les séances spéciales

19 h 30 : la Bohème.  
20 h 30 : Les Femmes de l'Alcazar.  
21 h : Les Femmes de l'Alcazar.  
22 h : Les Femmes de l'Alcazar.

### MACUNAIMA (Brés., v.o.) : La Ciel.

19 h 30 : la Bohème.  
20 h 30 : Les Femmes de l'Alcazar.  
21 h : Les Femmes de l'Alcazar.  
22 h : Les Femmes de l'Alcazar.

### Les festivals

19 h 30 : la Bohème.  
20 h 30 : Les Femmes de l'Alcazar.  
21 h : Les Femmes de l'Alcazar.  
22 h : Les Femmes de l'Alcazar.

# aux galeries lafayette, jusqu'à

# 15%

## d'escompte sur tous les articles\*

## achetés avant le 3 octobre

Nous vous remboursons:

4% si vos achats atteignent	350 F (ex. : total de vos achats 380 F - 345,60 F)
6% si vos achats atteignent	650 F (ex. : total de vos achats 660 F - 620,40 F)
8% si vos achats atteignent	1000 F (ex. : total de vos achats 1050 F - 966 F)
12% si vos achats atteignent	1500 F (ex. : total de vos achats 1550 F - 1364 F)
15% si vos achats atteignent	2500 F (ex. : total de vos achats 2600 F - 2210 F)

Gardez vos tickets de caisse du 7 septembre au 2 octobre, l'escompte vous sera remboursé jusqu'au 19 octobre (à l'exception des 3, 4, 5 octobre).

En plus, nous nous associons à l'opération Frein sur les prix : 5% d'escompte supplémentaire sur tous les articles Rentrée des classes.

\*Sauf ceux marqués d'un point rouge.

# galeries lafayette

HAUSSMANN-MONTPARNASSE-BELLE EPINE







# LA VIE ÉCONOMIQUE

## La décomposition du système monétaire

(suite de la première page.)

n'est plus une revue, une fiction financière spécialisée ne tente de dresser un parallèle entre la situation d'aujourd'hui et celle qui régnait dans le passé à la veille de la grande dépression. Le plus souvent, elle consiste, comme pour se rassurer, à démontrer que les choses ne se répètent pas, que l'histoire, par exemple, le bulletin mensuel (numéro septembre) de la First National Bank. Les raisons invoquées des experts de la grande dépression de New-York rendent un compte : la terrible récession antérieure 30 a été causée par une déflation monétaire, et aucune banque centrale « ne peut cela ».

Après quelques temps toutefois, les économistes officiels se font modestes : dans leur dernier rapport annuel, ceux de la monnaie confessent tout simplement qu'en dépit du fait qu'ils s'attendent en général à une reprise de l'expansion, dans les prochains mois, il est « extrêmement difficile de faire des prévisions », entre les forces d'expansion et les forces de contraction qui se disputent l'économie mondiale. Devant l'assu-

rance des uns et la renouveau des autres à établir un diagnostic, l'analyse faite il y a quarante-quatre ans par le *Cassandre* du *New York Times* apparaît somme toute plus actuelle, parce que de nature à nous éclairer sur la profondeur des bouleversements qui ont commencé à se manifester.

Ce qui semble justifier l'analogie entre les événements auxquels nous assistons et les derniers soubresauts des années folles qui suivirent la première guerre mondiale, c'est que, dans les deux cas, le mouvement général des affaires s'est considérablement embelli avant de donner les premiers signes de ralentissement. A l'automne de 1929, la situation économique n'avait jamais paru aussi bonne dans les grands pays industriels et notamment aux États-Unis. En 1973, ont été battus tous les records d'expansion. Le P.N.B. des nations de l'O.C.D.E. a globalement augmenté de 5 3/4 %, ce qui est un taux anormalement élevé, le commerce mondial a fait de nouveaux et sensationnels progrès (+ 12 % en volume) ; il est vrai que simultanément les prix ont augmenté, en moyenne toujours, de 7 %, ce qui, à l'époque, paraissait — et était effectivement — considérable (mais l'on a fait beaucoup mieux depuis).

fre, comme si, sur un marché, un renchérissement brutal pouvait s'expliquer par autre chose que par une insuffisance de celle-ci par rapport à la demande. Il est évident qu'une telle « explication » confine à la tautologie. Reste à savoir pourquoi, en l'espace de douze mois ou à peu près, les ordres d'achat sur la laine, le zinc, le cuivre, le sisal, etc., ont augmenté dans de si fortes proportions, allant parfois jusqu'à 40 %.

La vérité est que depuis deux ou trois ans, l'activité économique a été artificiellement gonflée par une formidable vague de spéculation qui s'est abattue successivement ou simultanément sur certaines Bourses de valeurs (jusqu'à la fin de 1972), les marchés de matières premières, les biens immobiliers et tout but noté, les marchés des changes, où l'on a vu des banques d'un grand renom, britanniques ou suisses, prendre énormes positions, c'est-à-dire opérer à découvert, à l'instar d'établissements allemands (Herstatt, etc.) ou américains (Bank

of San Diego, National Franklin). N'ayant pas les mêmes traditions, Naturellement ces achats n'ont pu se faire sans un recours massif au crédit. Ils expliquent pour une part importante l'expansion également spectaculaire des demandes de crédits sur le marché de l'eurodollar dont le volume a augmenté, selon la B.R.I. de quelque 50 % en 1973 (la progression a été encore moins forte au même rythme au premier semestre de 1974, pour faire place à une contraction depuis l'affaire Herstatt). Que la demande de crédit ne se soit pas ralentie malgré l'élévation des taux d'intérêt, pratiquement toujours supérieurs à 10 % et atteignant parfois 13 à 14 %, atteste son caractère hautement spéculatif. Sur le marché de l'or et de quelques autres produits, des écarts de cours de 5 à 10 % en une ou deux séances ne sont pas rares : l'excitation du marché a été comparée de tous les côtés à celle qui a précédé la chute des valeurs boursières, favorisée par l'extraordinaire accroissement des moyens de paiement mis en circulation.

l'échelle de chaque nation en particulier, on porte ses regards sur le monde sans frontières d'aujourd'hui ? Il n'est pas certain que les mêmes événements se répètent, mais aucun mécanisme actuellement existant ne nous en donne l'assurance.

Les théoriciens de la grande crise ont dissenté à perte de vue sur le point de savoir si le remède devait ou non consister, après une débâcle de consommation improductive (par rapport aux moyens de l'époque), dans une réduction du pouvoir d'achat de la population. La querelle a été envenimée et irrémédiablement faussée par le fait que les partisans de l'austérité n'ont parlé que des salaires. De nos jours, le parti extraordinaire que les pays exportateurs de pétrole ont su tirer du désordre ambiant nous dispense de chercher une réponse. Celle-ci est inscrite dans les faits.

Il n'est pas possible de douter que la correction des déséquilibres actuels passe, entre autres choses, par une réduction de la consommation, du gaspillage, notamment de produits énergétiques, des pays les plus riches et de ceux qui, tel le Brésil, ont joué à être riches. C'est un nouveau « modèle » d'économie qu'il faut substituer à l'ancien, dont le moteur ne soit

plus, pour reprendre l'expression des experts de M. Hoover, l'appétit « pratiquement insatiable » des biens et des services.

Mais que la nécessaire réforme en profondeur de la société ne serve pas d'alibi pour se dispenser d'assainir la situation financière et monétaire ! Sans cet effort préalable, il y a toutes chances que le monde connaisse à nouveau les pires difficultés et soit obligé de sacrifier les avantages incompatibles du libre-échange entre les nations (libre-échange qui peut très bien porter sur autre chose que les automobiles et les cosmétiques). Rien n'indique malheureusement qu'il sera entrepris. Pour surmonter la crise des paiements internationaux, exacerbée par le quadruplement des prix du pétrole, tous les pays, à commencer par la France, ne proposeront à Washington qu'une extension — c'est-à-dire une aggravation — des expédients auxquels ils ont déjà recouru.

PAUL FABRA.

Prochain article :

UNE FAUSSE SOLUTION : LE « RECYCLAGE »

### Un mot tabou

Le plus étonnant, quand on lit documents internationaux — surtout le dernier rapport annuel du F.M.I. — qui relatent faits, c'est qu'un mot n'y est jamais. On y rapporte bien certaines matières premières, les que le zinc, le riz, le blé, le sucre, etc., ont vu entre 1973 et le début de 1974 leur prix monter à peu près autant que pétrole ; on y relate bien, dans les chapitres consacrés aux nations plus proprement monétaires, que le prix de l'or est passé d'un peu plus de 60 dollars l'once à plus de 180 dollars plus haut en l'espace de deux de 18 mois ; mais on chercherait en vain le mot de « spéculation », comme si ce terme avait caractérisé le comportement de tel ou tel agent économique, mais certainement pas de l'économie tout entière. Tout a été dit ou presque sur la terreur de spéculation

bourrière qui enflema dans la deuxième moitié des années 20 le peuple américain ; mais on reste muet ou en tout cas très discret sur le phénomène de même nature qui se déroule sous nos yeux depuis quelques années. La hausse de 100 % de la Bourse de Tokyo en 1973 était due, à en croire les commentateurs sérieux, des opérateurs dans l'avenir de l'économie japonaise, et c'est tout juste en Europe si on se souvient du scandale de l'I.O.S. (1). Quant à la flambée des cours des grands produits de base, on l'explique sans rire par la pénurie de l'or-

(1) Créé en 1956 par Bernard Cornfeld, l'Investment Overseas Service, l'I.O.S. devint en quelques années l'un des plus grands fonds d'investissement du monde. Lorsqu'il s'effondra en 1970, il avait drainé plus de 2 milliards de dollars. Le « crash » d'I.O.S. entraîna la ruine de plusieurs centaines de milliers d'épargnants.

### Une cause « oubliée » par le F.M.I.

La cause immédiate de ce problème ne paraît guère douteuse, mais, là encore, les « experts » internationaux refusent de voir l'évidence, peut-être pour échapper au reproche d'être de mauvais gestionnaires. De 1970 à 1973, le total des réserves comptabilisées par les banques centrales (et le F.M.I.) a doublé, passant de quelque 55 milliards de dollars à environ 200 milliards. Les stocks d'or étant gelés au prix absurde de 42,33 dollars l'once, l'essentiel de l'augmentation provient d'un gonflement des avoirs en sterling et surtout en dollars, consécutif aux énormes déficits de la balance des paiements américains enregistrés jusqu'en mars 1973, c'est-à-dire jusqu'au moment où les banques européennes et japonaises se sont lassées d'accumuler des dollars.

En s'efforçant de contenir le crédit après que celui-ci a pu — à cause notamment du déréglage du système monétaire international — répondre aux « insatiables » demandes (fortement avivées par la spéculation) du public et des entreprises, les pouvoirs publics contribuent à aggraver la tension. Il arrive qu'administrés trop tard et à dose

massive, les remèdes fassent plus de mal que de bien, surtout si rien n'est fait pour apaiser la situation antérieure. Les restrictions du crédit poussent à la hausse le loyer de l'argent qui a déjà naturellement tendance à monter parce que les banques ont constamment besoin de nouveaux dépôts pour alimenter leurs opérations de prêts. Cette hausse a pour effet inévitable de déprimer un peu plus les cours de Bourse, ce qui empêche pratiquement les émissions d'actions ou d'obligations nouvelles et rend encore plus nécessaire pour les entreprises le recours au crédit bancaire — c'est-à-dire à la création monétaire — pour financer leurs investissements et les stocks considérables constitués avant le printemps quand le renchérissement des matières premières paraissait ne devoir jamais prendre fin.

La croissance de l'eurodollar, notons-le en passant, s'explique de la même façon que la progression de la masse monétaire des États-Unis de 1970 à 1973 par la vague des dollars engendrée par le déficit américain.

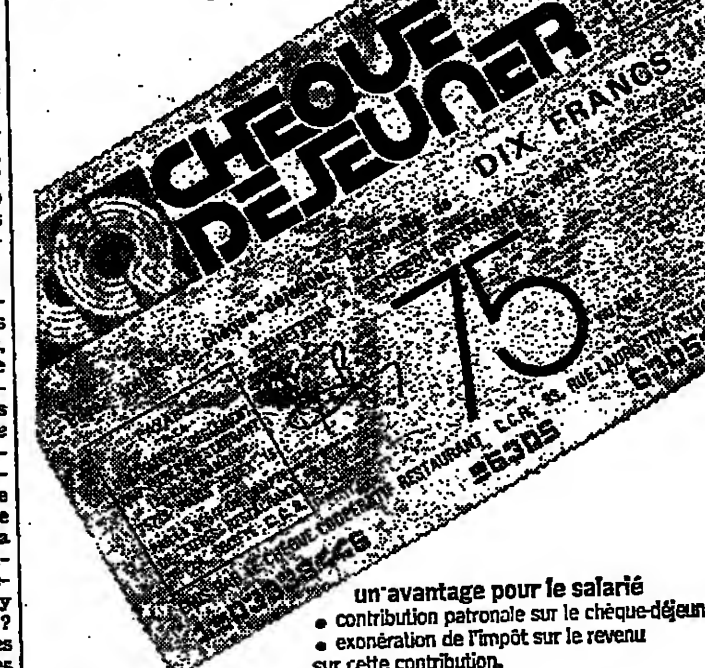
Dans l'article auquel il a été fait allusion plus haut, publié ce mois-ci par la First National City Bank, celle-ci mentionne parmi les causes de la déflation dont a été victime l'économie américaine entre 1929 et 1933 la brutale diminution du « multiplicateur », c'est-à-dire du rapport existant entre le total des réserves bancaires et le total des moyens de paiement créés à partir d'elles. Cette décentralisation a été provoquée par le retrait de dépôts auxquels procéda un public affolé par les faillites en chaîne survenues alors dans la profession bancaire. Dans son analyse des faits, la City Bank omet de mentionner le principal : que dans la période antérieure, de 1925 à 1929, les banques avaient multiplié le crédit au-delà de toute prudence.

En « oubliant » cette circonstance, elle risque de bercer ses lecteurs dans une fausse sécurité, et cela d'autant plus qu'elle affirme, sans autre preuve, qu'aujourd'hui la répétition de tels événements est impossible « parce que les autorités interviendraient ». La City Bank ignore-t-elle que justement il n'existe aucune autorité de tutelle sur le marché de l'eurodollar, dont la masse est égale à environ la moitié de la masse monétaire américaine entendue au sens large (y compris les dépôts à terme) ? Peut-être de penser que les bonnes paroles prononcées par les ministres des finances des six grands pays réunis au château de Champs-sur-Marne, les 7 et 8 septembre derniers, suppléent à cette carence ? Qu'arriverait-il si plusieurs des banques centrales qui ont fourni des réserves à l'eurodollar les retiraient soudainement pour faire face à leurs propres obligations de paiement ?

Certes, l'évolution récente du marché laisse espérer que, après les retentissantes déconfortures occasionnées par la spéculation sur les changes, un certain assainissement des bilans est en train de se produire, grâce à une contraction des crédits accordés (comment, toutefois, seront remboursés les crédits qui ont servi à acheter des matières premières si les cours de ces dernières continuent à se déprimer ?). Il reste que, fondamentalement, le vaste marché international des capitaux situé de ce côté-ci de l'Atlantique fonctionne en dehors de tout contrôle. Or, est-ce le « progrès » par rapport à 1929 si, au lieu de raisonner à



vous présente grandeur réelle  
votre Restaurant  
d'entreprise



- un avantage pour le salarié
- contribution patronale sur le chèque-déjeuner,
  - exonération de l'impôt sur le revenu sur cette contribution,
  - libre choix du restaurant (+ de 30 000 en France),
- une économie pour l'entreprise
- exonération des charges sociales et fiscales,
  - surface récupérée.
- CCR
- le service le plus complet
  - le plus rapide,
  - le moins coûteux.
- des références exceptionnelles
- des milliers d'entreprises, privées, publiques, semi-publiques dans toute la France.

A dater du 1<sup>er</sup> janvier 1975, relèvement de la contribution de l'employeur au paiement des chèques-déjeuner (ou « titres-restaurants »)

93, rue Lauriston,  
B.P. 340.16  
75767 Paris Cedex 16

**CHEQUE DE JEUNER**  
TEL. 727.49.53 +

## En informatique, investissez sans vous tromper.

Quand vous achetez un bon matériel à un bon prix, vous faites un bon achat.

Kienzle Data Systems.  
Une gamme complète d'ensembles électroniques de gestion, modulaires et évolutifs. Traitement des comptes à piste. Dans la série 6000, nombreux périphériques autorisant l'intégration dans d'autres systèmes informatiques : lecteur et perfo/cartes ou bandes, unités de bandes magnétiques (cassette et mini-cassette). Analyse, programmation et maintenance sont assurés par les spécialistes YAC.

Mais pas forcément un bon investissement.

Le matériel risque de se révéler insuffisamment adapté au problème du moment, ou de ne plus répondre, à brève échéance, aux exigences croissantes de votre entreprise.

Voilà pourquoi, chez Yac Chauvin, nous posons des questions. Des questions précises.

Pour déterminer avec vous, de façon pratique, les besoins spécifiques de vos services.

Et le matériel le mieux adapté, en fonction de votre équipement actuel et de vos prévisions d'expansion. Un matériel de qualité, qui garantit la sécurité d'exploitation, et dont nous pouvons assurer la maintenance partout en France.

Qu'il s'agisse d'informatique, de traitement des formulaires continus, de calcul, de reprographie, de classement, d'implantation de bureaux.

Chez Yac Chauvin, nous préférons vous parler en termes d'investissements et de rentabilité.

Ce qui ne vous empêche pas de réaliser, aussi, une bonne affaire.



**YAC CHAUVIN**  
DEPARTEMENT INFORMATIQUE  
4 bis et 6 rue aux Ours, 75003 Paris.  
Tel. (1) 27.15.15.

**Yac Chauvin**

Nous prenons les choses par la pratique.

SICOB 1974. — Stands: Niveau 1 zone F-1606; Niveau 3 zone E-3504



## LA VIE ÉCONOMIQUE

## TIERS-MONDE

30 MILLIONS DE DOLLARS  
SEULEMENT  
(SUR 8 MILLIARDS PROMIS)  
VERSÉS  
AU FONDS D'URGENCE DE L'ONU

New-York (Nations unies). — Selon un rapport des Nations unies, un grand nombre des trente-deux pays les plus durement touchés par le gonflement des prix du pétrole et des produits alimentaires sont exposés à un désastre économique et, dans certains cas, à la famine. Ce rapport a été préparé pour la réunion, le 27 septembre, des représentants de quarante-cinq pays riches qui doivent participer aux programmes d'aide d'urgence votés par l'Assemblée générale extraordinaire d'avril dernier.

Les engagements pris de façon bilatérale ou multilatérale représentent plus de 8 milliards de dollars (38 milliards de francs). Cependant, les sommes effectivement reçues se montent aux 30 millions de dollars versés par le Venezuela, auxquels il faut ajouter les 40 000 dollars versés par l'Indonésie.

De nombreux donateurs, y compris la Communauté européenne, ont souscrit des engagements à la condition que les pays producteurs de pétrole et d'autres pays industriels apportent des contributions appropriées. — (A.P.)

● RECTIFICATION. — Une regrettable coquille typographique nous a fait écrire dans le Monde du 26 juin que la société américaine G.T.E. « contrôlerait » une usine à Sidi-Bel-Abbès. C'est « construire » qu'il fallait lire. Le montant du contrat passé par la firme américaine représente plus de 1 milliard de francs.

## A L'ÉTRANGER

EN DÉVALUANT LE DOLLAR

Le gouvernement australien a surtout voulu  
sortir le pays de son désenchantement

De notre correspondant

Canberra. — La décision du gouvernement de dévaluer de 12 % le dollar australien et de mettre un terme aux liens avec le dollar américain a été chaleureusement accueillie. Au moins pour le court terme, cette mesure améliore considérablement les relations, qui étaient tendues, entre le pouvoir, d'une part, les milieux d'affaires, les syndicats et les fermiers d'autre part.

Cependant, nul ne doute que cette décision, pour populaire qu'elle soit, contribuera à relancer une inflation dont le taux annuel est déjà, actuellement, de 20 %. Bien des observateurs pensent que, profitant de ce nouveau désenchantement, l'opposition conservatrice fera tout pour provoquer des élections anticipées pendant le premier semestre de 1975.

La dévaluation est surtout un geste politique, même si elle devait tôt ou tard intervenir. Le taux d'expansion des exportations a baissé et celui des importations a crû de 80 % en un an, le cabinet ayant décidé de stimuler la concurrence. D'où un déficit croissant de la balance des paiements. Cependant, le matériel de réserves de devises était encore assez épais pour repousser l'échéance.

Le développement des importations avait été vivement critiqué par les syndicats et les industriels à un moment où l'on recensait 130 000 chômeurs (1,82 % de la population active), nombre qui s'accroît de 4 000 par semaine. Ces protestations ont poussé le gouvernement à agir vite. D'autre

part, les milieux d'affaires sont déçus : depuis vingt-trois ans, des équipes qui leur étaient favorables se succédaient au pouvoir et ils n'ont pu s'habituer depuis 1972 à un gouvernement travailliste pratiquant une forme de socialisme, pourtant très timide. Cette attitude est encore plus évidente depuis la semaine dernière puisque le budget prévoit un transfert massif de fonds d'un secteur privé affaibli à un secteur public en pleine expansion.

La dévaluation a cependant fait disparaître, en partie, ce désenchantement. Même si, contrairement à ce qu'espèrent les syndicats et ce que proclame le pouvoir, elle n'aura pas d'effets rapides sur le chômage ni, avant l'an prochain, sur les importations. Le gouvernement s'attache d'ailleurs à tenter de convaincre son électeur que l'Australie ne peut de toute façon pas agir rapidement et de façon significative sur l'inflation. Il se préoccupe avant tout du niveau de l'emploi et cherche à protéger, autant que faire se peut, des effets de la hausse des prix les familles à faible revenu.

KENNETH RANDALL

## PÊCHE

En Norvège

LES LIMITES TERRITORIALES  
VONT ÊTRE ÉTENDUES

Oslo (A.P. Reuters). — Le gouvernement norvégien a annoncé, le lundi 26 septembre, qu'il allait étendre, en 1975, ses limites de pêche le long de la côte nord du pays, en trois phases : tout d'abord, la création, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1975, de zones de réserves en dehors de l'actuelle limite de 12 milles, où la pêche sera interdite à tous les étrangers. Ensuite, extension des limites de pêche à 50 milles, après consultation des pays concernés : la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale, la Pologne, l'U.R.S.S. et, probablement, les Pays-Bas. Cette décision fait suite à l'abandon par l'U.R.S.S. de l'accord international sur les quotas de pêche de morue, précise le communiqué du gouvernement. Enfin, établissement d'une zone économique de 200 milles que les lois internationales ne permettront.

M. Jens Evensen, ministre du commerce et de la navigation, a été relevé temporairement de ses fonctions et nommé ministre spécial des limites de pêche et du droit maritime. C'est lui qui sera chargé de négocier avec les pays concernés dès le mois d'octobre.

● DANS LES PAYS DE L'O.C.D.E., les prix à la consommation ont augmenté en moyenne de plus de 13 % en un an (juillet 1974 comparé à juillet 1973). Pour les seuls pays européens, la hausse du coût de la vie s'établit à 12,7 %, indique, dans sa dernière note de conjoncture, l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.). Se situent en dessous de la moyenne l'Allemagne fédérale (+ 9,9 %), la Suède (+ 8,4 %), les Pays-Bas (+ 9,6 %), la Suisse (+ 9,8 %), les États-Unis (+ 11,7 %) ; au-dessus, la Belgique (+ 13,7 %), la France (+ 14,4 %), la Grande-Bretagne (+ 17,1 %), l'Italie (+ 18,9 %), le Japon (+ 25,2 %).

ENOE  
Ecole Nlle d'Org. Eco. et Soc.  
Et. Privé d'Engt Techn. et Sup.  
Préparation reconnue par l'État à  
L'EXPERTISE COMPTABLE  
FORMATION A LA GESTION  
D'ENTREPRISE  
62 rue de Valenciennes  
75006 PARIS Tél. 522.15.07

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## UNION CORPORATION LIMITED

(Enregistrée en République d'Afrique du Sud)

AVIS AUX DÉTENTEURS DE CERTIFICATS D'ACTIONS AU PORT  
OFFRE PARGOLD FIELDS OF SOUTH AFRICA LIMITED  
(Enregistrée en République d'Afrique du Sud)

Gold Fields of South Africa Limited (G.F.S.A.) offre d'acquiescer à l'Union Corporation Limited (Unioncorp) par l'échange des actions sur les bases suivantes :

Pour cent actions ordinaires de 6,25 cents chacune Unioncorp. Six actions ordinaires nouvelles de 25 cents chacune G.F.S.A. Sept actions privilégiées convertibles en un lot de 25 actions ordinaires G.F.S.A. (« les actions privilégiées convertibles ») entièrement libérées.

et dans la même proportion pour toute quantité supérieure ou inférieure d'actions ordinaires Unioncorp.

Les termes complets et définitions de l'offre sont indiqués dans le document de l'offre dont des exemplaires, ainsi que les formulaires d'acceptation peuvent être obtenus à l'une des adresses suivantes :

Royaume-Uni : LLOYDS BANK LIMITED, Registrars Department, The Casuarina, Gosport, Hants, B31 2 6 DA, England.

Les secrétaires de Londres de Gold Fields of South Africa Limited.

Afrique du Sud : GOLD FIELDS OF SOUTH AFRICA LIMITED, 75 Fox Street, P.O. Box 1187, Johannesburg 2001 (Sud Afrique).

France : LLOYDS BANK INTERNATIONAL (FRANCE) LIMITED, 43 Boulevard des Capécines, 75001 PARIS, France.

Veuillez vous assurer que la formule d'acceptation soit postée et qu'elle parvienne au plus tard le vendredi 25 octobre 1974, à 16 heures (heure locale).

Les certificats d'actions anciennement de 12 shillings, 6 pence représentent maintenant 20 actions de 6,25 cents S.A. chacune.

Envis à la demande de Gold Fields of South Africa Limited, par Hill Samuel & Co. Limited, 100 Wood Street, Londres EC2P 2AJ.

26 septembre 1974.

SOCIÉTÉ ANONYME DES BAINS DE MER  
ET DU GÉOËLE DES ÉTRANGERS À MONACO

COMPTE RENDU  
DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE  
DU 20 SEPTEMBRE 1974

Lot de l'assemblée générale ordinaire annuelle, tenue à Monte-Carlo, le 20 septembre 1974, le prince Louis de Polignac, président du conseil d'administration, a soumis à l'approbation des actionnaires les résultats de l'exercice clos le 31 mars 1974, qui se soldent par un bénéfice de 10 255 151,56 F contre 10 425 947,22 F l'année précédente.

Les recettes totales ont atteint le montant de 150 614 011,35 F contre 129 230 772,70 F en 1973-1974 ; le chiffre correspondant, non compris les réalisations d'actif, s'est élevé à 16 131 843,18 F contre 20 109 096,48 F l'année dernière.

L'assemblée générale a approuvé la distribution de l'intérêt statutaire de 0,25 F et d'un dividende de 1 F par action de valeur nominale de 2 F, soit un revenu total par action de 1,25 F. Le paiement en sera effectué à partir du lundi 4 novembre 1974 par le service des titres de la Société. L'assemblée a également décidé d'inscrire un montant de 266 941,27 F au poste « Report à nouveau » du bilan

portant celui-ci à 5 301 255,52 F.

Les bénéfices des autres exercices ont été approuvés par l'assemblée, notamment celle donnant suite à leur gestion aux administrateurs en exercice au 31 mars 1974 et quinze démissionnaires.

● Pour apprécier cette évolution, il convient de rappeler que le capital de la S.A. des Bains de Mer, qui était de 20 millions de francs au 1<sup>er</sup> janvier 1973, est passé à 45 millions de francs le 1<sup>er</sup> avril 1974 et à 100 millions de francs le 1<sup>er</sup> mars 1974.

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

● Rapport à nouveau » du bilan

interRent. Louez chez nous,  
même pour vos petits déménagements.



interRent. C'est votre intérêt.  
Un grand loueur européen.

Location de voitures et d'utilitaires. 6 centres en France. Tél. : (01) 203 28 33



**ACHETEZ avant  
la reprise de la Bourse.**

**VOUS N'Y CROYEZ PAS ?  
Lisez donc  
le Journal des Finances ! \***

Soyez le premier à réagir avec intelligence : vous ferez d'excellentes affaires. Les initiés s'y préparent déjà. Avec le Journal des Finances, ne vous laissez pas devancer.

Achetez !  
Nous n'avons jamais cessé de nous battre pour vous. Soyez lucide. Profitez de nos conseils, de nos analyses, de nos dossiers, de nos interviews. Ecrivez-nous. Vous gagnerez, avec nous, la bataille de la Bourse.

\* Adressez-nous simplement votre carte de visite pour recevoir un service gracieux d'un mois (4 numéros).  
Journal des Finances, service M 122, rue Réaumur 75002 PARIS - Téléphone : 508.42.75.

JOURNAL DES  
**FINANCES**

POUR GARDER LA TÊTE FROIDE

L.M. Olivier

مكتبة الامم المتحدة







## UN JOUR DANS LE MONDE

### 2-3. LES DIFFICULTÉS DU MARCHÉ COMMUN AGRICOLE

3. EUROPE — GRÈCE : M. Papadopoulos est en résidence surveillée à son domicile.

4. AFRIQUE — 4. PROCHE-ORIENT

7. AMÉRIQUES — ARGENTINE : le Parlement est suivi d'un projet de loi draconien sur la sécurité de l'énergie.

### 8 à 11. POLITIQUE

— Les socialistes donnent une nouvelle dimension à leur entreprise.

— « Réponse à M. de Colonne », un point de vue de J. Mercier.

13. RELIGION — L'ouverture du synode épiscopal à Rome.

— « Pour une évangélisation compréhensible, utile et véritable », un point de vue de Gabriel Marc.

### 13. AÉRONAUTIQUE

— La mécontentement dans les casernes : des tirs portés.

### 14. ÉDUCATION

— M. René Rémond est élu premier vice-président de la conférence des présidents d'universités.

### LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PAGES 15 A 19

— Chus Paris d'avant-hier. Cinéma et photographie : le film et le sautillant.

— Hippisme : des pouliches qui savent nager.

— Chronique sportive : Le « grand pavois » de La Rochelle.

— Plaisirs de la table, mode, maison, brocante, bridge, échecs, philatélie.

### 21. JUSTICE

22-23. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS — LES ASSEMBLÉES RÉGIONALES : les conseils régionaux préparent leur budget.

### 27. RADIO-TELEVISION

— Les nominations dans les nouvelles sociétés.

### 28 à 31. SPECTACLES

— CULTURE : dans son profil de budget pour 1975, M. Michel Guy accorde la priorité aux dépenses de fonctionnement.

### 32 à 34. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

— CONFLITS ET REVENDICATIONS : la police intervient à Toulouse pour libérer deux directeurs de la SNIAS retenus par des salariés.

### LIRE ÉGÈLEMENT

RADIO-TELEVISION (24) : Annuaire classé (24 et 25) : Carnet (27) : Informations pratiques (28) : « Journal officiel » (29) : Méthodologie (30) : Mots croisés (31) : Pénalités (32).

Le numéro du « Monde » daté 27 septembre 1974 a été tiré à 549 614 exemplaires.

Pour le week-end, faites-vous plaisir. Louez une voiture chez Europcar. 645.21.25

### TISSUS D'AMEUBLEMENT "DIFFÉRENTS"

...différents par le goût, la nouveauté, l'harmonie, sensibles aux nouvelles tendances de la décoration, différents par leur raffinement, leur qualité et une gamme de prix abordables (de 15 F à 145 F le mètre) des velours, des jacquards, des unis et des imprimés sélectionnés pour décorer votre maison.

Tous nos tissus sont en stock avec les passementeries assorties.

**RODIN**

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D E F G

## FORTE BAISSÉ JEUDI A LA BOURSE DE PARIS

Une nouvelle et décevante chute des cours s'est produite jeudi à la Bourse de Paris. La baisse a atteint 3 % en moyenne, mais certaines valeurs, et non des moindres, ont perdu plus de 10 %. Les secteurs les plus déprimés précédemment, comme les pneumatiques Michelin, ont encore été affectés, tandis que l'on s'attendait aux valeurs de père de famille, les plus traditionnelles (Rhône-Poulenc, Pechiney-Ugine-Kuhlmann).

Ajoutons l'écroulement de la Banque de Londres, qui a provoqué la vente des titres français achetés massivement en 1972 et 1973, tels que Française des pétroles, Saint-Gobain-Font-A-

Mousson, Moët-Hennessy. Pour alourdir encore l'atmosphère, les rares accalmies enregistrées dans la baisse sont immédiatement suivies de douloureuses rechutes.

### Fermeté du franc

Le franc français était très ferme vendredi matin sur les marchés des changes, tant vis-à-vis du dollar, qui revenait à 4,75 1/2 contre 4,77 1/2, que vis-à-vis du deutschemark, qui est tombé à son niveau le plus bas depuis le 21 janvier dernier, soit 1,73 3/4 F contre 1,80 F ces jours derniers, et 1,78 F il y a huit mois.

### NET RALENTISSEMENT DE LA HAUSSE DU COUT DE LA VIE EN AOUT

L'indice des prix de détail calculé par l'INSEE s'est inscrit à la cote 138,5 en août contre 137,5 en juillet, soit une augmentation de 0,8 % en un mois. Ce résultat traduit un sensible ralentissement de la hausse des prix puisqu'en juillet la progression de l'indice avait été de 1,4 %.

Les prix des produits industriels ont augmenté de 1 % en août par rapport à juillet, ceux de l'alimentation de 0,7 %, ceux des services de 0,5 %.

En un an, la hausse du coût de la vie atteint 14,5 %. Elle est de 10,6 % depuis le début de l'année.

### Pour protester contre la fermeture des puits LES MINÉRIERS DE FAULQUEMONT SE METTENT EN GRÈVE

Les trois cents mineurs de charbon du puits de Faulquemont (Moselle) se sont mis en grève, ce vendredi matin 27 septembre, pour protester contre la fermeture du puits qui doit intervenir ce soir. La direction juge que ce puits, mis en exploitation en 1938, n'est plus rentable.

Les mineurs répondent au mot d'ordre lancé par la C.G.T., la C.F.D.T. et l.F.O. Ils devaient défilé dans les rues de la localité pour alerter l'opinion publique sur la fermeture du puits de charbon lorrain, « au moment même, déclarent les syndicats, où se trouve menacée l'indépendance énergétique de la France par suite de la pénurie de pétrole ».

Les syndicats ont toujours contesté la décision de fermer le puits de Faulquemont, estimant que ce mineur l'un des sièges des houillères de Lorraine les plus riches en réserves en profondeur. Ils repoussent les arguments de la direction selon lesquels il faudrait deux ans de travaux préparatoires (creusement d'un étage supplémentaire) pour poursuivre l'exploitation de Faulquemont.

Selon eux, ces travaux ayant été faits aux deux tiers, la remise en route deviendrait rapidement bénéficiaire.

### Capitaine de l'équipe de France de rugby MAX BARRAU SE VOIT EMPÊCHÉ DE JOUER EN PREMIÈRE DIVISION

Le capitaine de l'équipe de France, Max Barrau, vient de se voir refuser l'autorisation de jouer, pendant deux saisons, en équipe première de Beaumont de Lormagne. Le joueur, en effet, avait pris la décision de retourner dans son club d'origine, qu'il avait quitté pour Toulouse d'abord, et pour Agen ensuite.

Le bureau de la Fédération française de rugby (F.F.R.) avait, à l'époque, entériné ces mutations. Elle s'y refuse aujourd'hui, comme elle en a rétrospectivement le droit, provoquant au même coup une certaine agitation dans le monde du rugby.

La troisième course (Handicap de la Seine) qui se disputait le jeudi 26 septembre à Maisons-Laffitte et qui servait de support au pari tiercé, a été remportée par Xarniz, suivi de Les Roseaux et de Carmanella. La combinaison gagnante est 4, 2, 21.

### LE NOUVEAU BRASS synthron et tous les RASOIRS électriques

EN VENTE CHEZ

DIPIER-NEVEUR

RÉPARATIONS IMMÉDIATES

pièces détachées - Accessoires

39, Rue MARBEUF - Tél. 225.61.70

Sud 120, Rue de la Paix - PARIS 8<sup>e</sup> - 2<sup>e</sup>

MAGASIN OUVERT DU LUNDI AU SAMEDI

ÉCHANGES ÉCONOMIQUES PARIS-PROVINCE

du 14 Septembre au 5 Octobre

offre spéciale

d'avant-saison

**NICOLL**

COSTUME SUR MESURES

formule industrielle

770F

NICOLL, LA TRADITION ANGLAISE DU VÊTEMENT MASCULIN

29, RUE TRONCHET / PARIS 8<sup>e</sup>

## La crise de l'énergie La Commission européenne souhaite que la France participe au groupe des Douze

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Le vice-président de la Commission a insisté sur le fait que la coopération entre pays consommateurs de pétrole ne devait en aucun cas apparaître comme un acte d'hospitalité à l'égard des pays producteurs. La C.E.E. confirme sa volonté, au contraire, de collaborer le plus étroitement possible avec ceux qui, dans cet esprit, M. Simonet a annoncé que lui-même et M. Claude Cheysson, le commissaire européen responsable pour la coopération avec le tiers-monde, vont, dans les jours à venir, rencontrer M. Attia, le secrétaire général de l'Organisation des pays arabes producteurs de pétrole.

Les répercussions de la crise énergétique à l'intérieur de la C.E.E. — M. Simonet a annoncé qu'il avait demandé aux États membres de la C.E.E. de ne prendre pour l'instant aucune décision concernant la répercussion de la hausse de la fiscalité pétrolière sur les prix intérieurs. Le vice-président de la commission estime, en effet, nécessaire qu'une confrontation ait lieu au sein du Comité de l'énergie, avant que des décisions de cette nature soient prises. — Ph. L.

### LE PRÉSIDENT BONGO S'EST ENTRETENU AVEC M. GISCARD D'ESTA

M. Giscard d'Estaing s'est entretenu jeudi 26 septembre, l'après-midi, durant plus d'une heure, avec le président de la République du Gabon, M. C. Bongo, « des problèmes de coopération franco-gabonaise des problèmes monétaires ».

M. Bongo a précisé, en quittant l'Élysée, que « la coopération des deux pays se portait bien ». Répondant aux questions des journalistes, il a noté que le problème de l'uranium dont le Gabon est producteur, rappelle que la réévaluation du prix de ce produit intervenait à l'occasion de la révision des accords de coopération franco-gabonaise, l'avalant satisfait « au moins pour 1974 ».

M. Bongo a précisé, en quittant l'Élysée, que « la coopération des deux pays se portait bien ». Répondant aux questions des journalistes, il a noté que le problème de l'uranium dont le Gabon est producteur, rappelle que la réévaluation du prix de ce produit intervenait à l'occasion de la révision des accords de coopération franco-gabonaise, l'avalant satisfait « au moins pour 1974 ».

La production d'uranium du Gabon dépasse 1 400 tonnes, la plus grosse part est importée par la France. Les nouveaux accords de coopération franco-gabonaise de février 1974 stipulent que l'uranium avait été d'être un produit considéré comme stratégique pour devenir une matière première commerciale comme les autres, mais, à l'époque, le nouveau prix n'avait pas été divulgué.

M. Omar Bongo quittera Paris le 3 octobre prochain, pour effectuer un voyage officiel en Chine.

### LE F.P.I.P. N'A PAS ROMPU COMPLÈTEMENT LES PONTS AVEC LES DIRIGEANTS PALESTINIENS.

(De notre correspondant.)

Beirut. — En se retirant du comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.), le F.P.I.P. n'a pas voulu assumer la responsabilité historique du dévoiement des efforts de la résistance à la libération de la Palestine (le Monde du 27 septembre). Le F.P.I.P. de M. George Habache ne se met pas pour autant au ban de la résistance puisqu'il continue à se réclamer de l'organisation de M. Arafat en tant que membre du Conseil national, le parlement palestinien en exil.

C'est le 10<sup>e</sup> 3<sup>e</sup> de l'organisation d'extrême gauche, M. Mahmed Yamani, alias Abou Maher, qui l'a proclamé dans une conférence de presse arabe au cours de laquelle il a accusé l'O.L.P. d'avoir établi des contacts avec les Américains dans le but de trahir la voie vers une capitulation « à la carte ».

Après M. Robert-André Vivien (Val-de-Marne), M. Michel Colinet (Aisne), ancien ministre de l'Agriculture (Aisne), dénoncé dans le « veto agricole allemand » un « acte nouveau, d'une extrême gravité ». Il ne s'agit pas, dit-il, d'un « simple rejet d'un compromis toujours discutable, mais d'une attitude délibérée accusant certains parlementaires de la France, d'accorder aux agriculteurs des aides nationales et remettant en cause la politique agricole commune ». Il ajoute que « cette mesure unilatérale montre qu'en politique internationale le fait et l'unité n'existent pas », et il invite en conclusion le gouvernement à proposer pour les agriculteurs « la garantie d'un juste prix et une politique des revenus par des aides directes aux hommes ».

Après M. Robert-André Vivien (Val-de-Marne), M. Michel Colinet (Aisne), ancien ministre de l'Agriculture (Aisne), dénoncé dans le « veto agricole allemand » un « acte nouveau, d'une extrême gravité ». Il ne s'agit pas, dit-il, d'un « simple rejet d'un compromis toujours discutable, mais d'une attitude délibérée accusant certains parlementaires de la France, d'accorder aux agriculteurs des aides nationales et remettant en cause la politique agricole commune ». Il ajoute que « cette mesure unilatérale montre qu'en politique internationale le fait et l'unité n'existent pas », et il invite en conclusion le gouvernement à proposer pour les agriculteurs « la garantie d'un juste prix et une politique des revenus par des aides directes aux hommes ».

Il ajoute : « Si nous n'avons pas le courage de dire qu'on ne peut augmenter toutes les prestations, nous serons les journaux de l'inflation ». Je souhaite qu'en sentant la fermeté du groupe, le gouvernement sorte de la limitation du budget et du crédit. » M. Debré estime ensuite que « le gouvernement allemand n'aurait pas pris la décision brutale qu'il a prise si nous n'étions devenus un pays qui gît de dette en dette et qui ne peut plus affirmer sa position extérieure ». En conclusion, il invite les Français à « un effort de travail, de production et d'exportation ».

M. Robert Boulin, ancien ministre (Gironde), engage l'O.D.R. à « repenser l'ensemble de son comportement ». Selon lui, le groupe gaulliste ne doit pas hésiter à dire au gouvernement que « s'il y a des propositions difficiles et impossibles », il est prêt à les soutenir dans la mesure où elles sont conformes à l'intérêt national. En contrepartie, dit-il, « réservons nous le droit de dire quand les propositions du gouvernement sont inadéquates ». Il demande que l'O.D.R. fasse preuve de « rigueur ».

### LES « JOURNÉES PARLEMENTAIRES » DE L'U.D.R.

M. Debré réclame une « politique globale des revenus et des prestations »

De nos envoyés spéciaux

Cagnes-sur-Mer. — Intervenant devant les parlementaires U.D.R., M. Michel Debré, ancien ministre de l'Économie, a réaffirmé que les mesures d'encadrement du crédit sont insuffisantes dans la lutte contre l'inflation, et que le texte de la compensation démographique des régressions de la Sécurité sociale est un « mauvais texte ».

« On ne peut améliorer le niveau de vie et le cadre de vie sans une capacité financière et monétaire hors de laquelle les augmentations seraient adressées par la hausse des prix. Il n'y a pas de hausse politique sociale en l'absence d'une politique globale des revenus et des prestations. Notre devoir est de veiller au pouvoir d'achat des travailleurs et des familles. Nous devons de la Réunion, l'ancien ministre de l'Économie, a réaffirmé que les mesures d'encadrement du crédit sont insuffisantes dans la lutte contre l'inflation, et que le texte de la compensation démographique des régressions de la Sécurité sociale est un « mauvais texte ».

Il ajoute : « Si nous n'avons pas le courage de dire qu'on ne peut augmenter toutes les prestations, nous serons les journaux de l'inflation ». Je souhaite qu'en sentant la fermeté du groupe, le gouvernement sorte de la limitation du budget et du crédit. » M. Debré estime ensuite que « le gouvernement allemand n'aurait pas pris la décision brutale qu'il a prise si nous n'étions devenus un pays qui gît de dette en dette et qui ne peut plus affirmer sa position extérieure ». En conclusion, il invite les Français à « un effort de travail, de production et d'exportation ».

M. Robert Boulin, ancien ministre (Gironde), engage l'O.D.R. à « repenser l'ensemble de son comportement ». Selon lui, le groupe gaulliste ne doit pas hésiter à dire au gouvernement que « s'il y a des propositions difficiles et impossibles », il est prêt à les soutenir dans la mesure où elles sont conformes à l'intérêt national. En contrepartie, dit-il, « réservons nous le droit de dire quand les propositions du gouvernement sont inadéquates ». Il demande que l'O.D.R. fasse preuve de « rigueur ».

### 525.25.25 Gratuitement. Tous les renseignements sur 30.000 appartements

Information Logement

vous renseigne sur plus de 600 programmes immobiliers

vous aide à choisir selon vos disponibilités et vos désirs

vous donne des descriptifs, informations juridiques, conseils fiscaux

vous indique les possibilités de crédit

Sur simple rendez-vous, un entretien personnalisé

### Information Logement

Centre Étoile

49 avenue Kléber Paris 16

525 25-25

Centre Nation

45 cours de Vincennes

Paris 20

346 11-74

Service spécialisé créé par la Compagnie Bancaire

20, Fg St-HONORE, PARIS 8<sup>e</sup> - 265.11.03

YVONNE DE BREMOND D'ARS achète pour collectionneurs : tous beaux meubles stylés, tapisseries et tableaux de maîtres.

20, Fg St-HONORE, PARIS 8<sup>e</sup> - 265.11.03

### En ouvrant un compte bancaire épargne sobi

vous retrouverez

après 3 ans VOTRE CAPITAL + 27%

après 6 ans VOTRE CAPITAL + 68%

après 8 ans VOTRE CAPITAL + 100%

après 12 ans VOTRE CAPITAL + 174%

### SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS

26, bd d'Italie, MONTE-CARLO (Principauté de Monaco)

Documentation N° 432

Document N° 432

Document N° 432

Document N° 432

Document N° 432

Document N° 432

Document N° 432

Document N° 432

Document N° 432

Document N° 432